ROYAUME DU MAROC

BULLETIN OFFICIEL

EDITION DE TRADUCTION OFFICIELLE

EDITIONS	TARIFS D'ABONNEMENT		ABONNEMENT IMPRIMERIE OFFICIELLE RABAT - CHEFIAH Tél. : 05.37.76.50.24 - 05.37.76.50.25 05.37.76.54.13 Compte n°: 310 810 101402900442310133 ouvert à la Trésorerie Préfectorale de Rabat au nom du régisseur des recettes de l'Imprimerie officielle	
	AU MAROC			A L'ETRANGER
	6 mois	1 an		
Edition générale.....	250 DH	400 DH	A destination de l'étranger, par voies ordinaire, aérienne ou de la poste rapide interna- tionale, les tarifs prévus ci- contre sont majorés des frais d'envoi, tels qu'ils sont fixés par la réglementation postale en vigueur.	
Edition des débats de la Chambre des Représentants.....	—	200 DH		
Edition des débats de la Chambre des Conseillers.....	—	200 DH		
Edition des annonces légales, judiciaires et administratives...	250 DH	300 DH		
Edition des annonces relatives à l'immatriculation foncière..	250 DH	300 DH		
Edition de traduction officielle.....	150 DH	200 DH		

L'édition de traduction officielle contient la traduction officielle des lois et règlements ainsi que le texte en langue étrangère des accords internationaux lorsqu'aux termes des accords, ledit texte fait foi, soit seul, soit concurremment avec le texte arabe

SOMMAIRE	Pages
TEXTES GENERAUX	
Chambres professionnelles.	
<i>Dahir n°1-15-91 du 18 chaoual 1436 (4 août 2015) portant promulgation de la loi n° 24-15 relative aux chambres professionnelles</i>	3656
Régime de l'assurance maladie obligatoire de base des étudiants.	
<i>Dahir n° 1-15-105 du 18 chaoual 1436 (4 août 2015) portant promulgation de la loi n° 116-12 relative au régime de l'assurance maladie obligatoire de base des étudiants.</i>	3656
<i>Décret n° 2-15-657 du 18 kaada 1436 (3 septembre 2015) pris pour l'application de la loi n°116-12 relative au régime de l'assurance maladie obligatoire de base des étudiants.</i>	3660
Accord de prêt conclu entre le Royaume du Maroc et la Banque africaine de développement.	
<i>Décret n° 2-15-673 du 26 kaada 1436 (11 septembre 2015) approuvant l'accord de prêt conclu le 28 juillet 2015 entre le Royaume du Maroc et</i>	
	<i>la Banque africaine de développement, portant sur un montant de cent douze millions cinq cent mille dollars EU (112.500.000 dollars EU), pour le financement du Programme d'appui à la compétitivité de l'économie marocaine (PACEM).....</i>
	3664
	Convention de prêt conclue entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le Fonds arabe pour le développement économique et social.
	<i>Décret n° 2-15-696 du 26 kaada 1436 (11 septembre 2015) approuvant la convention de prêt conclue le 28 juillet 2015 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le Fonds arabe pour le développement économique et social, en sa qualité de Directeur du Compte spécial pour le financement des petits et moyens projets, portant sur un montant de cinquante millions de dollars américains (50.000.000 \$US), pour la participation au programme de financement et de garantie des petits et moyens projets du secteur privé au Maroc.</i>
	3664
	Commission nationale de la commande publique.
	<i>Décret n° 2-14-867 du 7 hija 1436 (21 septembre 2015) relatif à la Commission nationale de la commande publique</i>
	3665

	Pages
Protection du consommateur.	
<i>Arrêté conjoint du ministre de l'industrie, du commerce, de l'investissement et de l'économie numérique et du ministre de l'économie et des finances n° 4030-14 du 6 rabii I 1436 (29 décembre 2014) fixant les caractéristiques et les mentions du bordereau-réponse aux modifications proposées par le prêteur lors du renouvellement du contrat de crédit en application de l'article 79 de la loi n° 31-08 édictant des mesures de protection du consommateur.</i>	3671
<i>Arrêté conjoint du ministre de l'industrie, du commerce, de l'investissement et de l'économie numérique et du ministre de l'économie et des finances n° 4031-14 du 6 rabii I 1436 (29 décembre 2014) fixant les modèles types des offres préalables de crédit et leurs formulaires détachables de rétractation.</i>	3674
<i>Arrêté conjoint du ministre de l'industrie, du commerce, de l'investissement et de l'économie numérique et du ministre de l'économie et des finances n° 4032-14 du 6 rabii I 1436 (29 décembre 2014) fixant le taux maximum des intérêts de retard applicable aux sommes restant dues en cas de défaillance de l'emprunteur.....</i>	3698
<i>Arrêté conjoint du ministre de l'industrie, du commerce, de l'investissement et de l'économie numérique et du ministre de l'économie et des finances n° 4033-14 du 6 rabii I 1436 (29 décembre 2014) fixant la méthode de calcul de la valeur actualisée des loyers non encore échus.</i>	3698
<i>Arrêté conjoint du ministre de l'industrie, du commerce, de l'investissement et de l'économie numérique et du ministre de l'économie et des finances n° 4034-14 du 6 rabii I 1436 (29 décembre 2014) fixant le montant maximum de la valeur des frais d'étude du dossier retenus ou demandés par le prêteur en cas du crédit immobilier en application de l'article 124 de la loi n° 31-08 édictant des mesures de protection du consommateur.</i>	3699
<i>Arrêté conjoint du ministre de l'industrie, du commerce, de l'investissement et de l'économie numérique et du ministre de l'économie et des finances n° 4035-14 du 6 rabii I 1436 (29 décembre 2014) fixant le montant de l'indemnité exigée au titre des intérêts non encore échus en cas de remboursement par anticipation du crédit immobilier.....</i>	3699

	Pages
Marchés publics.	
<i>Arrêté du ministre de l'équipement, du transport et de la logistique n° 2095-15 du 28 chaabane 1436 (16 juin 2015) modifiant et complétant la liste des index simples et celle des index globaux annexée à l'arrêté du Chef du gouvernement n° 3-205-14 du 11 chaabane 1435 (9 juin 2014) fixant les règles et les conditions de révision des prix des marchés publics.</i>	3700
Commission interministérielle chargée du partenariat public-privé.– Nomination des membres.	
<i>Arrêté du ministre de l'économie et des finances n° 2846-15 du 17 chaoual 1436 (3 août 2015) portant nomination des membres de la Commission interministérielle chargée du partenariat public-privé.</i>	3702
Homologation de normes marocaines.	
<i>Décision du directeur de l'Institut marocain de normalisation n° 2689-15 du 4 chaoual 1436 (21 juillet 2015) portant homologation de normes marocaines.....</i>	3702
Numérotation des autorisations et des agréments sur le plan sanitaire.	
<i>Rectificatif au « Bulletin officiel » n° 6378 du 29 ramadan 1436 (16 juillet 2015)</i>	3715

TEXTES PARTICULIERS

Modification des cahiers de charges :

- Société «Gulfsat Maghreb».

<i>Décret n° 2-15-607 du 26 kaada 1436 (11 septembre 2015) portant modification du cahier des charges de la société «Gulfsat Maghreb» annexé au décret n° 2-00-809 du 6 kaada 1421 (31 janvier 2001).</i>	3716
--	------

- Société «Cimecom S.A.».

<i>Décret n° 2-15-608 du 26 kaada 1436 (11 septembre 2015) portant modification du cahier des charges de la société «Cimecom S.A.» annexé au décret n° 2-00-810 du 6 kaada 1421 (31 janvier 2001).</i>	3717
---	------

- Société «SpaceCom».

<i>Décret n° 2-15-609 du 26 kaada 1436 (11 septembre 2015) portant modification du cahier des charges de la société «SpaceCom» annexé au décret n° 2-00-811 du 6 kaada 1421 (31 janvier 2001).</i>	3718
---	------

	Pages		Pages
Entreprise d'assurances et de réassurance «New Hampshire Insurance Company» :		<i>Arrêté du ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de la formation des cadres n° 2734-15 du 4 chaoual 1436 (21 juillet 2015) complétant l'arrêté n° 2797-95 du 20 jourmada II 1416 (14 novembre 1995) fixant la liste des diplômés reconnus équivalents au diplôme d'architecte de l'Ecole nationale d'architecture.....</i>	3720
• Transfert du portefeuille «sinistres» à l'entreprise «Atlanta».		• Sociétés «Eurosol» et «Maroc Traitement de Transactions» .- Agréments.	
<i>Arrêté du ministre de l'économie et des finances n° 2395-15 du 13 ramadan 1436 (30 juin 2015) approuvant le transfert du portefeuille « sinistres » de l'entreprise d'assurances et de réassurance « New Hampshire Insurance Company », ex « New Hampshire Fire Insurance Cy » à l'entreprise d'assurances et de réassurance « Atlanta ».....</i>	3719	<i>Décision du Wali de Bank Al-Maghrib n° 52 du 21 chaoual 1436 (7 août 2015) portant nouvel agrément de la société «Eurosol» en qualité d'établissement de paiement</i>	3721
• Retrait des agréments.		<i>Décision du Wali de Bank Al-Maghrib n° 53 du 21 chaoual 1436 (7 août 2015) portant nouvel agrément de la société «Maroc Traitement de Transactions» en qualité d'établissement de paiement.....</i>	3721
<i>Arrêté du ministre de l'économie et des finances n° 2396-15 du 13 ramadan 1436 (30 juin 2015) portant retrait des agréments accordés à l'entreprise d'assurances et de réassurance «New Hampshire Fire Insurance Cy», nouvellement dénommée «New Hampshire Insurance Company ».....</i>	3719	ORGANISATION ET PERSONNEL DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	
Equivalences de diplômés.		TEXTES PARTICULIERS	
<i>Arrêté du ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de la formation des cadres n° 2733-15 du 4 chaoual 1436 (21 juillet 2015) complétant l'arrêté n° 2797-95 du 20 jourmada II 1416 (14 novembre 1995) fixant la liste des diplômés reconnus équivalents au diplôme d'architecte de l'Ecole nationale d'architecture.....</i>	3720	Administration de la défense nationale.	
		<i>Dahir n° 1-15-80 du 18 chaoual 1436 (4 août 2015), relatif au statut particulier des magistrats militaires, et au statut particulier des officiers- greffiers et des sous-officiers commis greffiers et édictant des dispositions particulières.</i>	
		3722	

TEXTES GENERAUX

Dahir n°1-15-91 du 18 chaoual 1436 (4 août 2015) portant promulgation de la loi n° 24-15 relative aux chambres professionnelles.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI)

Que l'on sache par les présentes – puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu la Constitution, notamment ses articles 42 et 50,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

Est promulguée et sera publiée au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, la loi n° 24-15 relative aux chambres professionnelles, telle qu'adoptée par la Chambre des représentants et la Chambre des conseillers.

Fait à Tétouan, le 18 chaoual 1436 (4 août 2015).

Pour contreseing :

Le Chef du gouvernement,

ABDEL-ILAH BENKIRAN.

*

* *

**Loi n° 24-15
relative aux chambres professionnelles**

Article unique

Les dispositions qui suivent s'appliquent à chaque catégorie des chambres professionnelles régies respectivement, par les textes suivants :

- la loi n° 27-08 portant statut des chambres d'agriculture promulguée par le dahir n° 1-09-21 du 22 safar 1430 (18 février 2009) ;
- la loi n° 18-09 formant statut des chambres d'artisanat promulguée par le dahir n° 1-11-89 du 16 ramadan 1432 (17 août 2011) ;
- la loi n° 38-12 portant statut des chambres de commerce, d'industrie et de services promulguée par le dahir n° 1-13-09 du 10 rabii II 1434 (21 février 2013).

En cas de regroupement de deux chambres professionnelles ou plus dans une seule chambre professionnelle existante ou nouvelle, cette dernière est subrogée, dans son ressort territorial, aux chambres professionnelles concernées dans l'ensemble de leurs droits et obligations.

La propriété des biens immeubles et meubles et des valeurs détenus par la chambre professionnelle existante est transférée d'office et à titre gratuit à la chambre professionnelle qui la remplace.

Le transfert des biens immeubles visé à l'alinéa précédent est exonéré des droits de la conservation de la propriété foncière.

Sont transférés, dans les cas précités, tous les personnels en fonction au sein de la chambre professionnelle existante, à la chambre professionnelle qui la remplace. Les services effectués par les intéressés dans la chambre professionnelle existante sont considérés comme ayant été effectués au sein de la chambre professionnelle qui la remplace.

A titre transitoire et nonobstant toute disposition contraire, les membres titulaires et leurs suppléants dans les commissions administratives paritaires compétentes à l'égard du personnel des chambres professionnelles en place à la date de publication de la présente loi au *Bulletin officiel*, continuent à exercer leurs fonctions et ce jusqu'à la fin de leur mandat. A cette fin, les membres précités sont regroupés dans une seule commission administrative compétente pour l'ensemble des cadres du personnel de la chambre professionnelle qui remplace la chambre concernée.

Les modalités d'application des dispositions de la présente loi sont fixées par décret pris sur proposition de l'autorité gouvernementale de tutelle du secteur concerné.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du « Bulletin officiel » n° 6383 *bis* du 18 chaoual 1436 (4 août 2015).

Dahir n° 1-15-105 du 18 chaoual 1436 (4 août 2015) portant promulgation de la loi n° 116-12 relative au régime de l'assurance maladie obligatoire de base des étudiants.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI)

Que l'on sache par les présentes – puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu la Constitution, notamment ses articles 42 et 50,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

Est promulguée et sera publiée au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, la loi n° 116-12 relative au régime de l'assurance maladie obligatoire de base des étudiants, telle qu'adoptée par la Chambre des représentants et la Chambre des conseillers.

Fait à Tétouan, le 18 chaoual 1436 (4 août 2015).

Pour contreseing :

Le Chef du gouvernement,

ABDEL-ILAH BENKIRAN.

*

* *

Loi n° 116-12**relative au régime de l'assurance maladie
obligatoire de base des étudiants****Chapitre premier***Dispositions générales***Article premier**

En application des dispositions des articles 2 et 4 de la loi n° 65-00 portant code de la couverture médicale de base, promulguée par le dahir n° 1-02-296 du 25 rejev 1423 (3 octobre 2002), la présente loi fixe les règles régissant le régime de l'assurance maladie obligatoire de base des étudiants.

Article 2

Sous réserve des dispositions de la présente loi, sont applicables au régime de l'assurance maladie obligatoire de base des étudiants, les règles générales communes à l'ensemble des régimes de l'assurance maladie obligatoire de base prévues par la loi n° 65-00 précitée, à l'exception des dispositions de ses articles 3, 5, 6, 35, 36, 45 à 48, 130 à 133, 139 et 142.

Chapitre II*Champ d'application***Article 3**

On entend par étudiants, au sens de la présente loi, les personnes :

- considérées comme étudiants au sens de l'article 69 de la loi n° 01-00 portant organisation de l'enseignement supérieur ;
- poursuivant leur formation dans un établissement de l'enseignement supérieur ou de la formation des cadres relevant d'un département ministériel ou sous sa tutelle, dans le cadre d'un cycle exigeant, pour y accéder, au moins le baccalauréat ou un diplôme équivalent ;
- poursuivant leurs études au cycle de l'enseignement terminal visé à l'article 2 de la loi n° 13-01 relative à l'enseignement traditionnel ;
- poursuivant leur formation dans des établissements de l'enseignement public ou privé dans les classes préparatoires pour l'accès aux Instituts et Ecoles supérieurs ou pour la préparation du diplôme de technicien supérieur conformément aux textes législatifs et réglementaires en vigueur ;
- poursuivant leur formation dans le cycle de technicien spécialisé institué en vertu des textes réglementaires en vigueur ;
- poursuivant leur formation dans un établissement privé de formation professionnelle, autorisé dans le cadre du cycle de technicien spécialisé, conformément aux dispositions de la loi n° 13-00 portant statut de la formation professionnelle privée.

La liste des établissements est fixée par voie réglementaire.

Article 4

Pour bénéficier du régime de l'assurance maladie obligatoire de base des étudiants, l'étudiant doit répondre aux conditions ci-après :

- être régulièrement inscrit dans l'un des établissements visés dans l'article 3 ci-dessus ;
- être âgé de 30 ans au plus. Toutefois, cette condition n'est pas applicable aux étudiants poursuivant leurs études au cycle de l'enseignement terminal visé à l'article 2 de la loi n° 13-01 relative à l'enseignement traditionnel ;
- ne pas bénéficier, en tant qu'assuré ou en tant qu'ayant droit d'un assuré, d'une autre couverture médicale, quelle que soit sa nature.

Article 5

Nonobstant toutes dispositions contraires, seul l'étudiant bénéficie du régime de l'assurance maladie obligatoire de base des étudiants.

Chapitre III*Conditions d'ouverture, de maintien, de suspension
et de fermeture du droit aux prestations***Article 6**

L'étudiant est dispensé de la période de stage visée à l'article 32 de la loi n° 65-00 précitée.

Article 7

Les conditions et les modalités d'ouverture, de maintien, de suspension et de fermeture du droit aux prestations sont fixées par voie réglementaire.

Chapitre IV*Ressources et organisation financière***Article 8**

Les ressources du régime sont constituées par :

- la contribution de l'Etat ;
- les cotisations à la charge des étudiants ;
- les majorations, astreintes et pénalités de retard dues en application des dispositions de la présente loi ;
- les produits financiers ;
- les dons et legs ;
- toutes autres ressources qui peuvent lui être affectées par voie législative ou réglementaire.

Article 9

Le montant forfaitaire prévu par l'alinéa 4 de l'article 46 de la loi n° 65-00 précitée, est calculé de manière à assurer l'équilibre financier du régime en tenant compte des charges des prestations, des coûts de gestion administrative et du prélèvement au profit de l'Agence nationale de l'assurance maladie ainsi que pour alimenter la réserve de sécurité prévue à l'article 50 de la même loi.

Conformément à l'article 48 de la loi n° 65-00 précitée, le montant forfaitaire est fixé, et réajusté, en cas de déséquilibre, par décret, sur proposition de l'Agence nationale de l'assurance maladie, par voie réglementaire.

Article 10

Sous réserve des dispositions de l'article 11 ci-dessous, la contribution annuelle, représentant le montant global des cotisations des étudiants des établissements visés à l'article 3 ci-dessus relevant du secteur public, est à la charge de l'Etat. Toutefois, il peut être demandé une contribution à ces étudiants, selon les conditions et les modalités fixées par voie réglementaire.

Article 11

Les étudiants des établissements de l'enseignement supérieur privé et de la formation professionnelle privée ainsi que les étudiants poursuivant des études dans le cadre de filières payantes dans des établissements d'enseignement supérieur ou de formation professionnelle relevant du secteur public ou dans des établissements relevant d'un département ministériel ou mis sous sa tutelle, doivent s'acquitter de la totalité du montant forfaitaire.

A cet effet, les établissements concernés sont tenus de recouvrer les montants des cotisations dues par les étudiants au moment de leur inscription ou réinscription.

Les personnes visées à l'article 13 ci-dessous sont débitrices des cotisations à la charge des étudiants, vis-à-vis de l'organisme gestionnaire.

Article 12

L'étudiant inscrit auprès de deux établissements ou plus, selon le cas, ne paie le montant forfaitaire mentionné dans l'article 11 ci-dessus, ou le cas échéant, la contribution visée à l'article 10 ci-dessus, qu'au titre de son inscription auprès d'un seul établissement pour chaque année d'études.

Les conditions et les modalités d'application des dispositions du présent article sont fixées par voie réglementaire.

Chapitre V

Règles d'affiliation, d'immatriculation et de gestion

Article 13

La personne de droit public ou de droit privé dont dépend l'un des établissements visés à l'article 3 ci-dessus est tenue de procéder auprès de l'organisme gestionnaire à :

- l'affiliation de l'établissement ;
- l'immatriculation de l'ensemble des étudiants éligibles au bénéfice du régime de l'assurance maladie obligatoire de base des étudiants, inscrits auprès de l'établissement.

Elle est également tenue, pour chaque établissement, de :

communiquer périodiquement à l'organisme gestionnaire la liste nominative des étudiants, assortie, le cas échéant, du montant des cotisations dues ;

- verser régulièrement audit organisme les cotisations exigibles des étudiants.

Les conditions et les modalités d'application des dispositions du présent article sont fixées par voie réglementaire.

Article 14

Lorsqu'une personne visée à l'article 13 ci-dessus n'a pas procédé à l'affiliation de l'un des établissements dépendant d'elle ou à l'immatriculation des étudiants inscrits auprès de

l'un de ces établissements, ces derniers peuvent s'adresser à l'administration qui enjoint ladite personne de régulariser sa situation dans un délai de trente (30) jours.

Dans ce cas, la personne qui n'a pas procédé à l'affiliation de l'établissement ou à l'immatriculation des étudiants, reste débitrice des cotisations dues à compter de leur date d'exigibilité à l'organisme, majorée de 1% par mois ou fraction de mois de retard.

Article 15

Lorsqu'une personne visée à l'article 13 ci-dessus a omis de faire procéder à l'immatriculation d'un ou de plusieurs étudiants, ceux-ci ont le droit de demander directement leur immatriculation à l'organisme gestionnaire.

Cet organisme est tenu d'adresser, dans un délai de quinze (15) jours suivant la date de la demande de ou des étudiants, une mise en demeure à la personne défaillante de se conformer, dans un délai de trente (30) jours, aux dispositions de la présente loi et des textes pris pour son application ou, le cas échéant, d'apporter ses explications ou contester l'exactitude des faits qui lui sont reprochés.

A l'expiration de ce délai, l'organisme procède d'office à l'immatriculation desdits étudiants.

La personne qui n'a pas procédé à l'immatriculation des étudiants, reste débitrice des cotisations dues à compter de leur date d'exigibilité à l'organisme gestionnaire, majorée de 1% par mois ou fraction de mois de retard.

Article 16

Toute interruption des études pour une période continue supérieure à six mois, pour des raisons autres que la maladie, la grossesse, l'accident, une décision administrative provisoire ou une assignation en justice, entraîne la suspension du droit et, par conséquent, l'arrêt des prestations.

Article 17

Toute correspondance adressée par l'organisme gestionnaire à l'étudiant est envoyée, à sa dernière adresse connue de cet organisme.

Chapitre VI

Organisme de gestion

Article 18

La gestion du régime de l'assurance maladie obligatoire de base des étudiants est confiée à la Caisse nationale des organismes de prévoyance sociale instituée conformément aux dispositions du dahir n° 1-57-187 du 24 jourmada II 1383 (12 novembre 1963) portant statut de la mutualité.

Article 19

La Caisse nationale des organismes de prévoyance sociale peut déléguer, sous sa responsabilité, à un établissement public ou à une personne morale de droit public ou de droit privé, une partie des missions qui lui sont dévolues en vertu de l'article 18 ci-dessus, selon des conventions approuvées par son conseil d'administration et conformes à une convention cadre fixée par arrêté ministériel.

Article 20

La gestion du régime de l'assurance maladie obligatoire de base des étudiants, par la Caisse nationale des organismes de prévoyance sociale est autonome par rapport à celle de toute autre couverture médicale gérée par ladite caisse.

A cet effet, les opérations financières et comptables afférentes au régime font l'objet d'un budget autonome qui comprend :

a) En ressources :

- la contribution de l'Etat ;
- les cotisations des étudiants ;
- le produit financier des placements ;
- le produit des majorations, astreintes et pénalités de retard ;
- les emprunts ;
- les dons et legs ;
- toutes autres ressources qui peuvent lui être affectées par voie législative ou réglementaire.

b) En dépenses :

- les paiements et frais engagés au titre des prestations garanties par les dispositions de la présente loi ;
- le montant du prélèvement au profit de l'Agence nationale de l'assurance maladie, prévu à l'article 9 ci-dessus ;
- les dépenses de fonctionnement ;
- les dépenses d'investissement ;
- le remboursement des emprunts.

Article 21

Outre les missions qui lui sont dévolues en matière de gestion du régime d'assurance maladie obligatoire de base des salariés et titulaires de pensions du secteur public ou de toute autre couverture médicale, le conseil d'administration de la Caisse nationale des organismes de prévoyance sociale connaît, dans le cadre de réunions particulières, de toutes les questions relatives à la gestion du régime de l'assurance maladie obligatoire de base des étudiants par ladite caisse et règle les affaires s'y rapportant.

Article 22

Les réunions du conseil d'administration de la Caisse nationale des organismes de prévoyance sociale relatives à la gestion du régime de l'assurance maladie obligatoire de base

des étudiants, doivent se tenir séparément de celles afférentes à la gestion de toute autre couverture médicale qu'elle assure.

A cet effet, le conseil comprend, outre son président, dix (10) membres titulaires :

- sept (7) représentants de l'administration ;
- un (1) représentant de l'Agence nationale de l'assurance maladie ;
- un (1) représentant de l'Office national des œuvres universitaires sociales et culturelles ;
- un (1) représentant de l'Office de la formation professionnelle et de la promotion du travail.

Un membre suppléant est désigné pour chaque membre titulaire.

Le conseil se réunit chaque fois que les circonstances l'exigent et au moins deux fois par an notamment pour :

- arrêter les états de synthèse de l'exercice clos ;
- examiner et arrêter le budget et le programme de l'exercice suivant.

Les modalités d'application du présent article sont fixées par voie réglementaire.

Article 23

Le conseil d'administration délibère valablement lorsque les deux tiers au moins de ses membres sont présents.

Au cas où ce quorum n'est pas atteint, le président convoque le conseil pour une deuxième réunion qui doit se tenir au plus tard dans les quinze jours qui suivent.

Dans ce cas, le conseil délibère valablement quel que soit le nombre des membres présents.

Les décisions du conseil sont prises à la majorité des voix des membres présents. En cas de partage égal des voix, celle du président est prépondérante.

Chapitre VII*Sanctions***Article 24**

Sont passibles de l'amende prévue à l'article 130 de la loi n° 65-00 précitée, toute personne visée à l'article 13 ci-dessus qui n'affilie pas les établissements dépendant d'eux, dans les délais réglementaires, à la Caisse nationale des organismes de prévoyance sociale.

Article 25

Sont passibles, pour chaque étudiant, de l'amende prévue à l'article 131 de la loi précitée n° 65-00, les personnes visées à l'article 13 ci-dessus qui ne procèdent pas, dans les délais réglementaires, à l'immatriculation des étudiants inscrits dans les établissements qui en dépendent auprès de la Caisse nationale des organismes de prévoyance sociale.

Dans tous les cas, les étudiants concernés conservent le droit de recours auprès de la juridiction compétente en vue d'obtenir les dommages et intérêts au titre des prestations dont ils ont été privés.

Article 26

Sont passibles de l'amende prévue à l'article 132 de la loi précitée n° 65-00, toute personne visée à l'article 13 ci-dessus qui ne procède pas au versement des cotisations à la Caisse nationale des organismes de prévoyance sociale, dans les délais fixés par voie réglementaire.

En outre, tout retard de versement donne lieu à l'application d'une majoration de un (1) pour cent par mois ou fraction de mois de retard.

Article 27

Est passible de l'amende prévue à l'article 133 de la loi précitée n°65-00, toute personne visée à l'article 13 ci-dessus qui a procédé sciemment au prélèvement d'une cotisation indue.

Article 28

Est passible de l'amende prévue à l'article 139 de la loi n°65-00 précitée, toute personne visée à l'article 13 ci-dessus qui refuse de communiquer les listes prévues audit article ou qui fait sciemment de fausses déclarations à la Caisse nationale des organismes de prévoyance sociale ou aux personnes mandatées pour vérifier le respect de l'obligation de l'assurance maladie.

Chapitre VIII*Code de la couverture médicale de base***Article 29**

Les dispositions de l'alinéa 3 de l'article 5 de la loi n° 65-00 portant code de la couverture médicale de base sont modifiées comme suit :

« Toutefois, cette limite d'âge est prorogée jusqu'à «26 ans pour les enfants poursuivant des études supérieures, « à condition d'en apporter la justification. »

Article 30

Les dispositions de l'article 59 de la loi n° 65-00 portant code de la couverture médicale de base sont complétées comme suit :

« Article 59.– L'Agence nationale de l'assurance maladie «a pour mission s'y rapportant.

« A ce titre, elle est chargée de :

«

«

« - élaborer et diffuser de base ;

« - s'assurer que toute personne immatriculée à un «régime d'assurance maladie obligatoire de base ou admise « au bénéfice du régime d'assistance médicale, ou ses ayants « droit, ne bénéficient que du seul régime dont ils relèvent.

« Pour permettre à l'Agence nationale de l'assurance «maladie d'accomplir la mission dont elle est chargée en vertu «du dernier alinéa du 2^{ème} paragraphe de cet article, tous les «organismes, établissements et les parties qui dispensent des «prestations en matière de couverture médicale au profit de «leurs adhérents ou assurés et leurs ayants droit, sont tenus «de communiquer les informations les concernant demandées «par l'Agence précitée, selon les modalités fixées par voie «réglementaire.»

Chapitre IX*Dispositions finales***Article 31**

Les dispositions de la présente loi entrent en vigueur à compter du premier du mois qui suit le mois de la publication au *Bulletin officiel* des textes pris pour son application.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du « Bulletin officiel » n° 6384 du 20 chaoual 1436 (6 août 2015).

Décret n° 2-15-657 du 18 kaada 1436 (3 septembre 2015) pris pour l'application de la loi n°116-12 relative au régime de l'assurance maladie obligatoire de base des étudiants.

LE CHEF DU GOUVERNEMENT,

Vu la loi n°116-12 relative au régime de l'assurance maladie obligatoire de base des étudiants, promulguée par le dahir n° 1-15-105 du 18 chaoual 1436 (4 août 2015) ;

Vu la loi n° 65-00 portant code de la couverture médicale de base, promulguée par le dahir n° 1-02-296 du 25 rejev 1423 (3 octobre 2002), telle qu'elle a été modifiée et complétée ;

Après examen par le conseil du gouvernement réuni le 3 kaada 1436 (19 août 2015),

DÉCRÈTE :

Chapitre premier

Dispositions générales

ARTICLE PREMIER. Sous réserve des dispositions du présent décret, sont applicables en ce qui concerne le régime de l'assurance maladie obligatoire de base, institué par la loi susvisée n°116-12, les dispositions du :

- décret n°2-05-733 du 11 jourmada II 1426 (18 juillet 2005), pris pour l'application de la loi n°65-00 portant code de la couverture médicale de base ;
- décret n°2-05-736 du 11 jourmada II 1426 (18 juillet 2005) fixant les taux de couverture des prestations médicales à la charge de la Caisse nationale des organismes de prévoyance sociale au titre du régime de l'assurance maladie obligatoire de base ;
- décret n°2-05-740 du 11 jourmada II 1426 (18 juillet 2005) pris pour l'application des dispositions de la loi n°65-00 portant code de la couverture médicale de base relatives à l'organisation financière de l'assurance maladie obligatoire de base.

ART. 2. –Pour l'application du régime de l'assurance maladie obligatoire de base des étudiants, l'expression « l'original du document de la prise en charge auquel doit être jointe une photocopie de la carte d'immatriculation de l'assuré et, le cas échéant, de la carte d'identité nationale du bénéficiaire, s'il est distinct » prévue par l'article 22 du décret précité n° 2-05-733, est remplacée par l'expression « l'original du document de la prise en charge auquel doit être jointe une photocopie de la carte nationale d'identité électronique ou tout document en tenant lieu ».

ART. 3. –En application des dispositions de l'article 3 de la loi susvisée n°116-12, la liste des établissements dont les étudiants sont assujettis aux dispositions de ladite loi, est fixée par arrêté de l'autorité gouvernementale chargée de la santé.

Cette liste est actualisée annuellement, sur proposition de l'Agence. A cet effet, l'Agence communique avant le 31 mai, aux autorités gouvernementales, aux établissements publics et aux personnes de droit public, une liste contenant les établissements qui en dépendent ou mis sous leur tutelle ou autorisés par eux.

Chacune de ces autorités ou chacun de ces établissements ainsi que chacune de ces personnes est tenu de retourner à l'Agence nationale de l'assurance maladie, avant le 30 juin, la liste actualisée la concernant.

Ils sont également tenus de communiquer à ladite agence la liste des établissements créés qui en dépendent ou mis sous leur tutelle ou autorisés par eux, dans les quinze (15) jours suivant la date de création ou d'autorisation. Ces établissements sont portés sur la liste prévue au premier alinéa du présent article.

Chapitre II

Conditions et modalités d'ouverture, de maintien, de suspension et de fermeture du droit aux prestations

ART. 4. En application des dispositions de l'article 7 de la loi susvisée n°116-12, le droit aux prestations garanties au titre du régime de l'assurance maladie obligatoire de base, est ouvert dès l'immatriculation de l'étudiant auprès de la Caisse nationale des organismes de prévoyance sociale et le versement de la cotisation due à cette dernière.

La suspension du droit de l'étudiant aux prestations intervient lorsque la Caisse nationale des organismes de prévoyance sociale n'a pas reçu la cotisation due au titre dudit étudiant.

La fermeture du droit aux prestations intervient suite :

- au bénéfice par l'étudiant d'une autre couverture médicale de base, à titre personnel ou en tant qu'ayant droits d'un assuré, notifié par l'Agence nationale de l'assurance maladie ou par l'étudiant ;

à la cessation des études, notifiée par l'étudiant, sous réserve de la période de maintien du droit aux prestations prévue par l'article 34 de la loi susvisée n°65-00.

A défaut de ces notifications, et dès que la Caisse nationale des organismes de prévoyance sociale a eu connaissance de l'une des situations précitées, elle avise l'étudiant par lettre recommandée, avec accusé de réception, du changement de son statut.

Passé un délai de trente (30) jours à compter de la date d'envoi de ladite lettre, sans que l'étudiant justifie qu'il n'a pas cessé ses études ou qu'il ne bénéficie pas d'une autre couverture médicale de base, le droit aux prestations est fermé, sous réserve de la période de maintien du droit aux prestations prévue par l'article 34 de la loi susvisée n°65-00.

Chapitre III

Cotisations forfaitaires et leurs versements

ART. 5. – En application des dispositions de l'article 9 de la loi susvisée n°116-12, la cotisation forfaitaire est fixée à quatre cents (400) dirhams par période inférieure ou égale à douze (12) mois.

Toute cotisation due et payée est définitivement acquise à la Caisse nationale des organismes de prévoyance sociale.

ART. 6. – En application des dispositions de l'article 12 de la loi susvisée n° 116-12, chacun des étudiants visés au premier alinéa de l'article 11 de ladite loi, inscrit auprès de deux établissements ou plus, ne s'acquitte du montant forfaitaire qu'au titre de son inscription auprès du premier établissement d'inscription parmi ceux visés par le même article 11.

Chacun des étudiants visés à l'article 10 de la loi susvisée n° 116-12, appelé à contribuer en vertu du même article 10, inscrit auprès de deux établissements ou plus visés par ledit article, ne s'acquitte du montant de la contribution qu'au titre de son inscription auprès du premier établissement d'inscription parmi ces établissements.

Tout paiement effectué en vertu des deux alinéas précédents, donne lieu à la délivrance à l'étudiant par la personne de droit public ou de droit privé dont dépend l'établissement concerné d'un document justifiant ledit paiement. La présentation de ce document dispense de tout paiement au titre des inscriptions auprès des autres établissements pour la période de douze (12) mois concernée.

ART. 7. – En application des dispositions de l'article 13 de la loi susvisée n° 116-12, le versement des montants des contributions et des cotisations dues par les étudiants, en application des articles 10 et 11 de la même loi, par les personnes de droit public ou de droit privé concernées, est effectué dans les quinze (15) jours qui suivent l'inscription ou la réinscription de l'étudiant.

Ces personnes doivent communiquer à la Caisse nationale des organismes de prévoyance sociale les justificatifs des paiements contre accusé de réception.

Chapitre IV

Conditions et modalités d'affiliation

ART. 8. – En application des dispositions de l'article 13 de la loi susvisée n° 116-12, les personnes de droit public ou de droit privé, doivent demander l'affiliation des établissements qui en dépendent, à la Caisse nationale des organismes de prévoyance sociale, dans les quinze (15) jours suivant la date de la publication au « Bulletin officiel » de l'arrêté de l'autorité gouvernementale chargée de la santé, visé au premier alinéa de l'article 3 ci-dessus ou la date de publication de tout arrêté portant modification ou complément de la liste visée audit article.

La Caisse nationale des organismes de prévoyance sociale, délivre à la personne de droit public ou de droit privé concernée, un certificat d'affiliation pour chacun des établissements qui en dépendent ou mis sous sa tutelle.

Chapitre V

Conditions et modalités d'immatriculation

ART. 9. – En application des dispositions de l'article 13 de la loi susvisée n° 116-12, les personnes de droit public ou de droit privé, doivent demander, annuellement à la Caisse nationale des organismes de prévoyance sociale, l'immatriculation des étudiants inscrits ou réinscrits auprès des établissements qui dépendent d'elles dans les trente (30) jours suivant l'inscription ou la réinscription.

A cette fin, ces personnes demandent à tout étudiant, préalablement à son inscription ou réinscription, de fournir une déclaration sur sa couverture médicale dûment signée par lui, légalisée et visée par l'établissement dont il relève.

La forme et le contenu de la demande d'immatriculation auprès de la Caisse nationale des organismes de prévoyance sociale ainsi que le modèle de la déclaration sur la couverture médicale sont fixés par arrêté de l'autorité gouvernementale chargée de la santé, sur proposition de l'Agence nationale de l'assurance maladie.

La demande d'immatriculation de tout nouveau étudiant inscrit au cours de l'année auprès de l'un des établissements dépendant de la personne de droit public ou de droit privé concernée ou mis sous sa tutelle, doit être effectuée, selon les mêmes conditions, dans un délai de trente (30) jours à compter de la date d'inscription.

ART. 10. – L'immatriculation de tout étudiant par la Caisse nationale des organismes de prévoyance sociale doit intervenir dans un délai n'excédant pas trente (30) jours suivant la date de la demande d'immatriculation visée à l'article 9 ci-dessus.

Ladite caisse adresse la liste des étudiants immatriculés à chaque personne de droit public ou de droit privé concernée.

ART. 11. – La Caisse nationale des organismes de prévoyance sociale adresse à l'autorité gouvernementale chargée des finances, périodiquement, la liste des étudiants immatriculés dont les cotisations sont à la charge de l'Etat. Cette liste précise :

- l'identité de l'étudiant (nom et prénom, date de naissance, numéro de la carte nationale d'identité électronique ou tout document en tenant lieu) ;
- le nom et le lieu de l'implantation de l'établissement et la personne de droit public dont il dépend ou mis sous sa tutelle.

Les montants des cotisations à la charge de l'Etat sont arrêtés par l'autorité gouvernementale chargée des finances et la Caisse nationale des organismes de prévoyance sociale compte tenu du nombre des étudiants effectivement immatriculés et la cotisation forfaitaire visée à l'article 5 ci-dessus.

Chapitre VI

Règles de gestion

ART. 12. – On entend par l'Administration, au sens de l'article 14 de la loi susvisée n°116-12, «le ministère de la santé».

ART. 13. Conformément aux dispositions de l'article 22 de la loi susvisée n°116-12, lorsque le conseil d'administration de la Caisse nationale des organismes de prévoyance sociale est appelé à délibérer sur les questions relatives à la gestion du régime de l'assurance maladie obligatoire de base des étudiants, il comprend :

1 - Les représentants de l'administration :

– deux (2) représentants de l'autorité gouvernementale chargée des finances ;

– deux (2) représentants de l'autorité gouvernementale chargée de la santé ;

un (1) représentant de l'autorité gouvernementale chargée des affaires sociales ;

un (1) représentant de l'autorité gouvernementale chargée de l'enseignement supérieur ;

– un (1) représentant de l'autorité gouvernementale chargée de la formation professionnelle ;

2 - Le directeur de l'Agence nationale de l'assurance maladie ;

3 - Le directeur de l'Office de formation professionnelle et de la promotion du travail ;

4 - Le directeur de l'Office national des œuvres universitaires sociales et culturelles.

Les membres représentant l'administration sont désignés par décision du Chef du gouvernement pour une période de trois (3) ans renouvelable une (1) fois.

ART. 14. – Un nombre égal de membres suppléants des membres titulaires représentant l'Administration sont désignés dans les mêmes conditions prévues à l'article 13 ci-dessus.

En cas de décès, de démission ou de perte de la qualité par laquelle un membre titulaire ou suppléant siège au sein de ce conseil, un nouveau membre est désigné dans les mêmes conditions que son prédécesseur.

Chapitre VII

Dispositions finales et diverses

ART. 15. – Le décret précité n° 2-05-733 du 11 jourmada II 1426 (18 juillet 2005) est complété par l'article 39 *bis* suivant :

« Article 39 bis. – En application de l'article 59 de la loi « susvisée n° 65-00, les organismes gestionnaires, les « établissements et les parties visées au dernier alinéa dudit « article 59, sont tenus de communiquer à l'Agence nationale de « l'assurance maladie, chaque fois que celle-ci le demande, les « listes de leurs adhérents ou de leurs assurés et leurs ayants « droit, comportant pour chacun, notamment, son identité, son « état matrimonial et son adresse.

« La forme desdites listes, leur contenu et le mode « de leur communication sont fixés par arrêté de l'autorité « gouvernementale chargée de la santé. »

ART. 16. Le ministre de l'économie et des finances, le ministre de la santé, le ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de la formation des cadres et le ministre de l'éducation nationale et de la formation professionnelle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Bulletin officiel*.

Fait à Rabat, le 18 kaada 1436 (3 septembre 2015).

ABDEL-ILAH BENKIRAN,

Pour contreséing :

*Le ministre de l'économie
et des finances,*

MOHAMMED BOUSSAID,

Le ministre de la santé,

EL HOUSSAINE LOUARDI,

*Le ministre de l'enseignement
supérieur, de la recherche
scientifique et de la formation
des cadres,*

LAHCEN DAOUDI,

*Le ministre de l'éducation
nationale et de la formation
professionnelle,*

RACHID BENMOKHTAR

BENABDELLAH

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du « Bulletin officiel » n° 6395 du 29 kaada 1436 (14 septembre 2015).

Décret n° 2-15-673 du 26 kaada 1436 (11 septembre 2015) approuvant l'accord de prêt conclu le 28 juillet 2015 entre le Royaume du Maroc et la Banque africaine de développement, portant sur un montant de cent douze millions cinq cent mille dollars EU (112.500.000 dollars EU), pour le financement du Programme d'appui à la compétitivité de l'économie marocaine (PACEM).

LE CHEF DU GOUVERNEMENT.

Vu la loi de finances n° 100-14 pour l'année budgétaire 2015, promulguée par le dahir n° 1-14-195 du 1^{er} rabii I 1436 (24 décembre 2014), notamment son article 45 ;

Vu le paragraphe premier de l'article 41 de la loi de finances pour l'année 1982, n° 26-81, promulguée par le dahir n° 1-81-425 du 5 rabii I 1402 (1^{er} janvier 1982) ;

Sur proposition du ministre de l'économie et des finances,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. Est approuvé, tel qu'il est annexé à l'original du présent décret, l'accord de prêt conclu le 28 juillet 2015 entre le Royaume du Maroc et la Banque africaine de développement, portant sur un montant de cent douze millions cinq cent mille dollars EU (112.500.000 dollars EU), pour le financement du Programme d'appui à la compétitivité de l'économie marocaine (PACEM).

ART. 2. Le ministre de l'économie et des finances est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Bulletin officiel*.

Fait à Rabat, le 26 kaada 1436 (11 septembre 2015).

ABDEL-ILAH BENKIRAN.

Pour contreséing :

*Le ministre de l'économie
et des finances,*

MOHAMMED BOUSSAID.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du « Bulletin officiel » n° 6398 du 10 hija 1436 (24 septembre 2015).

Décret n° 2-15-696 du 26 kaada 1436 (11 septembre 2015) approuvant la convention de prêt conclue le 28 juillet 2015 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le Fonds arabe pour le développement économique et social, en sa qualité de Directeur du Compte spécial pour le financement des petits et moyens projets, portant sur un montant de cinquante millions de dollars américains (50.000.000 \$US), pour la participation au programme de financement et de garantie des petits et moyens projets du secteur privé au Maroc.

LE CHEF DU GOUVERNEMENT.

Vu la loi de finances n° 100-14 pour l'année budgétaire 2015, promulguée par le dahir n° 1-14-195 du 1^{er} rabii I 1436 (24 décembre 2014), notamment son article 45 ;

Vu le paragraphe premier de l'article 41 de la loi de finances pour l'année 1982, n° 26-81, promulguée par le dahir n° 1-81-425 du 5 rabii I 1402 (1^{er} janvier 1982) ;

Sur proposition du ministre de l'économie et des finances,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. – Est approuvée, telle qu'elle est annexée à l'original du présent décret, la convention de prêt conclue le 28 juillet 2015 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le Fonds arabe pour le développement économique et social, en sa qualité de Directeur du Compte spécial pour le financement des petits et moyens projets, portant sur un montant de cinquante millions de dollars américains (50.000.000 \$US), pour la participation au programme de financement et de garantie des petits et moyens projets du secteur privé au Maroc.

ART. 2. – Le ministre de l'économie et des finances est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Bulletin officiel*.

Fait à Rabat, le 26 kaada 1436 (11 septembre 2015).

ABDEL-ILAH BENKIRAN.

Pour contreséing :

*Le ministre de l'économie
et des finances,*

MOHAMMED BOUSSAID.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du « Bulletin officiel » n° 6398 du 10 hija 1436 (24 septembre 2015).

Décret n° 2-14-867 du 7 hija 1436 (21 septembre 2015) relatif à la Commission nationale de la commande publique

LE CHEF DU GOUVERNEMENT.

Vu la Constitution, notamment ses articles 90 et 92 ;

Vu la loi organique n° 130-13 relative à la loi des finances promulguée par le dahir n° 1-15-62 du 14 chaabane 1436 (2 juin 2015) notamment son article 68 ;

Vu le décret n° 2-12-349 du 8 jourmada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics, notamment son article 170 ;

Après délibération en conseil de gouvernement réuni le 25 kaada 1436 (10 septembre 2015),

DÉCRÈTE :

Chapitre premier

Dispositions générales

ARTICLE PREMIER. – La commission des marchés placée, auprès du Secrétariat général du gouvernement par le décret n° 2-75-840 du 27 hija 1395 (30 décembre 1975), prend dorénavant l'appellation de « Commission nationale de la commande publique » et, est désignée ci-après par « commission nationale ».

Elle est régie par les dispositions du présent décret.

ART. 2. – Au sens du présent décret, on entend par :

Commande publique :

* les marchés publics, tels que définis par le décret n° 2-12-349 du 8 jourmada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics ;

* les contrats de gestion déléguée et les contrats de partenariat public-privé, tels que définis et régis par la législation en vigueur.

– Concurrent : toute personne physique ou morale qui propose une offre en vue de la conclusion d'une commande publique ou qui en a été empêché.

Chapitre II

Missions de la commission nationale de la commande publique

ART. 3. – La commission nationale de la commande publique assure, conformément à l'article 26 du présent décret, les missions de consultation, d'assistance, d'étude et d'examen de toute question qui lui est soumise en matière de commande publique par les services de l'Etat, les établissements publics et toute autre personne morale de droit public, désignés ci-après par « administrations publiques ».

La commission nationale examine les réclamations émanant de toute personne physique ou morale de droit privé soit en qualité de concurrent, d'attributaire ou de titulaire d'une commande publique.

La commission nationale est également chargée d'assurer la coordination des actions de formation initiale et continue dans le domaine de la commande publique, et l'homogénéisation des programmes de formation au profit du personnel des services gestionnaires de la commande publique dans les administrations publiques.

ART. 4. – En application du premier alinéa de l'article 3 du présent décret, la commission nationale :

élabore et donne son avis, selon le cas, sur tout projet de texte législatif ou réglementaire concernant la commande publique ;

donne son avis, à la demande des administrations publiques, sur toute question d'ordre juridique ou procédural relative à la préparation, à la passation, à l'exécution, à la cessation de l'exécution ou au règlement de la commande publique ;

– porte assistance, sur le plan juridique, aux services de l'Etat, et à leur demande, quant à la préparation des documents relatifs à la commande publique ;

– élabore, conformément à la réglementation en vigueur, les document-types relatifs à la commande publique et veille à leur actualisation, à leur normalisation et à leur diffusion ;

– prépare les projets de directives à soumettre au chef du gouvernement pour décision, avant de les généraliser aux administrations publiques, édictant les instructions et la conduite à tenir afin d'améliorer et de rationaliser la gestion de la commande publique, et prescrivant les règles de bonnes pratiques en la matière ;

– propose au Chef du gouvernement les mesures de toute nature, notamment d'ordre juridique, visant à promouvoir la transparence et l'efficacité de la commande publique et permettant le respect des principes et des règles d'éthique et de bonne gouvernance en la matière, prévus par le décret susvisé n° 2-12-349 du 8 jourmada I 1434 (20 mars 2013), dont notamment les principes suivants :

• la liberté d'accès à la commande publique ;

• l'égalité de traitement des concurrents ;

• la garantie des droits des concurrents ;

• la transparence dans les choix de l'administration publique pour l'attribution de la commande publique.

ART. 5. – La commission nationale est, en application du deuxième alinéa de l'article 3 du présent décret, chargée :

d'instruire les réclamations émanant des concurrents concernant la passation d'une commande publique ;

– de donner son avis juridique en ce qui concerne les différends qui opposent les titulaires des commandes publiques et les administrations publiques concernant l'application de la réglementation régissant ladite commande.

ART. 6. – La commission nationale veille à la diffusion des avis de principe concernant les questions qui lui sont soumises en matière de commande publique.

Elle contribue à la consolidation et à la codification des textes législatifs et réglementaires relatifs à la commande publique et de veiller à leur mise à jour permanente ;

En outre, la commission nationale peut mener toute étude ou recherche ayant pour objet l'évaluation de l'état des lieux de la commande publique et ses perspectives.

Chapitre III

Organisation de la commission nationale de la commande publique

ART. 7. – La commission nationale comprend les organes suivants :

- la présidence de la commission ;
- l'organe délibératif ;
- les unités administratives et techniques.

ART. 8. – La Commission nationale est présidée par une personnalité connue pour sa compétence et son expérience dans le domaine juridique et de la commande publique, nommée par décret sur proposition du secrétaire général du gouvernement, pour une période de cinq (5) ans renouvelable une seule fois dans les mêmes formes.

Le président de la commission nationale est assisté, dans l'accomplissement de ses missions, d'un (1) vice-président qu'il nomme parmi les membres de l'organe délibératif.

Le vice-président seconde le président en cas d'absence ou d'empêchement.

Le président dispose d'un secrétariat particulier.

ART. 9. – Le président de la commission nationale assure les missions suivantes :

- il veille au bon fonctionnement de la commission et de ses organes ;
- il représente la commission et reçoit, à ce titre, toute réclamation ou demande d'avis ou de consultation juridique concernant la commande publique ;
- il diligente, de sa propre initiative, à la demande du Chef du gouvernement ou à la demande de l'organe délibératif, la réalisation de toute étude juridique relative à la commande publique ;
- il préside l'organe délibératif de la commission, fixe l'ordre du jour de ses réunions et le communique aux membres ;
- il gère les cas pouvant placer les membres de l'organe délibératif en situation de conflit d'intérêt ;
- il propose les candidats aux postes de rapporteur général et des chefs des unités prévus à l'article 18 du présent décret ;
- il notifie les avis de la commission et les décisions du Chef du gouvernement proposées par la commission, aux administrations publiques et concurrents concernés ;
- il établit le rapport annuel des activités de la commission nationale, qu'il soumet à l'avis de l'organe délibératif préalablement à sa présentation au Chef du gouvernement ;
- il veille à la publication des avis, des rapports d'ordre général, des études, des recherches et des directives de la commission, des décisions du chef du gouvernement relatives à la commande publique, ainsi que des textes législatifs et réglementaires relatifs à la commande publique par tout moyen et notamment au site web de la commission ;

– il conclut des contrats ou des conventions ayant trait à l'exécution des missions dévolues à la commission nationale.

ART. 10. – L'organe délibératif de la commission est composé, outre le président, de douze (12) membres répartis comme suit :

– neuf (9) membres, dont deux représentants du ministère de l'économie et des finances, choisis parmi les personnalités connues pour leur expérience et leur compétence dans le domaine juridique et de la commande publique, nommés par décret sur proposition du secrétaire général du gouvernement ;

trois (3) membres nommés également par décret parmi les professionnels, proposés par les organismes professionnels les plus représentatifs appartenant chacun à l'un des secteurs professionnels suivants :

- Secteur du bâtiment et travaux publics ;
- Secteur du commerce ;
- Secteur de l'ingénierie et du conseil.

Les membres susmentionnés sont tous nommés pour une période de cinq (5) ans renouvelable dans les mêmes formes.

ART. 11. – La qualité de membre de l'organe délibératif se perd dans les cas suivants :

- le décès ;
- la démission adressée au président de la commission nationale et dûment acceptée par le Chef du gouvernement ;
- l'exercice d'une activité incompatible avec la qualité de membre de la commission nationale ;
- la survenance d'une incapacité permanente physique ou mentale empêchant définitivement le membre concerné d'assurer ses missions au sein de la commission ;
- la dispense par décret en cas d'absence répétée et injustifiée constatée par le président de la commission.

Dans les cas susmentionnés, il est pourvu au remplacement du membre concerné, dans les mêmes formes, dans un délai maximum de trente (30) jours pour le restant de la période de sa nomination.

ART. 12. – L'organe délibératif de la commission exerce les missions dévolues à la commission par les dispositions du présent décret.

A cet effet, il émet, selon le cas, des propositions de décisions et des avis, présente des rapports et effectue des études et des recherches.

Toutefois, en ce qui concerne l'instruction des réclamations des concurrents, l'organe délibératif statue sur la suite à réserver auxdites réclamations conformément aux dispositions de l'article 34 du présent décret, et soumet, le cas échéant, à la signature du chef du gouvernement des propositions de décisions.

ART. 13. – Le président de la commission nationale peut inviter toute personne en activité ou en retraite, expert ou technicien à participer, à titre consultatif, aux réunions de l'organe délibératif pour l'examen d'une question déterminée.

ART. 14. L'organe délibératif crée en son sein des comités permanents dont notamment le comité chargé des questions relatives aux contrats de partenariat public-privé et aux contrats de gestion déléguée, ainsi que des comités *ad hoc*, en vue de l'assister dans l'accomplissement de ses missions ou pour l'examen de questions particulières.

Le comité permanent chargé des questions relatives aux contrats de partenariat public-privé et aux contrats de gestion déléguée exerce, seul, les missions suivantes :

- examiner les réclamations des concurrents, attributaires ou titulaires de contrat de partenariat public-privé et des contrats de gestion déléguée ;
- émettre des avis juridiques relatifs aux différents entre les concurrents adjudicataires de partenariat public-privé et contrats de gestion déléguée d'une part, et les administrations publiques d'autre part, en ce qui concerne l'application de la législation et de la réglementation à ces genres des contrats ;
- formuler son avis, selon le cas, sur les textes législatifs et réglementaires relatifs aux contrats de partenariat public-privé et de gestion déléguée ;
- formuler son avis à la demande des administrations publiques sur toutes questions à caractère juridique ou procédural relative à l'élaboration, à la conclusion ou à l'exécution des contrats de partenariat public-privé et de gestion déléguée ;
- veiller à la publication des avis de principes relatifs aux questions soumises à ce comité dans le domaine des contrats de partenariat public-privé et de gestion déléguée.

Le comité permanent précité est présidé par le président de la commission nationale ou son représentant et comprend trois membres désignés par la commission nationale parmi ses membres et trois représentants du ministère de l'économie et des finances désignés par le Chef du gouvernement sur proposition de l'autorité gouvernementale chargée des finances.

Le comité exerce les attributions susmentionnées conformément aux mêmes procédures et formalités suivies par la commission nationale.

Lesdits comités peuvent s'adjoindre, par décision du président de la commission nationale, tout expert ou technicien dont la participation est jugée utile.

ART. 15. Convoqué à la diligence du président de la commission, l'organe délibératif se réunit aussi souvent qu'il est nécessaire et au moins une fois par mois. L'ordre du jour des réunions est fixé par le président. Cet ordre du jour et les documents y afférents sont communiqués aux membres de l'organe délibératif au moins huit (8) jours avant la date fixée pour la réunion, sauf cas d'urgence.

L'organe délibératif ne peut valablement délibérer que si la moitié de ses membres au moins sont présents. Si le quorum n'est pas atteint, la réunion est reportée pour une période de quarante-huit (48) heures au moins et tient lieu alors valablement quel que soit le nombre des membres présents.

ART. 16. - L'organe délibératif délibère à huis clos sur toutes les questions relevant de la compétence de la commission inscrites à l'ordre du jour de la réunion.

Il statue sur les affaires qui lui sont soumises à l'unanimité des membres présents ou, à défaut, à la majorité des voix. En cas de partage égal des voix, celle du président est prépondérante.

Chaque réunion de l'organe délibératif donne lieu à l'établissement d'un procès-verbal signé par le président, les membres présents et le rapporteur général.

ART. 17. - Les avis et les décisions de l'organe délibératif sont motivés. Ils doivent être enregistrés, référencés et signés par le président au nom de la commission.

ART. 18. - La commission nationale dispose de quatre unités placées sous l'autorité du président, à savoir :

- l'unité des réclamations ;
- l'unité des consultations et des études ;
- l'unité du système d'information ;
- l'unité de la formation et des affaires administratives.

La coordination des travaux des unités est assurée par le rapporteur général.

ART. 19. - Le rapporteur général de la commission nationale est nommé par décret sur proposition du président de la commission, parmi les personnalités connues pour leurs compétences et expérience dans le domaine juridique et de la commande publique.

Le rapporteur général assiste aux réunions de l'organe délibératif avec voix consultative et établit les procès-verbaux desdites réunions.

ART. 20. - Le rapporteur général est chargé par le président de la commission nationale et sous son autorité d'assurer les missions suivantes :

- instruire les réclamations des concurrents en matière de commande publique qui lui sont soumises par le président de la commission ;
- examiner les demandes de consultation juridique émanant des administrations publiques concernant l'interprétation et la mise en application de la réglementation relative à la commande publique ;
- étudier les demandes d'avis juridiques concernant les difficultés d'exécution des commandes publiques présentées à la commission par les administrations publiques ;
- instruire les demandes d'avis juridiques émanant des titulaires des commandes publiques ayant un différend avec une administration publique concernant l'application de la réglementation régissant lesdites commandes ;
- étudier et examiner toute autre question relevant de la compétence de la commission qui lui est soumise par le président de la commission ;
- présenter les rapports et les résultats d'études dont il a été chargé, devant l'organe délibératif.

ART. 21. - L'unité des réclamations est chargée des missions suivantes :

- recevoir et instruire les réclamations et les demandes d'avis adressées à la commission respectivement par les

concurrents et les titulaires des commandes publiques, et de s'assurer des conditions de leur recevabilité telles qu'elles sont prévues par le présent décret :

- préparer les dossiers de réclamations et des demandes d'avis émanant des concurrents et des titulaires des commandes publiques et les soumettre au président de la commission nationale et au rapporteur général ;
- préparer et mettre à la disposition du rapporteur général la documentation nécessaire pour l'instruction des réclamations et des questions qui lui sont confiées.

ART. 22. L'unité des consultations et des études est chargée, conformément aux orientations du président de la commission, des missions suivantes :

- recevoir et étudier les demandes d'avis et de consultations juridiques adressées à la commission par les administrations publiques ;
- préparer les projets d'avis et des consultations juridiques dont elle est chargée par le président ;

préparer toute étude ou recherche relevant de la compétence de la commission ;

examiner tout projet de texte législatif ou réglementaire soumis à l'avis de la commission par le Chef du gouvernement ou par les autorités gouvernementales concernées selon le cas ;

- préparer tout projet de texte visant la réforme du cadre réglementaire de la commande publique ;

veiller à la consolidation et à l'actualisation des textes régissant la commande publique ;

- préparer les projets de directives de la commission relatives à la bonne application des textes régissant la commande publique et au respect des procédures de passation et d'exécution de la commande publique, et des règles d'éthique, de transparence et de bonne gouvernance en la matière.

ART. 23. – L'unité du système d'information a pour mission de concevoir, de mettre en place et de maintenir un système d'information de la commission nationale. A cet effet, elle est chargée de :

- veiller à la dématérialisation des procédures relatives à l'activité de la commission nationale ;

élaborer et mettre à la disposition des différents organes de la commission les bases de données relatives à la commande publique et veiller à leur mise à jour ;

- concevoir, mettre en place et entretenir un site web de la commission nationale ayant pour objet, notamment, la diffusion de toute information ou documentation juridiques relatives à la commande publique et aux travaux de la commission nationale ;

- mettre en place un système de veille juridique relatif à la commande publique destiné aux différents organes de la commission ;

gérer les ressources informatiques de la commission.

ART. 24. – L'unité de la formation et des affaires administratives est chargée des missions suivantes :

- préparer et coordonner les programmes de formation initiale et de formation continue en matière de réglementation de la commande publique destinés aux différents intervenants dans la gestion de la commande publique ;

- préparer les guides, les manuels de procédure et les documents-types relatifs à la commande publique, conformément à la réglementation en vigueur ;

gérer les correspondances de la commission ;

- tenir les archives de la commission et veiller à leur conservation ;

- gérer les affaires administratives de la commission.

ART. 25. – Les chefs des unités sont nommés directement par le secrétaire général du gouvernement, sur proposition du président de la commission, parmi les fonctionnaires remplissant les conditions de nomination au poste de chef de service aux administrations publiques.

Ils sont chargés, sous l'autorité du président de la commission, d'assurer les missions des unités dont ils sont responsables et de veiller à leur bon fonctionnement.

Chapitre IV

Procédure de consultation de la commission nationale de la commande publique

ART. 26. – Outre la consultation directe par le Chef du gouvernement et par le Secrétaire général du gouvernement sur toute question relevant de sa compétence, la commission nationale peut être consultée sur les questions d'ordre juridique ou procédural prévues à l'article 4 du présent décret par :

- les ministres concernés ;
- les hauts commissaires et le délégué général ;
- le trésorier général du Royaume ;
- les présidents des conseils d'administration et les directeurs des établissements publics, et les responsables des autres personnes morales de droit public ;

le ministre de l'intérieur, sur demande du comité de suivi des marchés des régions, des préfectures, des provinces et des communes prévu à l'article 145 du décret n° 2-12-349 du 8 jourmada I 1434 (20 mars 2013) susvisé.

ART. 27. – Afin de permettre à la commission de formuler son avis en toute connaissance de cause, toute demande d'avis ou de consultation doit être accompagnée d'une fiche technique présentant la question objet de la demande d'avis ou de consultation et comportant tous les éléments d'information nécessaires à l'examen de ladite question et, le cas échéant, de toute pièce ou document dont dispose la partie consultante concernant la question objet de la consultation.

ART. 28. – Un représentant de la partie consultante peut être convoqué par le président pour présenter, devant les membres de l'organe délibératif, un exposé sur la question objet de la consultation.

Le président de la commission peut demander audit représentant de fournir à l'organe délibératif tout autre document qu'il juge utile pour l'examen de la question qui lui est soumise.

Le président peut également convoquer les représentants des autres administrations pour présenter à l'organe délibératif les éclaircissements et les éléments d'information dont ils disposent et qui concernent la question objet de la consultation.

ART. 29. – L'organe délibératif donne son avis sur la question objet de la consultation conformément aux dispositions du présent décret, sur la base d'un rapport établi par le rapporteur général.

Chapitre V

Procédure d'instruction des réclamations des concurrents

ART. 30. Tout concurrent peut recourir directement la commission nationale de la commande publique, conformément à la procédure et aux modalités fixées ci-après, dans les cas suivants :

- s'il constate que l'une des règles de la procédure de passation d'une commande publique, prévue par la réglementation en vigueur, n'a pas été respectée ;
- s'il relève que le dossier d'appel à la concurrence contient des clauses discriminatoires ou des conditions disproportionnées par rapport à l'objet de la commande publique ;
- s'il conteste les motifs de l'élimination de son offre ;

s'il n'est pas satisfait de la réponse qui lui a été donnée par l'administration concernée ou en absence de réponse à sa demande.

Toutefois, les réclamations émanant d'un concurrent qui n'a pas intérêt à conclure la commande publique concernée, d'un membre de groupement autre que le mandataire, ou d'un sous-traitant potentiel ne sont pas recevables.

ART. 31. – Les réclamations émanant des concurrents sont déposées directement dans les bureaux de la commission nationale ou adressées au président de la commission par voie postale en recommandé avec accusé de réception. Elles peuvent également lui être adressées par voie électronique.

Un arrêté du chef du gouvernement fixe les modalités d'introduction des réclamations par voie électronique et des réponses les concernant.

Le concurrent doit exposer dans sa lettre l'objet de sa réclamation et les éléments qu'il conteste.

Il doit également fournir, à l'appui de sa réclamation, toutes les pièces justificatives, les éléments d'information et les documents dont il dispose.

Il doit déclarer que l'affaire sur laquelle il a saisi la commission n'a pas fait l'objet d'un recours devant les tribunaux.

Si le concurrent intente une action en justice durant la période d'instruction de sa réclamation par la commission, il doit, sous peine de rejet de sa réclamation, en informer la dite commission.

La réclamation doit être dûment signée par la personne habilitée à engager le concurrent et présentée à compter de la date de la publication de l'avis de publicité de la commande publique jusqu'au septième jour après l'affichage des résultats la concernant.

Le président de la commission nationale informe l'administration concernée de la saisine de la commission par

le concurrent et lui demande de fournir à la dite commission toutes les pièces justificatives, les éléments d'information, tous les documents fournis par le concurrent et les éléments de réponse dans un délai ne dépassant pas dix (10) jours ouvrables à compter de la date de réception de la réclamation et du dossier qui lui est joint..

ART. 32. – L'instruction des réclamations doit s'effectuer par les organes compétents de la commission conformément aux dispositions du présent décret dans un délai ne pouvant excéder quinze (15) jours ouvrables à compter de la date de la réception de la lettre de réclamation. Ce délai peut être prorogé pour une période de quinze (15) jours ouvrables par décision motivée du président de la commission qu'il notifie aux intéressés.

Le président de la commission peut, durant la période de prorogation susmentionnée, demander, le cas échéant, au concurrent et/ou à l'administration concernée, de présenter devant l'organe délibératif de la commission tout complément d'information qu'il juge nécessaire pour formuler sa proposition de décision.

ART. 33. Lorsque l'organe délibératif juge que les arguments fournis par le concurrent ne sont pas probants, et en tenant compte des réponses de l'administration concernée, le président de la commission nationale l'informe de l'irrecevabilité de sa réclamation.

Lorsque l'organe délibératif juge, sur la base des arguments présentés par le concurrent, que le bien-fondé de la réclamation est justifié, le président de la commission nationale informe l'administration concernée et propose au chef du gouvernement de suspendre la procédure de passation de la commande publique ou de surseoir à l'approbation de la commande publique jusqu'à l'émission de sa proposition de décision concernant la suite à réserver à la réclamation dans les délais prévus à l'article 32 du présent décret.

En tout état de cause, la suspension de la procédure de passation de la commande publique ou le surseoir à son approbation ne peut avoir lieu que par décision du chef du gouvernement.

Toutefois, la suspension ou le sursis de l'approbation demandés par l'organe délibératif ne s'applique pas si l'administration concernée décide qu'il est nécessaire de poursuivre la procédure de passation de la commande publique ou d'approuver ladite commande, et ceci lorsque des considérations urgentes d'intérêt général le justifient. Dans ce cas, l'administration concernée doit adresser au Chef du gouvernement et au président de la commission nationale une lettre exposant clairement les motifs et les justifications l'ayant amenée à prendre cette décision.

ART. 34. – A l'issue de l'examen de la réclamation, et après avoir entendu le rapport présenté par le rapporteur général de la commission, l'organe délibératif peut proposer la décision, selon le cas, de :

- annuler la procédure lorsqu'il s'agit d'une irrégularité substantielle viciant la procédure ;
- rectifier l'irrégularité en procédant aux modifications nécessaires afin d'écartier les clauses ou prescriptions qui méconnaissent les obligations de mise en concurrence et de publicité et de poursuivre ensuite la procédure, et si l'administration concernée a position contraire, la question est soumise au chef du gouvernement pour décision ;

déclarer la réclamation irrecevable pour manque de fondement juridique valable.

ART. 35. – Les propositions de décisions présentées par l'organe délibératif concernant les réclamations des concurrents sont soumises à la signature du Chef du gouvernement par le président de la commission.

Les décisions prises par le Chef du gouvernement sont communiquées aux administrations et au concurrent concernés, ainsi qu'au trésorier général du Royaume.

Ces décisions sont publiées sur le site de la commission nationale et dans le portail des marchés publics.

Chapitre VI

Procédure d'instruction des demandes d'avis présentées par les titulaires des commandes publiques

ART. 36. – Tout titulaire d'une commande publique ayant un différend concernant l'exécution de ladite commande avec une administration publique, peut demander l'avis de la commission nationale sur ce différend.

ART. 37. – La consultation de la commission nationale par le titulaire d'une commande publique doit être effectuée par une demande d'avis exposant l'objet et les motifs du différend.

Cette demande doit être accompagnée des pièces contractuelles de la commande publique concernée, des correspondances adressées à l'administration et éventuellement les réponses reçues et de tout autre document relatif au différend.

Le titulaire de la commande publique doit adresser sa demande d'avis à la commission nationale dans les mêmes formes prévues à l'article 31 du présent décret et en informer l'administration concernée.

Le président de la commission nationale informe l'administration concernée de la saisine de la Commission par le titulaire de la commande publique.

ART. 38. – L'instruction de la demande d'avis du titulaire de la commande publique s'effectue conformément à l'article 32 du présent décret.

L'avis émis par l'organe délibératif est notifié par le président de la commission nationale à l'administration publique concernée, au trésorier général du Royaume ainsi qu'au titulaire de la commande publique.

L'avis est publié sur le site de la commission nationale et dans le portail des marchés publics.

Chapitre VII

Dispositions diverses

ART. 39. – L'instruction, par les organes compétents de la commission, de toute réclamation d'un concurrent ou demande d'avis concernant un différend ayant fait l'objet d'un jugement ou étant en cours d'instruction par une juridiction ou par toute autre instance de contrôle doit être suspendue.

Tout recours par le concurrent ou par le titulaire d'une commande publique à une juridiction met fin à la procédure d'instruction de la réclamation ou de la demande d'avis concernant un différend par la commission.

ART. 40. – Le président de la commission, les membres de l'organe délibératif, le rapporteur général et les chefs des unités perçoivent une indemnité de fonction dont le montant et les modalités d'attribution sont fixés par décret.

Il est alloué aux personnes mentionnées à l'article 13 du présent décret et qui ont présenté des rapports au sujet des questions dont l'étude leur a été confiée, des honoraires dont le montant est fixé par le président en fonction de l'importance et de la qualité du rapport présenté. Un décret fixe le montant maximum et minimum des honoraires à allouer.

ART. 41. – Le président de la commission, les membres de l'organe délibératif, le rapporteur général et les chefs des unités effectuant des missions à l'intérieur du Royaume du Maroc ou à l'étranger pour le compte de la commission nationale bénéficient des frais de déplacement dont le montant et les modalités d'attribution sont fixés par décret.

ART. 42. – Les membres de la Commission nationale ainsi que toute personne appelée à participer aux travaux de ladite commission sont tenus au secret professionnel et à l'obligation de réserve pour tout ce qui concerne les éléments portés à leur connaissance.

ART. 43. – Tout membre de l'organe délibératif et toute autre personne doit s'abstenir de participer à la prise de décision ou accomplir une quelconque mission au sein de la commission nationale qui pourrait le placer en situation de conflit d'intérêt.

Chapitre VIII

Dispositions finales

ART. 44. – Le présent décret est publié au *Bulletin officiel*. Il entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2016, et sont exceptées du champ d'application de ses dispositions les commandes concernant l'armement, les munitions ou les équipements militaires ou qui concernent la sûreté nationale.

Le décret n° 2-75-840 du 27 hija 1395 (30 décembre 1975) portant réforme de la commission des marchés est abrogé. Toutefois, le terme « commission des marchés » est remplacé, dans les textes en vigueur, par « commission nationale de la commande publique ».

ART. 45. – Le secrétaire général du gouvernement et le ministre de l'économie et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Rabat, le 7 hija 1436 (21 septembre 2015).

ABDEL-ILAH BENKIRAN.

Pour contreseing :

*Le Secrétaire général du
gouvernement,*

DRISS DAHAK.

*Le ministre de l'économie
et des finances,*

MOHAMMED BOUSSAID.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du « Bulletin officiel » n° 6399 du 14 hija 1436 (28 septembre 2015).

Arrêté conjoint du ministre de l'industrie, du commerce, de l'investissement et de l'économie numérique et du ministre de l'économie et des finances n° 4030-14 du 6 rabii I 1436 (29 décembre 2014) fixant les caractéristiques et les mentions du bordereau-réponse aux modifications proposées par le prêteur lors du renouvellement du contrat de crédit en application de l'article 79 de la loi n° 31-08 édictant des mesures de protection du consommateur.

LE MINISTRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE, DE L'INVESTISSEMENT ET DE L'ECONOMIE NUMERIQUE,

LE MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES.

Vu la loi n° 31-08 édictant des mesures de protection du consommateur, promulguée par le dahir n° 1-11-03 du 14 rabii I 1432 (18 février 2011), notamment son article 79 ;

Vu le décret n° 2-12-503 du 4 kaada 1434 (11 septembre 2013) pris pour l'application de certaines dispositions de la loi n° 31-08 édictant des mesures de protection du consommateur, notamment son article 33 ;

Après avis du wali de Bank Al-Maghrib,

ARRÊTENT :

ARTICLE PREMIER. - Le bordereau de réponse prévu aux troisième et quatrième alinéas de l'article 79 de la loi susvisée n° 31-08, doit contenir les mentions et les caractéristiques conformément au modèle-type du bordereau-réponse annexé au présent arrêté conjoint.

ART. 2. Bank Al-Maghrib est chargée de l'application du présent arrêté conjoint qui entrera en vigueur six mois après sa publication au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 6 rabii I 1436 (29 décembre 2014).

*Le ministre de l'industrie,
du commerce,
de l'investissement
et de l'économie numérique,*
MOULAY HAFID EL ALAMY.

*Le ministre de l'économie
et des finances,*
MOHAMMED BOUSSAID.

*

* *

Annexe à l'arrêté conjoint du ministre de l'industrie, du commerce, de l'investissement et de l'économie numérique et du ministre de l'économie et des finances n°4030-14 du 6 rabii I 1436 (29 décembre 2014) fixant les caractéristiques et les mentions du bordereau-réponse aux modifications proposées par le prêteur lors du renouvellement du contrat de crédit en application de l'article 79 de la loi n° 31-08 édictant des mesures de protection du consommateur

Modèle-type du bordereau-réponse

Modèle en cas d'opposition:

Je soussigné(e), déclare, à l'occasion de la proposition de renouvellement de mon contrat de crédit, refuser les modifications que vous proposez d'apporter à mon contrat.

J'ai bien noté que, si ces modifications concernaient les conditions de taux d'intérêt ou de remboursement, mon refus aura comme conséquences de :

- m'obliger à rembourser le montant de la réserve déjà utilisée (principal, intérêts et frais divers) aux conditions et à la date de l'échéance prévues avant les modifications proposées ; et
- m'interdire de me servir du montant non encore utilisé de la réserve.

Date du terme contrat :

Bordereau à retourner à :

Etablissement de crédit :

Agence bancaire de (le cas échéant) :

Adresse :

Date :

Signature de l'emprunteur

Ce bordereau-réponse est à utiliser en cas de refus ou d'acceptation des modifications proposées par le prêteur lors du renouvellement du contrat de crédit et doit être adressé au plus tard 20 jours avant la date prévue pour le renouvellement conformément à l'alinéa 3 de l'article 79 de la loi n°31-08 édictant des mesures de protection du consommateur. A défaut de retourner le bordereau-réponse par l'emprunteur, signé et daté, au plus tard vingt jours avant le terme du contrat, ce dernier est résilié de plein droit à cette date.

Modèle en cas d'acceptation :

Je soussigné(e),déclare, à l'occasion de la proposition du renouvellement de mon contrat de crédit, accepter les modifications que vous proposez d'apporter à mon contrat.

Date du terme contrat :

Bordereau à retourner à :

Etablissement de crédit :

Agence bancaire de (le cas échéant) :

Adresse :

Date

Signature de l'emprunteur

Ce bordereau-réponse est à utiliser en cas de refus ou d'acceptation des modifications proposées par le prêteur lors du renouvellement du contrat de crédit et doit être adressé au plus tard 20 jours avant la date prévue pour le renouvellement conformément à l'alinéa 3 de l'article 79 de la loi n°31-08 édictant des mesures de protection du consommateur. A défaut de retourner le bordereau-réponse par l'emprunteur, signé et daté, au plus tard vingt jours avant le terme du contrat, ce dernier est résilié de plein droit à cette date.

Arrêté conjoint du ministre de l'industrie, du commerce, de l'investissement et de l'économie numérique et du ministre de l'économie et des finances n° 4031-14 du 6 rabii I 1436 (29 décembre 2014) fixant les modèles types des offres préalables de crédit et leurs formulaires détachables de rétractation.

LE MINISTRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE, DE L'INVESTISSEMENT ET DE L'ECONOMIE NUMERIQUE.

LE MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES.

Vu la loi n° 31-08 édictant des mesures de protection du consommateur promulguée par le dahir n° 1-11-03 du 14 rabii I 1432 (18 février 2011), notamment ses articles 83 et 85 ;

Vu le décret n° 2-12-503 du 4 kaada 1434 (11 septembre 2013) pris pour l'application de certaines dispositions de la loi n° 31-08 édictant des mesures de protection du consommateur, notamment son article 33 ;

Après avis du wali de Bank Al-Maghrib,

ARRÊTENT :

ARTICLE PREMIER. – Sont annexés au présent arrêté, les modèles types des offres préalables de crédit prévus à l'article 83 de la loi susvisée n° 31-08 ainsi que leurs formulaires détachables de rétractation visé à l'article 85 de la loi précitée n° 31-08.

ART. 2. – Bank Al-Maghrib est chargée de l'application du présent arrêté conjoint qui entrera en vigueur six mois après sa publication au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 6 rabii I 1436 (29 décembre 2014).

*Le ministre de l'industrie,
du commerce,
de l'investissement
et de l'économie numérique,*
MOULAY HAFID ELALAMY.

*Le ministre de l'économie
et des finances,*
MOHAMMED BOUSSAID.

*

* *

Annexe n°1 à l'arrêté conjoint du ministre de l'industrie, du commerce, de l'investissement et de l'économie numérique et du ministre de l'économie et des finances n°4031-14. du 6 rabii I 1436 (29 décembre 2014) fixant les modèles types des offres préalables de crédit et leurs formulaires détachables de rétractation
Modèle-type n°1 de l'offre préalable de crédit

I. Identité des parties :

1. Identité du prêteur :

Dénomination du prêteur :

Adresse du siège du prêteur :

Numéro d'immatriculation au registre de commerce:

Date et lieu d'immatriculation :

La date de l'offre:

Cette offre préalable de crédit est établie en application des conditions prévues par la loi n°31-08 édictant des mesures de protection du consommateur.

Elle est valable sept jours et peut être étendue à l'initiative du prêteur.

Soit jusqu'au :

Le prêteur peut se réserver le droit d'accorder ou de refuser le crédit dans un délai de sept jours à compter de votre acceptation (*cf. point 3.3 du III*).

2. Identité de l'emprunteur :

La présente offre est faite à :

Emprunteur

Nom et prénom ou dénomination :

Date et lieu de naissance ou d'immatriculation au registre de commerce

Adresse de l'emprunteur ou du siège :

N° CNI ou numéro d'immatriculation au registre de commerce.....

Co-emprunteur (le cas échéant)

Nom et prénom :

Date et lieu de naissance :

Adresse du co-emprunteur :

N° CNI ; ou numéro d'immatriculation au registre de commerce

Caution (le cas échéant)

Nom et prénom :

Adresse :

N° CNI :

La personne qui accepte de se porter caution de votre obligation à l'égard du prêteur sera tenue d'y satisfaire à votre place en cas de défaillance de votre part.

II. Les conditions de l'offre préalable :

Cette offre est faite aux conditions suivantes :

Montant du crédit net d'intérêts:

Montant du crédit avec intérêts :

Echéances :

- ✓ nombre d'échéances :
- ✓ périodicité :
- ✓ montant par échéance :
 - sans assurance :
 - avec assurance (le cas échéant) :
- ✓ date de la 1^{ère} échéance :
- ✓ date de la dernière échéance :

Durée du crédit (nombre de mois) :

Nature du crédit :

- Autre
 Crédit affecté
 Crédit à la Consommation

Objet du crédit:

Prix du produit, bien et/ou service TTC :

Versement initial :

1. Modalités de crédit:

- Coût total du crédit sans assurance :
- Assurance :

Facultative

Le crédit peut être consenti sans assurance selon les conditions suivantes :

Peut être proposée par le prêteur

Type d'assurance :

- dénomination de l'assureur :
- adresse de l'assureur :
- durée :
- Les risques couverts par l'assurance :
- Les risques exclus de l'assurance :

Obligatoire pour l'obtention du financement :

Peut être proposée par le prêteur

Type d'assurance :

- dénomination de l'assureur:

- adresse de l'assureur :
- durée :
- les risques couverts par l'assurance :
- les risques exclus de l'assurance :

Peut être souscrite auprès de l'assureur de votre choix (Joindre le contrat d'assurance)

- Coût total du crédit avec assurance lorsque celle-ci est proposée par le prêteur :
- Taux effectif global :%
- Montant des intérêts:
- Les frais constitués des commissions ou toutes autres rémunérations liées à l'octroi du crédit :
- ✓ Frais de dossier :
- ✓ Frais par échéance :

2. Modalités de remboursement du crédit par l'emprunteur

- Prélèvement sur revenus (salaire, traitement ou pension, etc.....)
- Prélèvement sur compte bancaire
- Virement bancaire
- Autres formules, précisez :

➤ **S'il s'agit d'un crédit affecté, veuillez remplir en plus les cases suivantes :**

Ce crédit est destiné à financer :

- Produit Bien Prestation de service

- ✓ Caractéristiques de l'objet financé par cette offre :
- ✓ Bon de commande n°.....(le cas échéant) daté le :
- ✓ Indications du vendeur ou du prestataire de service :

III. Cette offre peut devenir votre contrat de crédit dans les conditions suivantes

3.1. Acceptation de l'offre :

Si cette offre vous convient, vous devez faire connaître au prêteur que vous l'acceptez en lui retournant un exemplaire de cette offre dûment remplie après avoir apposé votre signature.

Le contrat de crédit devient parfait dès l'acceptation de cette offre préalable, si le prêteur ne précise pas dans l'offre préalable qu'il se réserve la faculté d'accepter ou de refuser la demande de crédit de l'emprunteur.

3.2. Rétractation de l'acceptation :

- a) Après avoir accepté, vous pouvez revenir sur votre engagement, dans un délai de sept jours à compter de votre acceptation, en déposant le formulaire détachable joint après l'avoir daté et signé contre récépissé comportant le cachet et la signature du prêteur.
- b) Toutefois, si par écrit rédigé, daté et signé de votre main, vous avez expressément demandé à votre fournisseur, de recevoir livraison immédiatement, ce délai de sept jours est ramené à la date de livraison du bien.

3.3. Conclusion du contrat de prêt :

Lorsque le prêteur se réserve le droit d'accepter ou de refuser la demande de crédit de l'emprunteur, votre contrat devient parfait sept jours après votre acceptation si le prêteur vous fait connaître sa décision de vous accorder le crédit et si vous n'usez pas de votre droit de rétractation durant le délai de sept jours.

Au cas où le prêteur vous informe de sa décision de vous accorder le crédit après l'expiration de ce délai de sept jours, vous aurez encore la possibilité de conclure le contrat de prêt si vous le souhaitez.

Tant que le contrat de prêt n'est pas définitivement conclu, vous n'avez rien à payer au prêteur.

3.4. Remboursement par anticipation ou en cas de défaillance :

Aucune indemnité ni aucun coût, autres que ceux qui sont mentionnés aux 4.1 et 4.2, ne peut être mis à la charge de l'emprunteur dans les cas de remboursement par anticipation ou de défaillance prévus par ces dispositifs.

3.5. Rapports entre le contrat de prêt et le contrat de vente ou de prestation de services dans le cas d'un crédit affecté :

- a) Vos obligations à l'égard du prêteur ne prennent effet qu'à compter de la date de livraison du produit, du bien ou de la fourniture de la prestation de services. En cas de contrat de vente ou de prestation de services à exécution successive, l'exécution du contrat de crédit débute selon la périodicité de la livraison et de la fourniture du service, vous n'étant tenu que dans la limite du produit ou du bien reçu ou du service dont vous avez bénéficié.
- b) Le fournisseur est tenu de mentionner dans le contrat de vente ou de prestation de service que le paiement du prix ou tarif sera acquitté, en tout ou en partie, à l'aide d'un crédit.
- c) Jusqu'à votre acceptation de l'offre de crédit, vous n'êtes tenu à aucun engagement à l'égard de votre fournisseur, qui n'est pas le prêteur. Celui-ci ne doit recevoir aucun paiement ni aucun dépôt.

Le fournisseur du bien ou prestataire de service doit conserver une copie de l'offre préalable remise à l'emprunteur et la présenter sur leur demande aux superviseurs de Bank Al-Maghrib.

- d) Le prêteur est tenu d'aviser le fournisseur de son acceptation de l'attribution du crédit dans un délai de sept jours.
- e) Tant que le prêteur n'a pas avisé le fournisseur de son acceptation de l'octroi du crédit, et tant

que vous pouvez exercer votre droit de rétractation, le fournisseur n'est pas tenu d'accomplir son obligation de livraison ou de fourniture. Toutefois, si celle-ci est faite avant l'expiration du délai de rétractation, le fournisseur en supporte tous les frais et risques.

f) Si vous avez exercé votre droit de rétractation ou si vous n'avez pas obtenu votre crédit ou si le prêteur n'a pas avisé le fournisseur de l'acceptation de l'attribution du crédit dans le délai de sept jours ; la vente ou la prestation de services est résolue de plein droit et sans indemnité, sauf si vous décidez de payer comptant. Le fournisseur doit alors vous rembourser, sur simple demande, l'intégralité des sommes que vous lui auriez versées à l'avance. Si celles-ci ne vous ont pas été restituées, elles produiront, de plein droit, des intérêts au taux légal à compter du seizième jour suivant la demande de remboursement.

g) Vous n'avez pas à prendre, vis-à-vis du fournisseur, un engagement préalable de payer comptant en cas de refus du prêt. Un tel engagement est nul de plein droit.

h) Tant que le contrat de crédit n'est pas définitivement conclu, vous n'avez rien à payer au fournisseur, à l'exception, le cas échéant, de la partie du prix payable comptant dont un récépissé valant reçu doit être remis par le fournisseur.

La validité et la prise d'effet de toute autorisation de prélèvement sont subordonnées à celles du contrat de vente.

IV. Remboursement anticipé du crédit et défaillance de l'emprunteur :

4.1. Vous pouvez toujours, à votre initiative, rembourser par anticipation sans indemnités, en partie ou en totalité, le crédit qui vous a été consenti.

4.2. a) En cas de défaillance de votre part, le prêteur pourra exiger le remboursement immédiat du capital restant dû, majoré des intérêts échus mais non payés. Jusqu'à la date du règlement effectif, les sommes restant dues produisent des intérêts de retard dont le taux maximum est de 2% sans toutefois excéder 4% du capital restant.

b) Lorsque le prêteur n'exige pas le remboursement immédiat du capital restant dû, il peut demander à l'emprunteur défaillant une indemnité qui ne peut être supérieure à 4% des échéances échues impayées. Cependant, dans le cas où le prêteur accepte des reports d'échéances à venir, le montant de l'indemnité ne peut être supérieur à 2% des échéances reportées.

4.3. La défaillance de l'emprunteur ne peut être prononcée qu'à partir de trois mensualités successives après leur échéance et une mise en demeure restée infructueuse.

4.4. En cas de défaillance de votre part, aucune somme autre que celles mentionnées dans les deux cas prévus au (4.2) ci-dessus ne pourra vous être réclamée par le prêteur, à l'exception cependant, des frais dûs entraînés par cette défaillance, à l'exclusion de tout remboursement forfaitaire des frais de recouvrement.

V. Contentieux

5.1. Les actions en paiement doivent être engagées devant le tribunal dont relève le domicile ou le lieu de résidence de l'emprunteur dans les deux ans de l'événement qui leur a donné naissance sous peine de forclusion du droit de réclamer des intérêts de retard.

Ce délai court à compter de la date à laquelle la mensualité a fait l'objet de contestation conformément aux textes législatifs et réglementaires en vigueur relatifs aux provisions sur créances en souffrance.

Lorsque les modalités de règlement des échéances impayées ont fait l'objet d'un réaménagement ou d'un rééchelonnement, le point de départ du délai de forclusion est le premier incident non régularisé intervenu après le premier aménagement ou rééchelonnement conclu entre les intéressés.

Si le défaut de paiement des échéances résulte d'un licenciement ou d'une situation sociale imprévisible, l'action en paiement ne peut être formée qu'après opération de médiation.

Le délai de forclusion ne prend effet qu'après l'épuisement de la procédure de médiation qui doit débiter durant l'année suivant la date à laquelle l'emprunteur est déclaré défaillant.

En cas de recours à la procédure de médiation, il ne peut être mis d'intérêts de retard ou de frais quelconques résultant de cette procédure à la charge de l'emprunteur.

5.2. En cas de contestation sur l'exécution du contrat principal de vente ou de prestation de services, le juge des référés pourra, jusqu'à la solution du litige, ordonner la suspension de l'exécution du contrat de crédit. Celui-ci est résolu ou annulé de plein droit lorsque le contrat en vue duquel il a été conclu est lui-même judiciairement résolu ou annulé en vertu d'un jugement ayant acquis la force de la chose jugée.

Les dispositions du paragraphe précédent sont applicables si le prêteur est intervenu en instance ou s'il y a été mis en cause par le fournisseur ou l'emprunteur.

Ces dispositions ne s'appliquent que si le fournisseur et le prêteur relèvent du même établissement.

5.3. Si la résolution judiciaire ou l'annulation du contrat principal de vente ou de prestation de services survient du fait du fournisseur, celui-ci pourra, à la demande du prêteur, être condamné à garantir le remboursement du prêt par l'emprunteur, ainsi qu'au paiement de dommages et intérêts au prêteur et à l'emprunteur le cas échéant.

VI. Acceptation de l'offre préalable :

Je soussigne....., déclare accepter la présente offre préalable :

- sans assurance ;
 avec assurance (une notice relative à l'assurance doit être remise à l'emprunteur).

Après avoir pris connaissance des conditions de l'offre et de la notice comportant les conditions générales de l'assurance le concernant, je reconnais rester en possession d'un exemplaire de cette offre doté d'un formulaire détachable de rétractation.

Date :

Signature de l'emprunteur

Signature du co-emprunteur

(le cas échéant)

.....

Signature de la caution

(le cas échéant)

.....

Signature du prêteur

Signature du fournisseur

(le cas échéant)

* * *

Annexe 2 à l'arrêté conjoint du ministre de l'industrie, du commerce, de l'investissement et de l'économie numérique et du ministre de l'économie et des finances n°4031-14, du 6 rabii I 1436 (29 décembre 2014) fixant les modèles types des offres préalables de crédit et leurs formulaires détachables de rétractation

Formulaire détachable de rétractation relatif au modèle-type n°1

A retourner au plus tard sept jours après la date de votre signature de l'offre. En cas de livraison ou de fourniture immédiate du bien ou de la prestation de service à la demande expresse de votre part, le délai de rétractation expire à la date à laquelle le bien est livré ou le service est fourni.

Le délai de rétractation commence à courir à compter du jour suivant la date de votre signature de l'offre.

Cette rétractation n'est valable que si le formulaire est déposé, lisiblement et dûment rempli, avant l'expiration des délais rappelés ci-dessus, contre récépissé comportant le cachet et la signature du prêteur.

Je soussigne (*)(*Nom et prénom de l'emprunteur*), déclare renoncer à l'offre préalable de crédit d'un montant de (*).....dirhams accordé par(*identité du prêteur*) que j'avais signé le (*).....pour l'acquisition de(précisez le bien acheté ou le service fourni) chez (*)(vendeur ou prestataire de service, ville).

Date et signature de l'emprunteur (et du co-emprunteur le cas échéant)

(*) Mention de la main de l'emprunteur.

* * *

Annexe 3 à l'arrêté conjoint du ministre de l'industrie, du commerce, de l'investissement et de l'économie numérique et du ministre de l'économie et des finances n°4031-14, du 6 rabii I 1436 (29 décembre 2014) fixant les modèles types des offres préalables de crédit et leurs formulaires détachables de rétractation
Modèle-type n°2 de l'offre préalable d'ouverture de crédit assortie ou non d'une carte de crédit

I. Identité des parties :

1. Identité du prêteur :

Dénomination du prêteur :

Adresse du siège du prêteur :

Numéro d'immatriculation au registre de commerce :

Date et lieu d'immatriculation :

La date de l'offre :

Cette offre préalable d'ouverture de crédit est établie en application des conditions prévues par la loi n°31-08 édictant des mesures de protection du consommateur.

Elle est valable sept jours et peut être étendue à l'initiative du prêteur.

Soit jusqu'au :

Le prêteur peut se réserver le droit d'accorder ou de refuser le crédit dans un délai de sept jours à compter de votre acceptation (*cf. point 3.3 du III*).

2. Identité de l'emprunteur :

La présente offre est faite à :

✓ **Emprunteur**

Nom et prénom :

Date et lieu de naissance :

Adresse de l'emprunteur :

N° CNI :

✓ **Co-emprunteur (le cas échéant)**

Nom et prénom :

Date et lieu de naissance :

Adresse du co-emprunteur :

N° CNI :

✓ **Caution (le cas échéant)**

Nom et prénom :

Adresse :

N° CNI :.....

La personne qui accepte de se porter caution de votre obligation à l'égard du prêteur sera tenue d'y satisfaire à votre place en cas de défaillance de votre part.

II. Les conditions de l'offre préalable :

Cette offre est faite aux conditions suivantes :

Le prêteur vous consent un crédit dans la limite d'un montant maximum autorisé de.....

Dans la limite du montant maximum autorisé, le prêteur vous autorise à disposer de votre crédit en compte, de façon fractionnée, aux dates de votre choix.

La durée du contrat est limitée à un an maximum renouvelable et le prêteur devra vous indiquer, trois mois avant le terme, les conditions de renouvellement du contrat. En cas de non renouvellement du contrat, vous êtes tenu de rembourser aux conditions du contrat, sauf volonté contraire de votre part, les sommes restants dues. En cas de résiliation du contrat avant son terme de votre part, vous êtes tenu de rembourser, aux conditions du contrat, le montant de la réserve déjà utilisé.

Vous pouvez vous opposer aux modifications proposées, lors du renouvellement du contrat, jusqu'au moins vingt jours avant la date où celles-ci deviennent effectives, en utilisant le bordereau-réponse annexé aux informations écrites communiquées par le prêteur.

En cas de refus des nouvelles conditions de taux ou de remboursement proposés lors du renouvellement du contrat, vous êtes tenu de rembourser, aux conditions précédant les modifications proposées, le montant de la réserve d'argent déjà utilisé, sans pouvoir, toutefois, procéder à une nouvelle utilisation de l'ouverture de crédit.

Aucun engagement supplémentaire ne peut être exigé de la caution en cas de reconduction, de révision ou de renouvellement du contrat d'ouverture du crédit, à moins qu'elle n'y consente explicitement.

Le prêteur est tenu de vous adresser, mensuellement et dans un délai de 10 jours avant la date de paiement, un état actualisé de l'exécution du contrat de crédit, faisant clairement référence à l'état précédent et précisant :

- la date d'arrêté du relevé et la date du paiement ;
- la fraction du capital disponible ;
- le montant de l'échéance, dont la part correspondant aux intérêts ;
- le taux de la période et le taux effectif global ;
- le cas échéant, le coût de l'assurance ;
- la totalité des sommes exigibles ;
- le montant des remboursements déjà effectués depuis le dernier renouvellement, en faisant ressortir la part respective versée au titre du capital emprunté et celle versée au titre des intérêts et frais divers liés à l'opération de crédit ;

- la possibilité pour l'emprunteur de demander à tout moment la réduction de sa réserve de crédit, la suspension de son droit à l'utiliser ou la résiliation de son contrat ;
- le fait qu'à tout moment l'emprunteur peut payer comptant tout ou partie du montant restant dû, sans se limiter au montant de la seule dernière échéance exigible.

1. Coût total du crédit

- Taux effectif global (%) :
- Intérêts du prêt :
- Frais de dossier (le cas échéant) :
- Coût total du crédit : il dépend de son utilisation. Il varie suivant le montant et la durée du crédit effectivement utilisé et remboursé.

- Assurance :

Facultative

- Le crédit peut être consenti sans assurance selon les conditions suivantes :
- Peut être proposée par le prêteur

Type d'assurance :

- dénomination de l'assureur :
- adresse de l'assureur :
- durée :
- Les risques couverts par l'assurance :
- Les risques exclus de l'assurance :

Obligatoire pour l'obtention du financement :

- Peut être proposée par le prêteur

Type d'assurance :

- dénomination de l'assureur :
- adresse de l'assureur :
- durée :
- les risques couverts par l'assurance :
- les risques exclus de l'assurance :

- Peut être souscrite auprès de l'assureur de votre choix (Joindre le contrat d'assurance)

- Coût total du crédit avec assurance lorsque celle-ci est proposée par le prêteur :

2. Conditions et modalités de remboursement du crédit

2.1 Conditions de remboursement

En cas d'utilisation des sommes mises à votre disposition par le prêteur, vous êtes tenu de régler au prêteur un montant minimum, dans la limite des sommes dues, de..... (montant ou modalités de détermination, périodicité, le cas échéant).

2.2 Modalités de remboursement du crédit par l'emprunteur

- Prélèvement sur revenus (salaire, traitement ou pension, etc.....)
- Prélèvement sur compte bancaire
- Virement bancaire
- Autres formules, précisez :

III. Cette offre peut devenir votre contrat de crédit dans les conditions suivantes

3.1. Acceptation de l'offre

Si cette offre vous convient, vous devez faire connaître au prêteur que vous l'acceptez en lui retournant un exemplaire de cette offre dûment remplie après avoir apposé votre signature.

Le contrat de crédit devient parfait dès l'acceptation de cette offre, si le prêteur ne précise pas dans l'offre préalable qu'il se réserve la faculté d'accepter ou de refuser la demande de crédit de l'emprunteur.

3.2. Rétractation de l'acceptation

Après avoir accepté, vous pouvez revenir sur votre engagement, dans un délai de sept jours à compter de votre acceptation, en déposant le formulaire détachable joint après l'avoir daté et signé contre récépissé comportant le cachet et la signature du prêteur.

3.3. Conclusion du contrat de crédit

Lorsque le prêteur se réserve le droit d'accepter ou de refuser la demande de crédit de l'emprunteur, votre contrat devient parfait sept jours après votre acceptation si le prêteur vous fait connaître sa décision de vous accorder le crédit et si vous n'usez pas de votre droit de rétractation durant le délai de sept jours.

Au cas où le prêteur vous informe de sa décision de vous accorder le crédit après l'expiration de ce délai de sept jours, vous aurez encore la possibilité de conclure le contrat de prêt si vous le souhaitez.

Tant que le contrat de prêt n'est pas définitivement conclu, vous n'avez rien à payer au prêteur.

3.4 Remboursement par anticipation ou en cas de défaillance :

Aucune indemnité ni aucun coût, autres que ceux qui sont mentionnés aux 4.1 et 4.2 , ne peut être mis à la charge de l'emprunteur dans les cas de remboursement par anticipation ou de

défaillance prévus par ces dispositifs.

IV. Remboursement anticipé du crédit et défaillance de l'emprunteur

4.1. Vous pouvez toujours, à votre initiative, rembourser par anticipation sans indemnités, en partie ou en totalité, le crédit qui vous a été consenti.

4.2.

a) En cas de défaillance de votre part dans les remboursements, le prêteur pourra exiger le remboursement immédiat du capital restant dû, majoré des intérêts échus mais non payés. Jusqu'à la date du règlement effectif, les sommes restant dues produisent des intérêts de retard dont le taux maximum est de 2% sans toutefois excéder 4% du capital restant.

b) Lorsque le prêteur n'exige pas le remboursement immédiat du capital restant dû, il peut demander à l'emprunteur défaillant une indemnité qui ne peut être supérieure à 4% des échéances échues impayées. Cependant, dans le cas où le prêteur accepte des reports d'échéances à venir, le montant de l'indemnité ne peut être supérieur à 2% des échéances reportées.

4.3. La défaillance de l'emprunteur ne peut être prononcée qu'à partir de trois mensualités successives après leur échéance et une mise en demeure restée infructueuse.

4.4 En cas de défaillance de votre part, aucune somme autre que celles mentionnées dans les deux cas ci-dessus (4.2) ne pourra vous être réclamée par le prêteur, à l'exception cependant, des frais dûs entraînés par cette défaillance, à l'exclusion de tout remboursement forfaitaire des frais de recouvrement.

V. Contentieux

Les actions en paiement doivent être engagées devant le tribunal dont relève le domicile ou le lieu de résidence de l'emprunteur dans les deux ans de l'événement qui leur a donné naissance à peine de forclusion du droit de réclamer des intérêts de retard.

Ce délai court à compter de la date à laquelle la mensualité a fait l'objet de contestation conformément aux textes législatifs et réglementaires en vigueur relatifs aux provisions sur créances en souffrance.

Lorsque les modalités de règlement des échéances impayées ont fait l'objet d'un réaménagement ou d'un rééchelonnement, le point de départ du délai de forclusion est le premier incident non régularisé intervenu après le premier aménagement ou rééchelonnement conclu entre les intéressés.

Si le défaut de paiement des échéances résulte d'un licenciement ou d'une situation sociale imprévisible, l'action en paiement ne peut être formée qu'après opération de médiation.

Le délai de forclusion ne prend effet qu'après l'épuisement de la procédure de médiation qui doit débiter durant l'année suivant la date à laquelle l'emprunteur est déclaré défaillant.

En cas de recours à la procédure de médiation, il ne peut être mis d'intérêts de retard ou de frais quelconques résultant de cette procédure à la charge de l'emprunteur.

VI. Acceptation de l'offre préalable

Je soussigne, déclare
accepter la présente offre préalable :

- sans assurance.
 avec assurance (une notice relative à l'assurance doit être remise à l'emprunteur).

Après avoir pris connaissance des conditions de l'offre et de la notice comportant les conditions générales de l'assurance le concernant, je reconnais rester en possession d'un exemplaire de cette offre doté d'un formulaire détachable de rétractation.

Date :

Signature de l'emprunteur

Signature du prêteur

Signature du co-emprunteur

Signature de la caution

(le cas échéant)

(le cas échéant)

* * *

Annexe 4 à l'arrêté conjoint du ministre de l'industrie, du commerce, de l'investissement et de l'économie numérique et du ministre de l'économie et des finances n°4031-14. du 6 rabii I 1436 (29 décembre 2014) fixant les modèles types des offres préalables de crédit et leurs formulaires détachables de rétractation

Formulaire détachable de rétractation relatif au modèle-type n°2

A retourner au plus tard sept jours après la date de votre signature de l'offre.

Le délai de rétractation commence à courir à compter du jour suivant la date de votre signature de l'offre.

Cette rétractation n'est valable que si le formulaire est déposé, lisiblement et dûment rempli, avant l'expiration des délais rappelés ci-dessus contre récépissé comportant le cachet et la signature du prêteur.

Je soussigne (*)titulaire de la carte nationale d'identité n° (*)..... déclare renoncer à l'offre préalable de crédit d'un montant de (*).....dirhams de par..... (identité du prêteur) que j'avais signé le (*).....

Date et signature de l'emprunteur (et du co-emprunteur)

(*) Mention de la main de l'emprunteur.

* * *

Annexe 5 à l'arrêté conjoint du ministre de l'industrie, du commerce, de l'investissement et de l'économie numérique et du ministre de l'économie et des finances n°4031-14. du 6 rabii I 1436 (29 décembre 2014) fixant les modèles types des offres préalables de crédit et leurs formulaires détachables de rétractation
Modèle-type n°3 de l'offre préalable de location avec option d'achat ou de location-vente

Nature du Contrat :

Location avec option d'achat

Location-vente

I. Identité des parties :

1. Identité du bailleur :

Dénomination du bailleur :

Adresse du siège du bailleur :

Numéro d'immatriculation au registre de commerce :

Date et lieu d'immatriculation :

La date de l'offre :

Cette offre préalable de location est établie en application des conditions prévues par la loi n°31-08 édictant des mesures de protection du consommateur.

Elle est valable sept jours et peut être étendue à l'initiative du bailleur.

Soit jusqu'au :

Le bailleur peut se réserver le droit d'accorder ou de refuser la location dans un délai de sept jours à compter de votre acceptation (*cf. point 3.3 du III*).

2. Identité du locataire ou de l'emprunteur :

La présente offre est faite à :

✓ **Locataire ou emprunteur :**

Nom et prénom ou dénomination :

Date et lieu de naissance ou d'immatriculation au registre de commerce :

Adresse ou adresse du siège :

N° CNI ou d'immatriculation au registre de commerce

✓ **Co-locataire ou co-emprunteur (le cas échéant) :**

Nom et prénom ou dénomination :

Date et lieu de naissance ou d'immatriculation au registre de commerce :

Adresse ou adresse du siège :

N° CNI ou d'immatriculation au registre de commerce

✓ **Caution (le cas échéant)**

Nom et prénom :

Adresse :

N° CNI :

La personne qui accepte de se porter caution de votre obligation à l'égard du bailleur sera tenue d'y satisfaire à votre place en cas de défaillance de votre part.

Elle est destinée à :

Louer (description ou désignation du bien loué), quand il s'agit d'un contrat de location avec option d'achat ;

Financer..... (description ou désignation du bien loué), quand il s'agit d'un contrat de location-vente ;

Indication du vendeur (au cas où le bien loué est acheté par le bailleur d'un autre vendeur) :
.....

Prix d'achat au comptant du bien loué (le prix considéré est approximatif au cas où le prix de vente exact du bien n'est pas connu au moment de l'établissement de l'offre) :
.....

II. Les conditions de l'offre préalable :

Cette offre est faite aux conditions suivantes :

Durée :

Option d'achat au terme de la location ou prix de vente final au terme de la location (valeur résiduelle) : % du prix d'achat TTC du bien loué et/oumontant en dirhams.

Option d'achat en cours de location ou prix de vente en cours de location (mention facultative) : % du prix d'achat TTC du bien loué et/oumontant en dirhams.

1. Coût de la location

Périodicité des loyers :

Nombre des loyers :

Montant des loyers en dirhams.....

Total des loyers HT (sans assurance) : en dirhams et/ou en% du prix d'achat TTC du bien loué.

Montant de la TVA :

Assurance :

Facultative

Le contrat de location avec option d'achat ou de location-vente peut être conclu sans assurance selon les conditions suivantes :

- Peut être proposée par le bailleur

Type d'assurance :

- dénomination de l'assureur :
- adresse de l'assureur :
- durée :
- Les risques couverts par l'assurance :
- Les risques exclus de l'assurance :

- Obligatoire pour l'obtention du financement :

- Peut être proposée par le bailleur

Type d'assurance :

- dénomination de l'assureur:
- adresse de l'assureur :
- durée :
- les risques couverts par l'assurance :
- les risques exclus de l'assurance :

- Peut être souscrite auprès de l'assureur de votre choix (Joindre le contrat d'assurance)

Total des loyers TTC (avec assurance lorsque celle-ci est proposée par le bailleur):
..... en dirhams et/ou
en..... % du prix d'achat TTC du bien loué.

Si le bien est acheté en fin de location, ajouter au total des loyers ci-dessus, le prix de vente final,
soit dirhams et/ou % du prix d'achat TTC
du bien loué.

Soit coût total : dirhams et/ou..... % du prix
d'achat TTC du bien loué.

Dépôt de garantie : dirhams et/ou% du prix
d'achat du bien loué.

La garantie sera restituée au terme de la location si vous ne souhaitez pas acquérir le bien ou
déduit du prix de vente restant en cas d'interruption de la location, en cas d'option d'achat du
bien pour le contrat de location avec option d'achat ou lors de l'achat du bien pour le contrat de
location-vente.

Elle ne porte pas intérêt (ou elle produit des intérêts au taux de %) le cas
échéant.

Pour comparer le coût de la présente offre avec d'autres, il est nécessaire que ces dernières

soient identiques en terme de durée, de périodicité, des montants de loyer, du prix de vente final et éventuellement du dépôt de garantie.

2. Modalités de paiement des loyers

- Prélèvement sur revenus (salaire, traitement ou pension, etc.....)
- Prélèvement sur compte bancaire
- Virement bancaire
- Autres formules, précisez :

III. Cette offre peut devenir votre contrat de location dans les conditions suivantes

3.1. Acceptation de l'offre

Si cette offre vous convient, vous devez faire connaître au bailleur que vous l'acceptez en lui retournant un exemplaire de cette offre dûment remplie après avoir apposé votre signature.

Ce contrat devient parfait dès l'acceptation de cette l'offre, si le bailleur ne précise pas dans l'offre préalable qu'il se réserve la faculté d'accepter ou de refuser la demande de crédit du locataire.

3.2. Rétractation de l'acceptation

a) Après avoir accepté, vous pouvez revenir sur votre engagement, dans un délai de sept jours à compter de votre acceptation, en déposant le formulaire détachable joint après l'avoir daté et signé contre récépissé comportant le cachet et la signature du bailleur.

b) Toutefois, si par écrit rédigé, daté et signé de votre main, vous avez expressément demandé au vendeur, de recevoir livraison immédiatement, ce délai de sept jours est ramené à la date de livraison du bien.

3.3. Conclusion du contrat de location

Lorsque le bailleur se réserve le droit d'accepter ou de refuser la demande de crédit du locataire, le contrat devient parfait sept jours après votre acceptation si le bailleur vous fait connaître son accord.

Au cas où le bailleur vous informe de son accord après l'expiration de ce délai de sept jours, vous aurez encore la possibilité de conclure le contrat de location si vous le souhaitez.

Tant que le contrat de location n'est pas définitivement conclu, vous n'avez rien à payer au bailleur.

3.4. Rapports entre le contrat de location et le contrat de vente

a) Jusqu'à votre acceptation de l'offre de location, vous n'êtes tenu à aucun engagement à l'égard du vendeur et vous ne devez rien lui payer. La validité et la prise d'effet de toute autorisation de prélèvement sont subordonnées à celles du contrat de vente.

b) Tant que le contrat de location n'est pas définitivement conclu, le vendeur n'est pas obligé de faire la livraison. Si, toutefois, celle-ci est faite avant la conclusion définitive du contrat de location, le vendeur en supporte les frais et risques.

c) Si vous avez renoncé à votre location après l'avoir acceptée (ou si vous ne l'avez pas obtenue), la vente est annulée, sauf paiement comptant de votre part. Le vendeur doit alors vous rembourser, sur simple demande, l'intégralité des sommes que vous lui auriez versées à l'avance (1). Si celles-ci ne vous ont pas été restituées, elles produiront, de plein droit, des intérêts au taux légal à compter du seizième jour suivant la demande de remboursement (1).

d) Vos obligations à l'égard du bailleur ne prennent effet qu'à compter de la date de livraison du bien.

e) Vous n'avez pas à prendre, vis-à-vis du vendeur, d'engagement préalable de payer comptant pour le cas où votre location serait refusée. Un tel engagement est nul de plein droit.

f) Le contrat de vente doit préciser que le bien sera acquis sous forme de location assortie d'une option d'achat ou sous forme de location-vente.

IV. Remboursement anticipé du crédit et défaillance du locataire

Vous pouvez toujours, à votre initiative, rembourser par anticipation sans indemnités, en partie ou en totalité, le crédit qui vous a été consenti.

La défaillance de l'emprunteur ne peut être prononcée qu'à partir de trois mensualités successives après leur échéance et une mise en demeure restée infructueuse.

En cas de défaillance de votre part, le bailleur est en droit d'exiger, outre la restitution du bien et le paiement des loyers échus et non réglés, une indemnité qui, dépendant de la durée restant à courir du contrat et sans préjudice de l'application du 3^{ème} alinéa de l'article 264 du Dahir du 9 ramadan 1331 (12 août 1913) formant Code des Obligations et Contrats, est égale à la différence entre, d'une part, la valeur résiduelle hors taxes du bien stipulée au contrat augmentée de la valeur actualisée, à la date de la résiliation du contrat, de la somme hors taxes des loyers non encore échus et, d'autre part, la valeur vénale hors taxes du bien restitué.

La valeur actualisée des loyers non encore échus est calculée selon la méthode des intérêts composés basée sur le taux annuel de référence du taux moyen pondéré des bons du trésor émis au cours du semestre civil précédant la date de conclusion du contrat. La maturité des bons du trésor au taux moyen pondéré est indexée sur celle du prêt.

Pour les opérations de location avec option d'achat avec un taux de 0%, la valeur à retenir pour ce calcul correspond à la somme des loyers futurs non encore échus, correspondant au capital restant dû de ladite opération.

La valeur vénale mentionnée ci-dessus est celle obtenue par le bailleur s'il vend le bien restitué ou repris.

Toutefois, vous avez la faculté, dans le délai de trente jours à compter de la résiliation du contrat, de présenter au bailleur un acquéreur faisant une offre écrite d'achat. Si le bailleur

n'accepte pas cette offre et s'il vend ultérieurement à un prix inférieur, la valeur à déduire devra être celle de l'offre refusée par lui.

Si le bien loué est hors d'usage, la valeur vénale est obtenue en ajoutant le prix de vente et le montant du capital versé par l'entreprise d'assurances.

A défaut de vente ou suite à votre demande, il peut y avoir évaluation de la valeur vénale aux dires d'expert. Le bailleur devra vous informer de cette possibilité d'évaluation.

Lorsque le bailleur n'exige pas la résiliation du contrat, Il peut vous demander une indemnité qui ne peut être supérieure à 4% des échéances échues impayées.

Cependant, dans le cas où le bailleur accepte des reports d'échéances à venir, le montant de l'indemnité ne peut être supérieur à 2% des échéances reportées.

Aucune indemnité ni aucun coût, autres que ceux qui sont mentionnés aux articles 103 à 107 de la loi n°31-08 édictant des mesures de protection du consommateur, ne peut être mis à la charge de l'emprunteur dans les cas de remboursement par anticipation ou de défaillance prévus par ces articles.

Toutefois, le bailleur pourra vous réclamer, en cas de défaillance de votre part, le remboursement, sur justification, des frais dûs qui lui auront été occasionnés par cette défaillance à l'exclusion de tout remboursement forfaitaire de frais de recouvrement.

V. Contentieux

Les actions en paiement engagées devant le tribunal dont relève le domicile ou le lieu de résidence de l'emprunteur dans les deux ans de l'événement qui leur a donné naissance à peine de forclusion du droit de réclamer des intérêts de retard.

Ce délai court à compter de la date à laquelle la mensualité a fait l'objet de contestation conformément aux textes législatifs et réglementaires en vigueur relatifs aux provisions sur créances en souffrance.

Lorsque les modalités de règlement des échéances impayées ont fait l'objet d'un réaménagement ou d'un rééchelonnement, le point de départ du délai de forclusion est le premier incident non régularisé intervenu après le premier aménagement ou rééchelonnement conclu entre les intéressés.

Si le défaut de paiement des échéances résulte d'un licenciement ou d'une situation sociale imprévisible, l'action en paiement ne peut être formée qu'après opération de médiation.

Le délai de forclusion ne prend effet qu'après l'épuisement de la procédure de médiation qui doit débiter durant l'année suivant la date à laquelle le locataire est déclaré défaillant.

En cas de recours à la procédure de médiation, il ne peut être mis d'intérêts de retard ou de frais quelconques résultant de cette procédure à la charge du locataire.

VI. Acceptation de l'offre préalable

Je soussigné....., déclare
accepter la présente offre préalable :

sans assurance ;

avec assurance (une notice relative à l'assurance doit être remise au locataire)

Après avoir pris connaissance des conditions de l'offre et de la notice comportant les conditions générales de l'assurance le concernant, je reconnais rester en possession d'un exemplaire de cette offre doté d'un formulaire détachable de rétractation.

Date :

Signature du locataire

Signature du bailleur

Signature du colocataire

Signature de la caution

(le cas échéant)

(le cas échéant)

(1) Mention à supprimer en cas de vente à domicile.

* * *

Annexe 6 à l'arrêté conjoint du ministre de l'industrie, du commerce, de l'investissement et de l'économie numérique et du ministre de l'économie et des finances n°4031-14. du 6 rabii I 1436 (29 décembre 2014) fixant les modèles types des offres préalables de crédit et leurs formulaires détachables de rétractation
Formulaire détachable de rétractation relatif au modèle-type n°3

A retourner au plus tard sept jours après la date de votre signature de l'offre. En cas de livraison immédiate du bien à la demande expresse de votre part, le délai de rétractation expire à la date à laquelle le bien est livré.

Le délai de rétractation commence à courir à compter du jour suivant la date de votre signature de l'offre.

Cette rétractation n'est valable que si le formulaire est déposé, lisiblement et dûment rempli, avant l'expiration des délais rappelés ci-dessus contre récépissé comportant le cachet et la signature du bailleur.

Je soussigne (*).....déclare renoncer à l'offre préalable de location avec option d'achat ou de location-vente de(*) dirhams accordé par (identifié du bailleur) que j'avais signé le (*).....pour la location de (*)(précisez le bien loué).

Date et signature du locataire (et du colocataire)

(*) Mention de la main du locataire.

Arrêté conjoint du ministre de l'industrie, du commerce, de l'investissement et de l'économie numérique et du ministre de l'économie et des finances n° 4032-14 du 6 rabii I 1436 (29 décembre 2014) fixant le taux maximum des intérêts de retard applicable aux sommes restant dues en cas de défaillance de l'emprunteur.

LE MINISTRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE, DE L'INVESTISSEMENT ET DE L'ECONOMIE NUMERIQUE,

LE MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES,

Vu la loi n° 31-08 édictant des mesures de protection du consommateur promulguée par le dahir n° 1-11-03 du 14 rabii I 1432 (18 février 2011), notamment son article 104 ;

Vu le décret n° 2-12-503 du 4 kaada 1434 (11 septembre 2013) pris pour l'application de certaines dispositions de la loi n° 31-08 édictant des mesures de protection du consommateur, notamment son article 33 ;

Après avis du wali de Bank Al-Maghrib,

ARRÊTENT :

ARTICLE PREMIER. – En application des dispositions de l'article 104 de la loi susvisée n° 31-08, est fixé à 2% le taux maximum des intérêts de retard appliqué aux sommes restant dues que l'emprunteur doit rembourser en cas de sa défaillance.

ART. 2. – Bank Al-Maghrib est chargée de l'application du présent arrêté conjoint qui entrera en vigueur six mois après sa publication au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 6 rabii I 1436 (29 décembre 2014).

*Le ministre de l'industrie,
du commerce,
de l'investissement
et de l'économie numérique,*

MOULAY HAFID ELALAMY.

*Le ministre de l'économie
et des finances,*

MOHAMMED BOUSSAID.

Arrêté conjoint du ministre de l'industrie, du commerce, de l'investissement et de l'économie numérique et du ministre de l'économie et des finances n° 4033-14 du 6 rabii I 1436 (29 décembre 2014) fixant la méthode de calcul de la valeur actualisée des loyers non encore échus.

LE MINISTRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE, DE L'INVESTISSEMENT ET DE L'ECONOMIE NUMERIQUE,

LE MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES,

Vu la loi n° 31-08 édictant des mesures de protection du consommateur promulguée par le dahir n° 1-11-03 du 14 rabii I 1432 (18 février 2011), notamment son article 106 ;

Vu le décret n° 2-12-503 du 4 kaada 1434 (11 septembre 2013) pris pour l'application de certaines dispositions de la loi n° 31-08 édictant des mesures de protection du consommateur, notamment son article 33 ;

Après avis du wali de Bank Al-Maghrib,

ARRÊTENT :

ARTICLE PREMIER. – En application des dispositions de l'article 106 de la loi susvisée n° 31-08, la valeur actualisée des loyers non encore échus est calculée selon la méthode des intérêts composés basée sur le taux annuel de référence du taux moyen pondéré des bons du trésor émis au cours du semestre civil précédant la date de conclusion du contrat. La maturité des bons du Trésor au taux moyen pondéré est indexée sur celui du prêt.

Pour les opérations de location avec option d'achat avec un taux de 0%, la valeur à retenir pour ce calcul correspond à la somme des loyers futurs non encore échus, correspondant au capital restant dû de ladite opération.

ART. 2. – Bank Al-Maghrib est chargée de l'application du présent arrêté conjoint qui entrera en vigueur six mois après sa publication au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 6 rabii I 1436 (29 décembre 2014).

*Le ministre de l'industrie,
du commerce,
de l'investissement
et de l'économie numérique,*

MOULAY HAFID ELALAMY.

*Le ministre de l'économie
et des finances,*

MOHAMMED BOUSSAID.

Arrêté conjoint du ministre de l'industrie, du commerce, de l'investissement et de l'économie numérique et du ministre de l'économie et des finances n° 4034-14 du 6 rabii I 1436 (29 décembre 2014) fixant le montant maximum de la valeur des frais d'étude du dossier retenus ou demandés par le prêteur en cas de crédit immobilier en application de l'article 124 de la loi n° 31-08 édictant des mesures de protection du consommateur.

LE MINISTRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE, DE L'INVESTISSEMENT ET DE L'ECONOMIE NUMERIQUE,
LE MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES.

Vu la loi n° 31-08 édictant des mesures de protection du consommateur promulguée par le dahir n° 1-11-03 du 14 rabii I 1432 (18 février 2011), notamment son article 124 ;

Vu le décret n° 2-12-503 du 4 kaada 1434 (11 septembre 2013) pris pour l'application de certaines dispositions de la loi n° 31-08 édictant des mesures de protection du consommateur, notamment son article 33 ;

Après avis du wali de Bank Al-Maghrib,

ARRÊTENT :

ARTICLE PREMIER. – En application des dispositions de l'article 124 de la loi susvisée n° 31-08, est limité à 0,1% du montant de crédit, le montant maximum de la valeur des frais d'étude du dossier que le prêteur peut retenir ou demander à l'emprunteur dans le cadre du crédit immobilier.

ART. 2. – Bank Al-Maghrib est chargée de l'application du présent arrêté conjoint qui entre en application six mois après sa publication au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 6 rabii I 1436 (29 décembre 2014).

*Le ministre de l'industrie,
du commerce,
de l'investissement
et de l'économie numérique,*
MOULAY HAFID ELALAMY.

*Le ministre de l'économie
et des finances,*
MOHAMMED BOUSSAID.

Arrêté conjoint du ministre de l'industrie, du commerce, de l'investissement et de l'économie numérique et du ministre de l'économie et des finances n° 4035-14 du 6 rabii I 1436 (29 décembre 2014) fixant le montant de l'indemnité exigée au titre des intérêts non encore échus en cas de remboursement par anticipation du crédit immobilier.

LE MINISTRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE, DE L'INVESTISSEMENT ET DE L'ECONOMIE NUMERIQUE,
LE MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES.

Vu la loi n° 31-08 édictant des mesures de protection du consommateur promulguée par le dahir n° 1-11-03 du 14 rabii I 1432 (18 février 2011), notamment son article 132 ;

Vu le décret n° 2-12-503 du 4 kaada 1434 (11 septembre 2013) pris pour l'application de certaines dispositions de la loi n° 31-08 édictant des mesures de protection du consommateur, notamment son article 33 ;

Après avis du wali de Bank Al-Maghrib,

ARRÊTENT :

ARTICLE PREMIER. – En application des dispositions de l'article 132 de la loi n° 31-08 susvisée, le montant de l'indemnité exigée au titre des intérêts non encore échus en cas de remboursement par anticipation du crédit immobilier, est fixé à un mois d'intérêts calculés sur la base du taux auquel le prêt est assorti, sans pouvoir dépasser 2% du capital restant dû.

ART. 2. – Bank Al-Maghrib est chargée de l'application du présent arrêté conjoint qui entrera en vigueur six mois après la date de sa publication au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 6 rabii I 1436 (29 décembre 2014).

*Le ministre de l'industrie,
du commerce,
de l'investissement
et de l'économie numérique,*
MOULAY HAFID ELALAMY.

*Le ministre de l'économie
et des finances,*
MOHAMMED BOUSSAID.

Arrêté du ministre de l'équipement, du transport et de la logistique n° 2095-15 du 28 chaabane 1436 (16 juin 2015) modifiant et complétant la liste des index simples et celle des index globaux annexée à l'arrêté du Chef du gouvernement n° 3-205-14 du 11 chaabane 1435 (9 juin 2014) fixant les règles et les conditions de révision des prix des marchés publics.

LE MINISTRE DE L'EQUIPEMENT, DU TRANSPORT ET DE LA LOGISTIQUE.

Vu l'arrêté du Chef du gouvernement n° 3-205-14 du 11 chaabane 1435 (9 juin 2014) fixant les règles et les conditions de révision des prix des marchés publics, notamment son article 9,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. – La liste des index globaux annexée à l'arrêté du Chef du gouvernement susvisé n°3-205-14 est modifiée et complétée conformément à la liste annexée au présent arrêté.

ART. 2. – Le présent arrêté est publié au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 28 chaabane 1436 (16 juin 2015).

AZIZ RABBAH.

*

* *

ANNEXE**2- LISTE DES INDEX GLOBAUX**

INDEX APPLICABLES AUX MARCHES DE L'ETAT	SYMBOLE
A- TRAVAUX ROUTIERS	
-----	---
- Travaux de construction de plateforme - Travaux de construction de route avec enduit superficiel, fourniture de liant non comprise - Travaux de construction de route avec matériaux traités au liant hydrocarboné, fourniture de liant non comprise	TR3
- Travaux de construction de route avec enduit superficiel y compris fourniture de liant - Travaux de construction de route avec matériaux traités au liant hydrocarboné y compris fourniture de liant	TR3bis
B- -----	---
- Travaux de renforcement ou de construction de chaussée avec enduit superficiel y compris fourniture de liant	TR4bis
- Travaux de construction de chaussée avec matériaux traités au liant hydrocarboné, fourniture de liant non comprise - Travaux de renforcement de chaussée en matériaux traités au liant hydrocarboné, fourniture de liant non comprise - Travaux de couche de roulement en matériaux traités au liant hydrocarboné, fourniture de liant non comprise	TR5
- Travaux de construction de chaussée en matériaux traités au liant hydrocarboné y compris fourniture de liant - Travaux de renforcement de chaussée en matériaux traités au liant hydrocarboné, y compris fourniture de liant - Travaux de couche de roulement en matériaux traités au liant hydrocarboné, y compris fourniture de liant	TR5bis
-----	---
C- BATIMENT	
-----	---
- Peinture vitrerie	BAT5
- Tous corps d'état	BAT6
D- RECONNAISSANCES GEOLOGIQUES ET GEOTECHNIQUES ET FORAGES D'EAU	
-----	---
- Forages d'essai et d'exploitation	SF3
- Forages profonds	SF4
- Forages des puits	SF5
- Sondages et forages	SF6
E-CANALISATIONS ET RESERVOIRS D'EAU POTABLE	
-----	---
-----	---

Arrêté du ministre de l'économie et des finances n° 2846-15 du 17 chaoual 1436 (3 août 2015) portant nomination des membres de la Commission interministérielle chargée du partenariat public-privé.

LE MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES.

Vu le décret n°2-15-45 du 24 rejeb 1436 (13 mai 2015) pris pour l'application de la loi n° 86-12 relative aux contrats de partenariat public-privé promulguée par le dahir n° 1-14-192 du 1^{er} rabii I 1436 (24 décembre 2014), notamment son article 6.

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. - En application de l'article 6 du décret susvisé, Monsieur Mohamed Samir TAZI, directeur des entreprises publiques et de la privatisation au ministère de l'économie et des finances, est nommé président de la commission interministérielle chargée du partenariat public-privé.

La Commission interministérielle chargée du partenariat public-privé est composée des membres ci-après :

- Monsieur Redouane BELARBI représentant le ministère chargé de l'équipement, du transport et de la logistique, et en cas d'absence ou d'empêchement il est suppléé par Monsieur Jamal RAMDANE ;

Monsieur Abderrahim EL HAFIDI représentant le ministère chargé de l'énergie, des mines, de l'eau et de l'environnement, et en cas d'absence ou d'empêchement il est suppléé par Monsieur Mohamed HAJROUN ;

Madame Latifa ECHIHABI représentant le ministère chargé de l'industrie, du commerce, de l'investissement et de l'économie numérique, et en cas d'absence ou d'empêchement elle est suppléée par Mlle Ouatika EL KHALFI ;

Monsieur Mohamed OUHSSAIN représentant le ministère chargé de l'agriculture et de la pêche maritime, et en cas d'absence ou d'empêchement il est suppléé par Monsieur Abderrahim BENYASSINE ;

- Monsieur Faouzi LAKJAA de la direction du Budget représentant le ministère chargé des finances ;

- Monsieur Abdessalam BENABBOU de la direction du Budget représentant le ministère chargé des finances ;

Madame Najat SAHER de la direction des entreprises publiques et de la privatisation représentant le ministère chargé des finances.

ART. 2. Le présent arrêté est publié au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 17 chaoual 1436 (3 août 2015).

MOHAMMED BOUSSAID.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du « Bulletin officiel » n° 6397 du 7 hija 1436 (21 septembre 2015).

Décision du directeur de l'Institut marocain de normalisation n° 2689-15 du 4 chaoual 1436 (21 juillet 2015) portant homologation de normes marocaines

LE DIRECTEUR DE L'INSTITUT MAROCAIN DE NORMALISATION.

Vu la loi n° 12-06 relative à la normalisation, à la certification et à l'accréditation promulguée par le dahir n° 1-10-15 du 26 safar 1431 (11 février 2010), et notamment ses articles 11, 15 et 32 ;

Vu le décret n° 2-13-135 du 11 rabii II 1434 (22 février 2013) portant nomination du directeur de l'Institut marocain de normalisation ;

Vu la résolution n° 10 du Conseil d'administration de l'Institut marocain de normalisation (IMANOR), tenu le 23 décembre 2013,

DÉCIDE :

ARTICLE PREMIER. - Sont homologuées comme normes marocaines, les normes dont les références sont présentées en annexe de la présente décision.

ART. 2. - Les normes visées à l'article premier ci-dessus, sont tenues à la disposition des intéressés à l'Institut marocain de normalisation (IMANOR).

ART. 3. - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 4 chaoual 1436 (21 juillet 2015).

ABDERRAHIM TAIBI.

*

* *

**ANNEXE A LA DECISION PORTANT
HOMOLOGATION DE NORMES MAROCAINES**

NM EN 60669-1	:	2015	Interrupteurs pour installations électriques fixes domestiques et analogues - Partie 1: Prescriptions générales ; (IC 06.6.001)
NM EN 60669-2-6	:	2015	Interrupteurs pour installations électriques fixes domestiques et analogues - Partie 2-6: Prescriptions particulières - Interrupteurs pompiers pour enseignes lumineuses et luminaires extérieurs et intérieurs ; (IC 06.6.118)
NM EN 60669-2-4	:	2015	Interrupteurs pour installations électriques fixes domestiques et analogues - Partie 2-4: Prescriptions particulières - Interrupteurs-sectionneurs ; (IC 06.6.119)
NM EN 60669-2-1	:	2015	Interrupteurs pour installations électriques fixes domestiques et analogues - Partie 2-1: Prescriptions particulières - Interrupteurs électroniques ; (IC 06.6.120)
NM EN 60669-2-2	:	2015	Interrupteurs pour installations électriques fixes domestiques et analogues - Partie 2-2: Prescriptions particulières - Interrupteurs à commande électromagnétique à distance (télérupteurs) ; (IC 06.6.121)
NM EN 60669-2-3	:	2015	Interrupteurs pour installations électriques fixes domestiques et analogues - Partie 2-3: Exigences particulières - Interrupteurs temporisés (minuteriers) ; (IC 06.6.122)
NM EN 60155	:	2015	Coupe-circuit miniatures - Interrupteurs d'amorçage à lueur pour lampes à fluorescence (starters) ; (IC 06.6.179)
NM EN 60110-1	:	2015	Condensateurs de puissance pour les installations de génération de chaleur par induction - Partie 1 : Généralités ; (IC 06.6.200)
NM EN 61049	:	2015	Condensateurs destinés à être utilisés dans les circuits de lampes tubulaires à fluorescence et autres lampes à décharge - Prescriptions de performances ; (IC 06.6.206)
NM EN 60127-1	:	2015	Coupe-circuit miniatures - Partie 1: Définitions pour coupe-circuit miniatures et prescriptions générales pour éléments de remplacement miniatures ; (IC 06.6.214)
NM EN 60127-2	:	2015	Coupe-circuit miniatures - Partie 2: Cartouches ; (IC 06.6.215)
NM EN 60127-3	:	2015	Coupe-circuit miniatures - Partie 3: Eléments de remplacement subminiatures ; (IC 06.6.216)
NM EN 60127-4	:	2015	Coupe-circuit miniatures - Partie 4: Eléments de remplacement modulaires universels (UMF) - Types de montage en surface et montage par trous ; (IC 06.6.217)
NM EN 60127-5	:	2015	Coupe-circuit miniatures - Partie 5: Directives pour l'évaluation de la qualité des éléments de remplacement miniatures ; (IC 06.6.218)
NM EN 60127-6	:	2015	Coupe-circuit miniatures - Partie 6: Ensembles-porteurs pour cartouches de coupe-circuit miniatures ; (IC 06.6.219)
NM EN 60127-7	:	2015	Coupe-circuit miniatures - Partie 7: Eléments de remplacement miniatures pour applications spéciales ; (IC 06.6.220)
NM EN 60670-1	:	2015	Boîtes et enveloppes pour appareillage électrique pour installations électriques fixes pour usages domestiques et analogues - Partie 1: Règles générales ; (IC 06.6.362)
NM EN 60670-21	:	2015	Boîtes et enveloppes pour appareillage électrique pour installations électriques fixes pour usages domestiques et analogues - Partie 21: Règles particulières concernant les boîtes et enveloppes avec dispositifs de suspension ; (IC 06.6.363)
NM EN 60670-22	:	2015	Boîtes et enveloppes pour appareillage électrique pour installations électriques fixes pour usage domestique et analogue - Partie 22: Règles particulières concernant les boîtes et enveloppes de connexion ; (IC 06.6.364)
NM EN 60670-23	:	2015	Boîtes et enveloppes pour appareillage électrique pour installations électriques fixes pour usages domestiques et analogues - Partie 23: Règles particulières pour les boîtes et enveloppes de sol ; (IC 06.6.365)
NM EN 60670-24	:	2015	Boîtes et enveloppes pour appareillage électrique pour installations électriques fixes pour usages domestiques et analogues - Partie 24: Exigences particulières pour enveloppes pour appareillages de protection et autres appareillages électriques ayant une puissance dissipée ; (IC 06.6.366)
NM CEI 60622	:	2015	Accumulateurs alcalins et autres accumulateurs à électrolyte non acide - Eléments individuels parallélépipédiques rechargeables étanches au nickel-cadmium ; (IC 06.7.023)
NM CEI 60623	:	2015	Accumulateurs alcalins ou autres accumulateurs à électrolyte non acide - Eléments individuels parallélépipédiques rechargeables ouverts au nickel-cadmium ; (IC 06.7.024)
NM EN 60968	:	2015	Lampes à ballast intégré pour l'éclairage général - Exigences de sécurité ; (IC 06.7.102)
NM EN 60927	:	2015	Appareils auxiliaires pour lampes - Dispositifs d'amorçage (autres que starters à lueur) - Exigences de performance ; (IC 06.7.107)
NM EN 50563	:	2015	Sources d'alimentation externes c.a. - c.c. et c.a. - c.a. - Détermination de la puissance hors charge et du rendement moyen des modes actifs ; (IC 06.7.184)
NM EN 50530	:	2015	Efficacité globale des onduleurs photovoltaïques raccordés au réseau ; (IC 14.5.064)
NM ISO 22975-3	:	2015	Énergie solaire - Composants et matériaux du collecteur - Partie 3: Durabilité de la surface de l'absorbeur ; (IC 14.5.073)

- NM ISO 15387 : 2015 Systèmes spatiaux - Cellules solaires simple jonction - Méthodes de mesure et d'étalonnage ; (IC 14.5.074)
- NM ISO 9459-1 : 2015 Chauffage solaire - Systèmes de chauffage de l'eau sanitaire - Partie 1: Méthodes d'essai à l'intérieur pour l'évaluation des performances ; (IC 14.5.075)
- NM CEI 60904-1 : 2015 Dispositifs photovoltaïques - Partie 1 : Mesure des caractéristiques courant-tension des dispositifs photovoltaïques ; (IC 14.5.081)
- NM CEI 60904-2 : 2015 Dispositifs photovoltaïques - Partie 2 : Exigences applicables aux dispositifs photovoltaïques de référence ; (IC 14.5.082)
- NM CEI 60904-3 : 2015 Dispositifs photovoltaïques - Partie 3 : Principes de mesure des dispositifs solaires photovoltaïques (PV) à usage terrestre incluant les données de l'éclairement spectral de référence ; (IC 14.5.083)
- NM CEI 60904-5 : 2015 Dispositifs photovoltaïques - Partie 5 : Détermination de la température de cellule équivalente (ECT) des dispositifs photovoltaïques (PV) par la méthode de la tension en circuit ouvert ; (IC 14.5.085)
- NM CEI 60904-7 : 2015 Dispositifs photovoltaïques - Partie 7 : Calcul de la correction de désadaptation des réponses spectrales dans les mesures de dispositifs photovoltaïques ; (IC 14.5.087)
- NM CEI 60904-8 : 2015 Dispositifs photovoltaïques - Partie 8 : Mesure de la sensibilité spectrale d'un dispositif photovoltaïque (PV) ; (IC 14.5.088)
- NM CEI 60904-9 : 2015 Dispositifs photovoltaïques - Partie 9: Exigences pour le fonctionnement des simulateurs solaires ; (IC 14.5.089)
- NM CEI 60904-10 : 2015 Dispositifs photovoltaïques - Partie 10 : Méthodes de mesure de la linéarité ; (IC 14.5.090)
- NM EN 60519-12 : 2015 Sécurité dans les installations électrothermiques - Partie 12 : Exigences particulières pour les installations électrothermiques par rayonnement infrarouge; (IC 06.1.226)
- NM CEI 62103 : 2015 Équipements électroniques utilisés dans les installations de puissance ; (IC 06.1.253)
- NM EN 61230 : 2015 Travaux sous tension - Equipements portables de mise à la terre ou de mise à la terre et en court-circuit ; (06.1.260)
- NM EN 61236 : 2015 Travaux sous tension - Selles, manchons et leurs accessoires ; (IC 06.1.261)
- NM EN 61243-3 : 2015 Travaux sous tension - Détecteurs de tension - Partie 3 : Type bipolaire basse tension ; (IC 06.1.264)
- NM EN 50445 : 2015 Norme de famille de produit pour démontrer la conformité d'un équipement pour le soudage par résistance, le soudage à l'arc et les techniques connexes avec les restrictions de base concernant l'exposition des personnes aux champs électromagnétiques (0 Hz - 300 GHz) ; (IC 06.0.510)
- NM EN 60825-1 : 2015 Sécurité des appareils à laser - Partie 1: Classification des matériels et exigences ; (IC 06.0.511)
- NM EN 60825-2 : 2015 Sécurité des appareils à laser - Partie 2: Sécurité des systèmes de télécommunication par fibres optiques (STFO) ; (IC 06.0.512)
- NM EN 60825-4 : 2015 Sécurité des appareils à laser - Partie 4: Protecteurs pour lasers ; (IC 06.0.513)
- NM EN 60825-12 : 2015 Sécurité des appareils à laser - Partie 12: Sécurité des systèmes de communications optiques en espace libre utilisés pour la transmission d'informations ; (IC 06.0.514)
- NM EN 50121-1 : 2015 Applications ferroviaires - Compatibilité électromagnétique - Partie 1: Généralités ; (IC 06.0.701)
- NM EN 50121-2 : 2015 Applications ferroviaires - Compatibilité électromagnétique - Partie 2: Emission du système ferroviaire dans son ensemble vers le monde extérieur ; (IC 06.0.702)
- NM EN 50121-3-1 : 2015 Applications ferroviaires - Compatibilité électromagnétique - Partie 3-1: Matériel roulant - Trains et véhicules complets ; (IC 06.0.703)
- NM EN 50121-3-2 : 2015 Applications ferroviaires - Compatibilité électromagnétique - Partie 3-2: Matériel roulant - Appareils ; (IC 06.0.704)
- NM EN 50121-4 : 2015 Applications ferroviaires - Compatibilité électromagnétique - Partie 4: Emission et immunité des appareils de signalisation et de télécommunication ; (IC 06.0.705)
- NM EN 50121-5 : 2015 Applications ferroviaires - Compatibilité électromagnétique - Partie 5: Emission et immunité des installations fixes d'alimentation de puissance et des équipements associés ; (IC 06.0.706)
- NM EN 50130-4 : 2015 Systèmes d'alarme - Partie 4: Compatibilité électromagnétique -Norme de famille de produits: Exigences relatives à l'immunité des composants des systèmes d'alarme de détection d'incendie, contre l'intrusion, contre les hold-up, CCTV, de contrôle d'accès et d'alarme sociale ; (IC 06.0.707)
- NM EN 50370-1 : 2015 Compatibilité électromagnétique (CEM) – Norme de famille de produits pour les machines-outils - Partie 1: Emission ; (IC 06.0.708)
- NM EN 50370-2 : 2015 Compatibilité électromagnétique (CEM) - Norme de famille de produits pour les machines-outils - Partie 2: Immunité ; (IC 06.0.709)
- NM EN 62040-2 : 2015 Alimentations sans interruption (ASI) - Partie 2 : Exigences pour la compatibilité électromagnétique (CEM) ; (IC 06.5.203)

NM EN 1092-1+A1	:	2015	Brides et leurs assemblages - Brides circulaires pour tubes, appareils de robinetterie, raccords et accessoires, désignées PN - Partie 1 : Brides en acier ; (IC 01.4.766)
NM EN 1092-3	:	2015	Brides et leurs assemblages - Brides circulaires pour tubes, appareils de robinetterie, raccords et accessoires, désignées PN - Partie 3 : Brides en alliages de cuivre ; (IC 01.4.767)
NM EN 1092-4	:	2015	Brides et leurs assemblages - Brides circulaires pour tubes, appareils de robinetterie, raccords et accessoires, désignées PN - Partie 4 : Brides en alliages d'aluminium ; (IC 01.4.768)
NM EN 14399-1	:	2015	Boulonnerie de construction métallique à haute résistance apte à la précontrainte - Partie 1: Exigences générales ; (IC 02.2.500)
NM EN 15048-1	:	2015	Boulonnerie de construction métallique non précontrainte - Partie 1: Exigences générales ; (IC 02.2.501)
NM EN 14566+A1	:	2015	Fixations mécaniques pour systèmes en plaques de plâtre - Définitions, spécifications et méthodes d'essai ; (IC 02.2.502)
NM EN 14592+A1	:	2015	Structures en bois - Eléments de fixation de type tige - Exigences ; (IC 02.2.503)
NM EN 1621-2	:	2015	Vêtements de protection contre les chocs mécaniques pour motocyclistes - Partie 2 : Protecteurs dorsaux - Exigences et méthodes d'essai ; (IC 09.2.078)
NM EN 469	:	2015	Vêtements de protection pour sapeurs pompiers - Exigences de performance pour les vêtements de protection pour la lutte contre l'incendie ; (IC 09.2.150)
NM ISO 13688	:	2015	Vêtements de protection - Exigences générales ; (IC 09.2.411)
NM ISO 20346	:	2015	Équipement de protection individuelle - Chaussures de protection ; (IC 09.5.009)
NM ISO 10256	:	2015	Protections de tête et de visage destinées à être utilisées en hockey sur glace ; (IC 09.7.015)
NM EN 1809	:	2015	Accessoires de plongée - Bouées d'équilibrage - Exigences fonctionnelles et de sécurité, méthodes d'essai ; (IC 09.7.900)
NM EN 12270	:	2015	Équipement d'alpinisme et d'escalade - Coinceurs - Exigences de sécurité et méthodes d'essai ; (IC 09.7.905)
NM EN 12276	:	2015	Équipement d'alpinisme et d'escalade - Coinceurs mécaniques - Exigences de sécurité et méthodes d'essai ; (IC 09.7.906)
NM EN 16350	:	2015	Gants de protection - Propriétés électrostatiques ; (IC 09.7.919)
NM EN 374-4	:	2015	Gants de protection contre les produits chimiques et les micro-organismes - Partie 4 : Détermination de la résistance à la dégradation par des produits chimiques ; (IC 09.7.920)
NM EN 13277-3	:	2015	Équipement de protection pour les arts martiaux - Partie 3 : Exigences et méthodes d'essai complémentaires relatives aux protège-torses ; (IC 21.0.118)
NM EN 13356	:	2015	Accessoires de visualisation pour usage non professionnel - Méthodes d'essai et exigences ; (IC 21.0.231)
NM EN 250	:	2015	Appareils respiratoires - Appareils de plongée autonomes à air comprimé et à circuit ouvert - Exigences, essai, marquage ; (IC 21.0.242)
NM ISO 13287	:	2015	Équipement de protection individuelle - Chaussures - Méthode d'essai pour la résistance au glissement ; (IC 21.0.247)
NM ISO 17249	:	2015	Chaussures de sécurité résistantes aux coupures de scie à chaîne ; (IC 21.0.265)
NM ISO 12401	:	2015	Petits navires - Harnais de sécurité de pont et sauvegardes de harnais - Exigences de sécurité et méthodes d'essai ; (IC 21.0.450)
NM EN 12311	:	2015	Équipement de protection individuelle - Méthodes d'essai pour lunettes de soleil et articles de lunetterie associés ; (IC 21.5.100)
NM ISO 15027-2	:	2015	Combinaisons de protection thermique en cas d'immersion - Partie 2: Combinaisons d'abandon, exigences y compris la sécurité ; (IC 21.9.480)
NM ISO 20349	:	2015	Équipement de protection individuelle - Chaussures de protection contre les risques thermiques et les projections de métal fondu comme rencontrés dans les fonderies et lors d'opérations de soudage - Exigences et méthode d'essai ; (IC 21.9.453)
NM ISO 15027-1	:	2015	Combinaisons de protection thermique en cas d'immersion - Partie 1: Combinaisons de port permanent, exigences y compris la sécurité ; (IC 21.9.442)
NM ISO 15027-3	:	2015	Combinaisons de protection thermique en cas d'immersion - partie 3: Méthodes d'essai ; (IC 21.9.490)
NM EN 12021	:	2015	Appareils de protection respiratoire - Gaz comprimés pour appareil de protection respiratoire ; (IC 21.9.491)
NM EN 13624	:	2015	Désinfectants chimiques et antiseptiques - Essai quantitatif de suspension pour l'évaluation de l'activité fongicide ou levuricide en médecine - Méthode d'essai et prescriptions (phase 2, étape 1) ; (IC 03.5.176)
NM EN 13727+A1	:	2015	Antiseptiques et désinfectants chimiques - Essai quantitatif de suspension pour l'évaluation de l'activité bactéricide en médecine - Méthode d'essai et prescriptions (phase 2, étape 1) ; (IC 03.5.177)
NM ISO 14155	:	2015	Investigation clinique des dispositifs médicaux pour sujets humains - Bonnes pratiques cliniques ; (IC 21.5.089)
NM ISO 14408	:	2015	Tubes trachéaux destinés aux opérations laser - Exigences relatives au marquage et aux

- informations d'accompagnement ; (IC 21.5.090)
- NM ISO 80369-1 : 2015 Raccords de petite taille pour liquides et gaz utilisés dans le domaine de la santé - Partie 1: Exigences générales ; (IC 21.5.091)
- NM EN 62366 : 2015 Dispositifs médicaux - Application de l'ingénierie de l'aptitude à l'utilisation aux dispositifs médicaux ; (IC 21.5.071)
- NM 21.5.092 : 2015 Maintenance des dispositifs médicaux - Système de management de la qualité pour la maintenance et la gestion des risques associés à l'exploitation des dispositifs médicaux ;
- NM ISO 6009 : 2015 Aiguilles hypodermiques non réutilisables - Code de couleurs pour l'identification ; (IC 21.1.060)
- NM EN 20594-1 : 2015 Assemblages coniques à 6 % (Luer) des seringues et aiguilles et de certains autres appareils à usage médical - Partie 1: Spécifications générales ; (IC 21.1.131)
- NM ISO 15747 : 2015 Récipients en plastique pour injections intraveineuses ; (IC 21.1.133)
- NM ISO 21649 : 2015 Injecteurs sans aiguille à usage médical - Exigences et méthodes d'essai ; (IC 21.1.132)
- NM ISO 10993-6 : 2015 Évaluation biologique des dispositifs médicaux - Partie 6: Essais concernant les effets locaux après implantation ; (IC 21.3.023)
- NM ISO 10993-1 : 2015 Évaluation biologique des dispositifs médicaux - Partie 1: Evaluation et essais au sein d'un processus de gestion du risque ; (IC 21.3.107)
- NM EN 285+A2 : 2015 Stérilisation - Stérilisateurs à la vapeur d'eau - Grands stérilisateurs ; (IC: 21.3.118)
- NM EN 1422 : 2015 Stérilisateurs à usage médical - Stérilisateurs à l'oxyde d'éthylène - Exigences et méthodes d'essai ; (IC 21.3.119)
- NM ISO 10993-9 : 2015 Évaluation biologique des dispositifs médicaux - Partie 9: Cadre pour l'identification et la quantification des produits potentiels de dégradation ; (IC: 21.3.135)
- NM ISO 10993-13 : 2015 Évaluation biologique des dispositifs médicaux - Partie 13: Identification et quantification de produits de dégradation de dispositifs médicaux à base de polymères ; (IC 21.3.140)
- NM ISO 10993-16 : 2015 Évaluation biologique des dispositifs médicaux - Partie 16: Conception des études toxicocinétiques des produits de dégradation et des substances relargables ; (IC 21.3.143)
- NM ISO 11140-1 : 2015 Stérilisation des produits de santé - Indicateurs chimiques - Partie 1: Exigences générales ; (IC 21.3.151)
- NM ISO 11137-1 : 2015 Stérilisation des produits de santé - Irradiation - Partie 1: Exigences relatives à la mise au point, à la validation et au contrôle de routine d'un procédé de stérilisation pour les dispositifs médicaux ; (IC 21.3.178)
- NM ISO 11137-2 : 2015 Stérilisation des produits de santé - Irradiation - Partie 2: Etablissement de la dose stérilisante ; (IC 21.3.179)
- NM ISO 4135 : 2015 Matériel d'anesthésie et de réanimation respiratoire - Vocabulaire ; (IC 21.3.230)
- NM ISO 5356-1 : 2015 Matériel d'anesthésie et de réanimation respiratoire - Raccords coniques - Partie 1: Raccords mâles et femelles ; (IC 21.3.231)
- NM ISO 7376 : 2015 Matériel d'anesthésie et de réanimation respiratoire - Laryngoscopes pour intubation trachéale ; (IC 21.3.232)
- NM EN 12342+A1 : 2015 Tubes (tuyaux) respiratoires destinés à être utilisés avec des appareils d'anesthésie et des ventilateurs ; (IC 21.3.233)
- NM EN 14562 : 2015 Désinfectants et antiseptiques chimiques - Essai quantitatif de porte germe pour l'évaluation de l'activité fongicide ou levuricide pour instruments utilisés en médecine humaine - Méthode d'essai et prescriptions (phase 2, étape 2) ; (IC 21.3.234)
- NM EN 14563 : 2015 Désinfectants et antiseptiques chimiques - Essai quantitatif de porte-germe pour l'évaluation de l'activité mycobactéricide ou tuberculocide des désinfectants chimiques utilisés pour instruments en médecine humaine - Méthode d'essai et prescriptions (phase 2, étape 2) ; (IC 21.3.235)
- NM ISO 15001 : 2015 Matériel d'anesthésie et de réanimation respiratoire - Compatibilité avec l'oxygène ; (IC 21.3.236)
- NM ISO 15883-1 : 2015 Laveurs désinfecteurs - Partie 1: Exigences générales, termes et définitions et essais ; (IC 21.3.237)
- NM ISO 15883-2 : 2015 Laveurs désinfecteurs - Partie 2: Exigences et essais pour laveurs désinfecteurs destinés à la désinfection thermique des instruments chirurgicaux, du matériel d'anesthésie, des bacs, plats, récipients, ustensiles, de la verrerie, etc. ; (IC 21.3.238)
- NM ISO 15883-3 : 2015 Laveurs désinfecteurs - Partie 3: Exigences et essais pour laveurs désinfecteurs destinés à la désinfection thermique de récipients à déjections humaines ; (IC 21.3.239)
- NM ISO 15883-4 : 2015 Laveurs désinfecteurs - Partie 4: Exigences et essais pour les laveurs désinfecteurs destinés à la désinfection chimique des endoscopes thermolabiles ; (IC 21.3.240)
- NM ISO 5361 : 2015 Matériel d'anesthésie et de réanimation respiratoire - Sondes trachéales et raccords ; (IC 21.4.053)
- NM ISO 15223-2 : 2015 Dispositifs médicaux -Symboles à utiliser avec les étiquettes, l'étiquetage et les informations à fournir relatifs aux dispositifs médicaux - Partie 2: Développement, sélection et validation de symboles ; (IC 21.4.111)

- NM ISO 8836 : 2015 Sondes d'aspiration pour les voies respiratoires ; (IC 21.4.113)
- NM ISO 15225 : 2015 Dispositifs médicaux - Management de la qualité - Structure des données de nomenclature des dispositifs médicaux ; (IC 21.4.114)
- NM EN 13544-1+A1 : 2015 Matériel respiratoire thérapeutique - Partie 1: Systèmes de nébulisation et leurs composants ; (IC 21.4.230)
- NM EN 13544-2+A1 : 2015 Équipement de thérapie respiratoire - Partie 2: Tubes et raccords ; (IC 21.4.231)
- NM EN 13544-3+A1 : 2015 Appareils de thérapie respiratoire - Partie 3: Dispositifs d'entraînement d'air ; (IC 21.4.232)
- NM ISO 15004-1 : 2015 Instruments ophtalmiques - Exigences fondamentales et méthodes d'essai - Partie 1: Exigences générales applicables à tous les instruments ophtalmiques ; (IC 21.4.233)
- NM ISO 80601-2-70 : 2015 Appareils électromédicaux - Partie 2-70: Exigences particulières pour la sécurité de base et les performances essentielles du matériel de traitement respiratoire de l'apnée du sommeil ; (IC 21.4.234)
- NM ISO 17510-2 : 2015 Thérapie respiratoire de l'apnée du sommeil - Partie 2: Masques et accessoires d'application ; (IC 21.4.235)
- NM ISO 4074 : 2015 Préservatifs masculins en latex de caoutchouc naturel - Exigences et méthodes d'essai ; (IC 21.5.001)
- NM ISO 16037 : 2015 Préservatifs masculins en caoutchouc destinés aux essais cliniques - Mesurage des propriétés physiques ; (21.5.003)
- NM ISO 11607-1 : 2015 Emballages des dispositifs médicaux stérilisés au stade terminal - Partie 1: Exigences relatives aux matériaux, aux systèmes de barrière stérile et aux systèmes d'emballage ; (IC 21.5.010)
- NM ISO 11607-2 : 2015 Emballages des dispositifs médicaux stérilisés au stade terminal - Partie 2: Exigences de validation pour les procédés de formage, scellage et assemblage ; (IC 21.5.011)
- NM ISO 11979-8 : 2015 Implants ophtalmiques - Lentilles intraoculaires - Partie 8: Exigences fondamentales ; (IC 21.5.041)
- NM ISO 15798 : 2015 Implants ophtalmiques - Dispositifs ophtalmiques viscoélastiques ; (IC 21.5.054)
- NM ISO 5840 : 2015 Implants cardiovasculaires - Prothèses valvulaires ; (IC 21.5.084)
- NM ISO 7197 : 2015 Implants neurochirurgicaux - Systèmes de dérivation et composants stériles, non réutilisables, pour hydrocéphalie ; (IC 21.5.085)
- NM ISO 9713 : 2015 Implants neurochirurgicaux - Clips intracrâniens pour anévrisme à autofermeture ; (IC 21.5.086)
- NM EN 12006-2+A1 : 2015 Implants chirurgicaux non actifs - Exigences particulières pour les implants cardiovasculaires - Partie 2: Prothèses vasculaires y compris les conduits valvulés ; (IC 21.5.063)
- NM EN 13867+A1 : 2015 Concentrés pour hémodialyse et thérapies associées ; (IC 21.5.064)
- NM ISO 14602 : 2015 Implants chirurgicaux non actifs - Implants pour ostéosynthèse - Exigences particulières ; (IC 21.5.065)
- NM ISO 14607 : 2015 Implants chirurgicaux non actifs - Implants mammaires - Exigences particulières ; (IC 21.5.066)
- NM ISO 14630 : 2015 Implants chirurgicaux non actifs - Exigences générales ; (IC 21.5.067)
- NM ISO 16061 : 2015 Instrumentation à utiliser en association avec les implants chirurgicaux non actifs - Exigences générales ; (IC 21.5.068)
- NM ISO 21534 : 2015 Implants chirurgicaux non actifs - Implants de remplacement d'articulation - Exigences particulières ; (IC 21.5.069)
- NM ISO 21535 : 2015 Implants chirurgicaux non actifs - Implants de remplacement d'articulation - Exigences spécifiques relatives aux implants de remplacement de l'articulation de la hanche ; (IC 21.5.087)
- NM ISO 21536 : 2015 Implants chirurgicaux non actifs - Implants de remplacement d'articulation - Exigences spécifiques relatives aux implants de remplacement de l'articulation du genou ; (IC 21.5.088)
- NM ISO 22442-1 : 2015 Dispositifs médicaux utilisant des tissus animaux et leurs dérivés - Partie 1: Application de la gestion des risques ; (IC 21.5.072)
- NM ISO 22442-2 : 2015 Dispositifs médicaux utilisant des tissus animaux et leurs dérivés - Partie 2: Contrôles de l'origine, de la collecte et du traitement ; (IC 21.5.073)
- NM ISO 22442-3 : 2015 Dispositifs médicaux utilisant des tissus animaux et leurs dérivés - Partie 3: Validation de l'élimination et/ou de l'inactivation des virus et autres agents responsables d'encéphalopathie spongiforme transmissible (EST) ; (IC 21.5.074)
- NM ISO 22612 : 2015 Vêtements de protection contre les agents infectieux - Méthode d'essai de la résistance à la pénétration microbienne par voie sèche ; (IC 21.5.075)
- NM ISO 25539-1 : 2015 Implants cardiovasculaires - Dispositifs endovasculaires - Partie 1: Prothèses endovasculaires ; (IC 21.5.076)
- NM EN 62304 : 2015 Logiciels de dispositifs médicaux - Processus du cycle de vie du logiciel ; (IC 21.5.077)

- NM EN 45502-1 : 2015 Dispositifs médicaux implantables actifs - Partie 1: Règles générales de sécurité, marquage et informations fournies par le fabricant ; (IC 21.5.078)
- NM EN 45502-2-1 : 2015 Dispositifs médicaux implantables actifs - Partie 2-1: Règles particulières pour les dispositifs médicaux implantables actifs destinés à traiter la bradyarythmie (stimulateurs cardiaques) ; (IC 21.5.079)
- NM EN 45502-2-3 : 2015 Dispositifs médicaux implantables actifs - Partie 2-3: Exigences particulières pour les systèmes d'implant cochléaire et les systèmes d'implant auditif du tronc cérébral ; (IC 21.5.080)
- NM EN 45502-2-2 : 2015 Dispositifs médicaux implantables actifs - Partie 2-2: Exigences particulières pour les dispositifs médicaux implantables actifs destinés au traitement des tachyarythmies (y compris les défibrillateurs implantables) ; (IC 21.5.081)
- NM ISO 23907 : 2015 Protection contre les blessures par perforants - Exigences et méthodes d'essai - Conteneurs pour objets coupants, tranchants et perforants ; (IC 21.5.082)
- NM ISO 23908 : 2015 Protection contre les blessures par perforants - Exigences et méthodes d'essai - Dispositifs de protection des aiguilles hypodermiques, des introducteurs pour cathéters et aiguilles utilisées pour les prélèvements sanguins, non réutilisables ; (IC 21.5.083)
- NM 15.0.213 : 2015 Mesures matérialisées de longueur pour usages généraux - Format de rapport d'essais ;
- NM ISO 13528 : 2015 Méthodes statistiques utilisées dans les essais d'aptitude par comparaisons interlaboratoires ; (IC 15.0.214)
- NM 15.1.004 : 2015 Spécification géométrique des produits (GPS) - Instruments de mesure dimensionnel - Réception et vérification des pieds à coulisse ;
- NM 15.1.035 : 2015 Spécification géométrique des produits (GPS) - Instruments de mesure dimensionnel - Réception et vérification des micromètres d'extérieur ;
- NM 15.1.119 : 2015 Spécification géométrique des produits (GPS) - Instruments de mesure dimensionnel - Réception et vérification des comparateurs à affichage numérique à tige rentrante radiale ;
- NM 15.2.043 : 2015 Ponts-basculés ferroviaires à fonctionnement automatique - Partie 2 : Format du Rapport d'essai ;
- NM 15.2.062 : 2015 Réglementation métrologique des cellules de pesée ;
- NM 15.3.004 : 2015 Taximètres Exigences métrologiques et techniques, procédures d'essais et format du rapport d'essais ;
- NM ISO 376 : 2015 Matériaux métalliques - Étalonnage des instruments de mesure de force utilisés pour la vérification des machines d'essais uniaxiaux ; (IC 15.4.041)
- NM 15.6.018 : 2015 Thermomètres à résistance de platine, de cuivre, et de nickel (à usages techniques et commerciaux) ;
- NM EN 60523 : 2015 Potentiomètres à courant continu ; (IC 15.7.050)
- NM EN 60688 : 2015 Transducteurs électriques de mesure convertissant les grandeurs électriques alternatives ou continues en signaux analogiques ou numériques ; (IC 15.7.051)
- NM EN 61187 : 2015 Equipements de mesures électriques et électroniques - Documentation ; (IC 15.7.052)
- NM EN 60359 : 2015 Appareils de mesure électriques et électroniques - Expression des performances ; (IC 15.7.053)
- NM EN 61143-1 : 2015 Appareils électriques de mesure - Enregistreurs X-t - Partie 1 : Définitions et prescriptions ; (IC 15.7.054)
- NM EN 61143-2 : 2015 Appareils électriques de mesure - Enregistrements X-t - Partie 2 : Méthodes d'essais complémentaires recommandées ; (IC 15.7.055)
- NM EN 61010-2-030 : 2015 Règles de sécurité pour appareils électriques de mesure, de régulation et de laboratoire - Partie 2-030: Exigences particulières pour les circuits de test et de mesure ; (IC 15.7.056)
- NM EN 61010-2-033 : 2015 Règles de sécurité pour appareils électriques de mesure, de régulation et de laboratoire - Partie 2-033: Exigences particulières pour les multimètres portatifs et autres mesureurs, pour usage domestique et professionnel, capables de mesurer la tension réseau ; (IC 15.7.057)
- NM EN 61010-2-091 : 2015 Règles de sécurité pour appareils électriques de mesure, de régulation et de laboratoire - Partie 2-091: Exigences particulières pour les équipements à rayons X montés en armoire ; (IC 15.7.058)
- NM EN 61010-2-201 : 2015 Règles de sécurité pour appareils électriques de mesure, de régulation et de laboratoire - Partie 2-201: Exigences particulières pour les équipements de commande ; (IC 15.7.059)
- NM 15.8.092 : 2015 Calibreurs acoustiques ;
- NM 15.8.094 : 2015 Ethylomètres ;
- NM EN 60645-1 : 2015 Electroacoustique - Appareils d'audiologie - Partie 1: Audiomètres tonaux ; (IC 15.8.110)
- NM EN 60645-2 : 2015 Audiomètres - Partie 2 : Appareil pour l'audiométrie vocale ; (IC 15.8.111)
- NM EN 60645-3 : 2015 Electroacoustique - Equipements audiométriques - Partie 3: Signaux d'essai de courte durée ; (IC 15.8.112)
- NM EN 60645-4 : 2015 Audiomètres - Partie 4: Equipement pour l'audiométrie étendue au domaine des fréquences élevées ; (IC 15.8.113)

- NM EN 60645-5 : 2015 Électroacoustique - Appareillage audiométrique - Partie 5 : Instruments pour la mesure de l'impédance ou de l'admittance aurale (impédancemètres ou admittancemètres) ; (IC 15.8.114)
- NM EN 60645-6 : 2015 Electroacoustique - Appareillage audiométrique - Partie 6: Instruments pour la mesure des émissions otoacoustiques ; (IC 15.8.115)
- NM EN 60645-7 : 2015 Electroacoustique - Appareillage audiométrique - Partie 7: Instruments pour la mesure des réponses du tronc cérébral à une stimulation auditive ; (IC 15.8.116)
- NM 15.8.117 : 2015 Audiomètres à son pur ;
- NM 15.8.118 : 2015 Audiomètres à son pur - Annexe F: Format du rapport d'essai ;
- NM ISO/TR 7250-2 : 2015 Définitions des mesures de base du corps humain pour la conception technologique - Partie 2: Résumés statistiques des mesurages du corps de populations ISO individuelles ; (IC 00.3.061)
- NM ISO 7726 : 2015 Ergonomie des ambiances thermiques - Appareils de mesure des grandeurs physiques ; (IC 00.3.062)
- NM ISO 9241-11 : 2015 Exigences ergonomiques pour travail de bureau avec terminaux à écrans de visualisation (TEV) - Partie 11: Lignes directrices relatives à l'utilisabilité ; (IC 00.3.063)
- NM ISO 9241-12 : 2015 Exigences ergonomiques pour travail de bureau avec terminaux à écrans de visualisation (TEV) - Partie 12: Présentation de l'information ; (IC 00.3.064)
- NM ISO 9241-13 : 2015 Exigences ergonomiques pour travail de bureau avec terminaux à écrans de visualisation (TEV) - Partie 13: Guidage de l'utilisateur ; (IC 00.3.065)
- NM ISO 9241-14 : 2015 Exigences ergonomiques pour travail de bureau avec terminaux à écrans de visualisation (TEV) - Partie 14: Dialogues de type menu ; (IC 00.3.066)
- NM ISO 9241-15 : 2015 Exigences ergonomiques pour travail de bureau avec terminaux à écrans de visualisation (TEV) - Partie 15: Dialogues de type langage de commande ; (IC 00.3.067)
- NM ISO 9241-16 : 2015 Exigences ergonomiques pour travail de bureau avec terminaux à écrans de visualisation (TEV) - Partie 16: Dialogues de type manipulation directe ; (IC 00.3.068)
- NM ISO 9241-20 : 2015 Ergonomie de l'interaction homme-système - Partie 20: Lignes directrices sur l'accessibilité de l'équipement et des services des technologies de l'information et de la communication (TIC) ; (IC 00.3.069)
- NM ISO 9921 : 2015 Ergonomie - Évaluation de la communication parlée ; (IC 00.3.070)
- NM ISO 10551 : 2015 Ergonomie des ambiances thermiques - Évaluation de l'influence des ambiances thermiques à l'aide d'échelles de jugements subjectifs ; (IC 00.3.071)
- NM ISO 11064-4 : 2015 Conception ergonomique des centres de commande - Partie 4: Agencement et dimensionnement du poste de travail ; (IC 00.3.072)
- NM ISO 11226 : 2015 Ergonomie - Évaluation des postures de travail statiques ; (IC 00.3.073)
- NM ISO 11228-1 : 2015 Ergonomie - Manutention manuelle - Partie 1: Manutention verticale et manutention horizontale ; (IC 00.3.074)
- NM ISO/TR 12296 : 2015 Ergonomie - Manutention manuelle des personnes dans le secteur de la santé ; (IC 00.3.075)
- NM ISO 12894 : 2015 Ergonomie des ambiances thermiques - Surveillance médicale des personnes exposées à la chaleur ou au froid extrêmes ; (IC 00.3.076)
- NM ISO 13731 : 2015 Ergonomie des ambiances thermiques - Vocabulaire et symboles ; (IC 00.3.077)
- NM ISO/TS 13732-2 : 2015 Ergonomie des ambiances thermiques - Méthodes d'évaluation de la réponse humaine au contact avec des surfaces - Partie 2: Contact humain avec des surfaces à température modérée ; (IC 00.3.025)
- NM ISO/TS 14505-1 : 2015 Ergonomie des ambiances thermiques - Évaluation des ambiances thermiques dans les véhicules - Partie 1: Principes et méthodes d'évaluation de la contrainte thermique ; (IC 00.3.079)
- NM ISO 15536-2 : 2015 Ergonomie - Mannequins informatisés et gabarits humains - Partie 2: Vérification des fonctions et validation des dimensions pour les systèmes de mannequins informatisés ; (IC 00.3.085)
- NM ISO 24500 : 2015 Ergonomie - Conception accessible - Signaux auditifs pour produits de consommation courante ; (IC 00.3.088)
- NM ISO 24501 : 2015 Ergonomie - Conception accessible - Niveaux de pression acoustique des signaux auditifs pour produits de consommation courante ; (IC 00.3.089)
- NM ISO 24502 : 2015 Ergonomie - Conception accessible - Spécification du contraste de luminance lié à l'âge pour la lumière colorée ; (IC 00.3.090)
- NM ISO 24503 : 2015 Ergonomie - Conception accessible - Utilisation des points et barres tactiles sur les produits de consommation courante ; (IC 00.3.091)
- NM ISO 26800 : 2015 Ergonomie - Approche générale, principes et concepts ; (IC 00.3.092)
- NM ISO 28802 : 2015 Ergonomie de l'environnement physique - Évaluation au moyen d'une enquête environnementale comprenant des mesurages physiques et des réponses humaines subjectives ; (IC 00.3.093)
- NM ISO 28803 : 2015 Ergonomie de l'environnement physique - Application des Normes internationales aux

- personnes ayant des exigences particulières ; (IC 00.3.094)
- NM ISO/TR 6579-3 : 2015 Microbiologie de la chaîne alimentaire - Méthode horizontale pour la recherche, le dénombrement et le sérotypage des *Salmonella* - Partie 3: Lignes directrices pour le sérotypage des *Salmonella* spp. ; (IC 08.0.182)
- NM ISO 21570 : 2015 Produits alimentaires - Méthodes d'analyse pour la détection des organismes génétiquement modifiés et des produits dérivés - Méthodes quantitatives basées sur l'utilisation des acides nucléiques ; (IC 08.0.219)
- NM EN 14164 : 2015 Produits alimentaires - Détermination de la teneur en vitamine B6 par chromatographie liquide haute performance ; (IC 08.0.231)
- NM EN 15634-1 : 2015 Produits alimentaires - Détection des allergènes alimentaires par des méthodes d'analyse de biologie moléculaire - Partie 1 : Considérations générales ; (IC 08.0.232)
- NM EN 16104 : 2015 Données sur les aliments - Structure et format d'échange ; (IC 08.0.233)
- NM CEN/TS 16621 : 2015 Analyse des produits alimentaires - Dosage du benzo(a)pyrène, benzo(a)anthracène, chrysène et benzo(b)fluoranthène dans les denrées alimentaires par chromatographie en phase liquide à haute performance avec détecteur de fluorescence (CLHP-DF) ; (IC 08.0.234)
- NM 08.0.235 : 2015 Produits alimentaires - Dosage des toxines T-2 et HT-2 dans les céréales et produits dérivés à base de céréales - Méthode par Cl-SM/SM après purification sur cartouche SPE ;
- NM ISO 712 : 2015 Céréales et produits céréaliers - Détermination de la teneur en eau - Méthode de référence ; (IC 08.1.265)
- NM ISO 6540 : 2015 Maïs - Détermination de la teneur en eau (sur grains broyés et sur grains entiers ; (IC 08.1.266)
- NM 22.8.119 : 2015 Casque de protection pour usagers de motocycles, velomoteurs - Résistance au déchaussement et au vieillissement ;
- NM 22.0.021 : 2015 Véhicules routiers - Roues pour voitures particulières pour utilisation sur routes - Méthodes d'essai et exigences ; (IC 22.0.021)
- NM ISO 6487 : 2015 Véhicules routiers - Techniques de mesurage lors des essais de chocs - Instrumentation ; (IC 22.0.040)
- NM EN 15144 : 2015 Équipement de viabilité hivernale - Terminologie - Terminologie relative à la viabilité hivernale ; (IC 22.0.127)
- NM ISO 12219-1 : 2015 Air intérieur des véhicules routiers - Partie 1: Enceinte d'essai pour un véhicule complet - Spécification et méthode de détermination des composés organiques volatils dans les habitacles d'automobiles ; (IC 22.0.128)
- NM 22.0.129 : 2015 Véhicules routiers - Méthode expérimentale de transposition d'efforts dynamiques engendrés par un composant actif d'un banc d'essai vers un véhicule ;
- NM ISO 22628 : 2015 Véhicules routiers - Recyclabilité et valorisabilité - Méthode de calcul ; (IC 22.0.130)
- NM ISO 27956 : 2015 Véhicules routiers - Arrimage des charges à bord des camionnettes de livraison - Exigences et méthodes d'essai ; (IC 22.0.131)
- NM ISO 27955 : 2015 Véhicules routiers - Arrimage des charges à bord des voitures particulières, des breaks et des véhicules à usages multiples - Exigences et méthodes d'essai ; (22.0.132)
- NM ISO 17373 : 2015 Véhicules routiers - Mode opératoire d'essai sur chariot pour évaluer les interactions de la tête et du cou de l'occupant avec le siège et l'appuie-tête lors d'un choc arrière à faible vitesse ; (IC 22.0.133)
- NM ISO 16232-3 : 2015 Véhicules routiers - Propreté des composants des circuits de fluide - Partie 3: Méthode d'extraction des contaminants par aspersion ; (IC 22.0.136)
- NM ISO 16232-4 : 2015 Véhicules routiers - Propreté des composants des circuits de fluide - Partie 4: Méthode d'extraction des contaminants par ultrasons ; (IC 22.0.137)
- NM ISO 16232-5 : 2015 Véhicules routiers - Propreté des composants des circuits de fluide - Partie 5: Méthode d'extraction des contaminants sur banc d'essai fonctionnel ; (IC 22.0.138)
- NM ISO 16232-6 : 2015 Véhicules routiers - Propreté des composants des circuits de fluide - Partie 6: Détermination de la masse de particules par analyse gravimétrique ; (IC 22.0.139)
- NM ISO 16232-7 : 2015 Véhicules routiers - Propreté des composants des circuits de fluide - Partie 7: Granulométrie et comptage des particules par analyses microscopique ; (IC 22.0.140)
- NM ISO 16232-9 : 2015 Véhicules routiers - Propreté des composants des circuits de fluide - Partie 9: Granulométrie et comptage des particules au moyen d'un compteur de particules automatique à extinction de la lumière ; (IC 22.0.141)
- NM EN 16072 : 2015 Systèmes intelligents de transport - ESafety - eCall paneuropéen - Exigences de fonctionnement ; (IC 22.0.144)
- NM EN 16102 : 2015 Systèmes de transport intelligents - ECall - Exigences opérationnelles des services eCall de fournisseurs privés ; (IC 22.0.145)
- NM ISO 4000-2 : 2015 Pneumatiques et jantes pour voitures particulières - Partie 2: Jantes ; (IC 22.0.146)
- NM ISO 12219-4 : 2015 Air intérieur des véhicules routiers - Partie 4: Méthode pour la détermination des émissions de composés organiques volatils des parties et des matériaux intérieurs des véhicules - Méthode de la petite chambre ; (IC 22.0.147)

- NM ISO 15828 : 2015 Véhicules routiers - Mode opératoire d'essai de choc frontal décalé ; (IC 22.0.148)
- NM ISO 16850 : 2015 Véhicules routiers - Protection des piétons - Méthode d'essai de choc de la tête d'un enfant ; (22.0.149)
- NM ISO 16992 : 2015 Pneumatiques pour voitures particulières - Équipements de substitution de roue de secours (SUSE) ; (IC 22.0.150)
- NM ISO 6969 : 2015 Véhicules routiers - Avertisseurs sonores - Essais après montage sur le véhicule ; (IC 22.0.151)
- NM ISO 15763 : 2015 Véhicules routiers - Systèmes d'alarme pour autobus et véhicules utilitaires de masses totales maximales autorisées supérieures à 3,5 t ; (IC 22.0.152)
- NM ISO 3469 : 2015 Voitures particulières - Dispositif de lave-glace du pare-brise - Méthodes d'essai ; (IC 22.0.153)
- NM ISO 6255 : 2015 Voitures particulières - Dispositifs de lave-glace et d'essuie-glace pour lunette arrière - Méthodes d'essai ; (IC 22.0.154)
- NM ISO 1585 : 2015 Véhicules routiers - Code d'essai des moteurs - Puissance nette ; (IC 22.0.155)
- NM ISO 2534 : 2015 Véhicules routiers - Code d'essai des moteurs - Puissance brute ; (IC 22.0.156)
- NM ISO 16185 : 2015 Véhicules routiers - Familles de moteurs pour homologation des véhicules lourds - Emissions de gaz d'échappement ; (IC 22.0.157)
- NM 22.1.019 : 2015 Transmissions par courroies - Courroies trapézoïdales, striées ou synchrones destinées à l'automobile - Détermination de la résistance à la rupture après traction ; (IC 22.0.019)
- NM ISO 2790 : 2015 Transmissions par courroies - Courroies trapézoïdales pour la construction automobile et poulies correspondantes - Dimensions ; (IC 22.1.028)
- NM EN 61851-1 : 2015 Système de charge conductive pour véhicules électriques - Partie 1 : Règles générales ; (IC 22.2.118)
- NM EN 61851-21 : 2015 Système de charge conductive pour véhicules électriques - Partie 21 : Exigences concernant le véhicule électrique pour la connexion conductive à une alimentation à courant alternatif ou continu ; (IC 22.2.119)
- NM EN 61851-22 : 2015 Système de charge conductive pour véhicules électriques - Partie 22 : Bornes de charge conductive en courant alternatif pour véhicules électriques ; (IC 22.2.120)
- NM EN 62196-1 : 2015 Fiches, socles de prise de courant, prises mobiles et socles de connecteur de véhicule - Charge conductive des véhicules électriques - Partie 1 : Règles générales ; (IC 22.2.121)
- NM EN 62196-2 : 2015 Fiches, socles de prise de courant, prises mobiles et socles de connecteurs de véhicule électriques - Charge conductive des véhicules électriques - Partie 2 : Exigences dimensionnelles de compatibilité et d'interchangeabilité pour les appareils à broches et alvéoles pour courant alternatif ; (IC 22.2.122)
- NM ISO 12098 : 2015 Véhicules routiers - Connecteurs pour liaisons électriques entre véhicules tracteurs et véhicules tractés - Connecteur à 15 contacts pour les véhicules à tension nominale de 24 V ; (IC 22.2.124)
- NM ISO 4091 : 2015 Véhicules routiers - Connecteurs pour liaisons électriques entre véhicules tracteurs et véhicules tractés - Définitions, essais et exigences ; (IC 22.2.125)
- NM ISO 9818 : 2015 Voitures particulières - Systèmes de refroidissement des moteurs - Méthodes d'essai et marquage des soupapes de surpression/dépression ; (IC 22.3.004)
- NM ISO 9817 : 2015 Voitures particulières - Systèmes de refroidissement des moteurs - Caractéristiques dimensionnelles des soupapes de surpression/dépression et de leurs embases à rampes sur tubulures de remplissage ; (IC 22.3.005)
- NM 22.4.003 : 2015 Véhicules routiers - Vitrages de sécurité - Essais mécaniques ; (IC 22.4.003)
- NM ISO 4209-2 : 2015 Pneumatiques et jantes (séries millimétriques) pour camions et autobus - Partie 2: Jantes ; (IC 22.6.114)
- NM EN 12385-5 : 2015 Câbles en acier - Sécurité - Partie 5 : Câbles à torons pour ascenseurs ; (IC 01.4.694)
- NM ISO 4190-1 : 2015 Installation d'ascenseurs - Partie 1: Ascenseurs des classes I, II, III et VI ; (IC 10.8.007)
- NM ISO 4190-2 : 2015 Installation d'ascenseurs - Partie 2: Ascenseurs de classe IV ; (IC 10.8.008)
- NM EN 81-50 : 2015 Règles de sécurité pour la construction et l'installation des ascenseurs - Examens et essais - Partie 50 : Règles de conception, calculs, examens et essais des composants pour ascenseurs ; (IC 10.8.027)
- NM EN 81-20 : 2015 Règles de sécurité pour la construction et l'installation des ascenseurs - Ascenseurs pour le transport de personnes et d'objets - Partie 20 : Ascenseurs et ascenseurs de charge ; (IC 10.8.119)
- NM EN 81-22 : 2015 Règles de sécurité pour la construction et l'installation des ascenseurs - Ascenseurs pour le transport de personnes et d'objets - Partie 22 : Ascenseurs électriques à voie inclinée ; (IC 10.8.245)
- NM EN 81-77 : 2015 Règles de sécurité pour la construction et l'installation des ascenseurs - Applications particulières pour les ascenseurs et les ascenseurs de charge - Partie 77 : Ascenseurs soumis aux conditions sismiques ; (IC 10.8.246)
- NM ISO 14798 : 2015 Ascenseurs, escaliers mécaniques et trottoirs roulants - Méthodologie de l'appréciation et de

		la réduction du risque ; (IC 10.8.248)
NM ISO 22559-1	: 2015	Exigences de sécurité des ascenseurs - Partie 1: Exigences essentielles de sécurité mondiales des ascenseurs (GESR) ; (IC 10.8.249)
NM EN 81-82	: 2015	Règles de sécurité pour la construction et l'installation des ascenseurs - Ascenseurs existants - Partie 82 : Règles pour l'amélioration de l'accessibilité aux ascenseurs existants pour toutes les personnes, y compris les personnes avec handicap ; (IC 10.8.250)
NM CEN/TS 81-11:	2015	Règles de sécurité pour la construction et l'installation des ascenseurs - Fondamentaux et interprétations - Partie 11 : Interprétations relatives aux normes de la famille EN 81 ; (IC 10.8.251)
NM CEN/TS 81-76:	2015	Règles de sécurité pour la construction et l'installation des ascenseurs - Applications particulières pour les ascenseurs et ascenseurs de charge - Partie 76 : Utilisation des ascenseurs pour l'évacuation des personnes handicapées en cas d'urgence ; (IC 10.8.252)
NM CEN/TR 81-10	: 2015	Règles de sécurité pour la construction et l'installation des ascenseurs - Éléments de base et interprétations - Partie 10 : Système de la série des normes EN 81 ; (IC 10.8.253)
NM EN 12408	: 2015	Prescriptions de sécurité pour les installations à câbles transportant des personnes - Assurance de la qualité ; (IC 10.8.254)
NM EN 1907	: 2015	Prescriptions de sécurité pour les installations à câbles transportant des personnes - Terminologie ; (IC 10.8.255)
NM EN 1709	: 2015	Prescriptions de sécurité pour les installations à câbles transportant des personnes - Examen probatoire, maintenance, contrôles en exploitation ; (IC 10.8.256)
NM EN 1908	: 2015	Prescriptions de sécurité pour les installations à câbles transportant des personnes - Dispositifs de mise en tension ; (IC 10.8.257)
NM EN 1909	: 2015	Prescriptions de sécurité pour les installations à câbles transportant des personnes - Récupération et évacuation ; (IC 10.8.258)
NM EN 12397	: 2015	Prescriptions de sécurité pour les installations à câbles transportant des personnes - Exploitation ; (IC 10.8.259)
NM EN 12927-1	: 2015	Prescriptions de sécurité des installations à câbles transportant des personnes - Câbles - Partie 1 : Critères de sélection des câbles et de leurs attaches d'extrémité ; (IC 10.8.260)
NM EN 12927-2	: 2015	Prescriptions de sécurité des installations à câbles transportant des personnes - Câbles - Partie 2 : Coefficients de sécurité ; (IC 10.8.261)
NM EN 12927-3	: 2015	Prescriptions de sécurité des installations à câbles transportant des personnes - Câbles - Partie 3 : Epissurage des câbles tracteurs, porteurs-tracteurs et de remorquage à 6 torons ; (IC 10.8.262)
NM EN 12927-4	: 2015	Prescriptions de sécurité des installations à câbles transportant des personnes - Câbles - Partie 4 : Attaches d'extrémité ; (IC 10.8.263)
NM EN 12927-5	: 2015	Prescriptions de sécurité des installations à câbles transportant des personnes - Câbles - Partie 5 : Stockage, transport, mise en place et mise en tension ; (IC 10.8.264)
NM EN 12927-6	: 2015	Prescriptions de sécurité des installations à câbles transportant des personnes - Câbles - Partie 6 : Critères de dépose ; (IC 10.8.265)
NM EN 12927-7	: 2015	Prescriptions de sécurité des installations à câbles transportant des personnes - Câbles - Partie 7 : Contrôle, réparation et entretien ; (IC 10.8.266)
NM EN 12927-8	: 2015	Prescriptions de sécurité des installations à câbles transportant des personnes - Câbles - Partie 8 : Contrôles non-destructifs par contrôle électromagnétique ; (IC 10.8.267)
NM EN 12929-1	: 2015	Prescriptions de sécurité pour les installations à câbles transportant des personnes - Dispositions générales - Partie 1 : Prescriptions applicables à toutes les installations ; (IC 10.8.268)
NM EN 12929-2	: 2015	Prescriptions de sécurité pour les installations à câbles transportant des personnes - Dispositions générales - Partie 2 : Prescriptions complémentaires pour les téléphériques bicâbles à va et vient sans frein de chariot ; (IC 10.8.269)
NM EN 12930	: 2015	Prescriptions de sécurité pour les installations à câbles transportant des personnes - Calculs ; (IC 10.8.270)
NM EN 13107	: 2015	Prescriptions de sécurité pour les installations à câbles transportant des personnes - Ouvrages de génie civil ; (IC 10.8.271)
NM EN 13223	: 2015	Prescriptions de sécurité pour les installations à câbles transportant des personnes - Entraînements et autres dispositifs mécaniques ; (IC 10.8.272)
NM EN 13796-2	: 2015	Prescriptions de sécurité pour les installations à câbles transportant des personnes - Véhicules - Partie 2 : Essai de résistance au glissement des attaches ; (IC 10.8.275)
NM EN 13796-3	: 2015	Prescriptions de sécurité pour les installations à câbles transportant des personnes - Véhicules - Partie 3 : Essais de fatigue ; (IC 10.8.276)
NM EN 13135	: 2015	Appareils de levage à charge suspendue - Sécurité - Conception - Prescriptions relatives à l'équipement ; (IC 02.6.308)
NM EN 13001-3-1+A1	: 2015	Appareils de levage à charge suspendue - Conception générale - Partie 3-1 : Etats limites et vérification d'aptitude des charpentes en acier ; (IC 02.6.400)

- NM EN 13852-1 : 2015 Appareils de levage à charge suspendue - Grues off-shore - Partie 1 : Grues off-shore pour usage général ; (IC 02.6.401)
- NM EN 15011+A1 : 2015 Appareils de levage à charge suspendue - Ponts roulants et portiques ; (IC 02.6.402)
- NM EN 818-2+A1 : 2015 Chaînes de levage à maillons courts - Sécurité - Partie 2 : Chaînes de tolérance moyenne pour élingues en chaînes - Classe 8 ; (IC 02.6.403)
- NM EN 818-3+A1 : 2015 Chaînes de levage à maillons courts - Sécurité - Partie 3 : Chaînes de tolérance moyenne pour élingues en chaînes - Classe 4 ; (IC 02.6.404)
- NM EN 818-6+A1 : 2015 Chaînes de levage à maillons courts - Sécurité - Partie 6 : Elingues en chaînes - Spécification pour l'information sur l'utilisation et la maintenance qui doit être fournie par le fabricant ; (IC 02.6.405)
- NM EN 15830 : 2015 Chariots à portée variable tout-terrain - Visibilité - Méthodes d'essai et vérification ; (IC 02.6.406)
- NM EN 16307-1 : 2015 Chariots de manutention - Exigences de sécurité et vérification - Partie 1 : Exigences supplémentaires pour les chariots de manutention automoteurs, autres que les chariots sans conducteur, les chariots à portée variable et les chariots transporteurs de charges ; (IC 02.6.407)
- NM EN 16307-5 : 2015 Chariots de manutention - Exigences de sécurité et vérification - Partie 5 : Exigences supplémentaires pour les chariots à conducteur accompagnant ; (IC 02.6.409)
- NM EN 16307-6 : 2015 Chariots de manutention - Exigences de sécurité et vérification - Partie 6 : Exigences supplémentaires pour les chariots porte-charge et chariots porte-personne ; (IC 02.6.410)
- NM EN 1554 : 2015 Courroies transporteuses - Essais de frottement au tambour ; (IC 02.6.412)
- NM EN 12881-1 : 2015 Courroies transporteuses - Essais de simulation d'inflammation - Partie 1 : Essais avec brûleur au propane ; (IC 02.6.413)
- NM EN 12881-2+A1 : 2015 Courroies transporteuses - Essais de simulation d'inflammation - Partie 2 : Essai au feu à grande échelle ; (IC 02.6.414)
- NM EN 14973 : 2015 Courroies transporteuses pour usage dans les installations souterraines - Exigences de sécurité électrique et protection contre l'inflammabilité ; (IC 02.6.415)
- NM EN 13731 : 2015 Coussins de levage à l'usage des services d'incendie et de secours - Prescriptions de sécurité et de performances ; (IC 02.6.416)
- NM EN 1494+A1 : 2015 Crics mobiles ou déplaçables et équipements de levage associés ; (IC 02.6.417)
- NM EN 15095+A1 : 2015 Élévateurs de stockage, carrousels et rayonnages à palette et à tablette, mobiles et motorisés - Prescriptions de sécurité ; (IC 02.6.418)
- NM EN 1493 : 2015 Élévateurs de véhicules ; (IC 02.6.419)
- NM EN 13414-1+A2 : 2015 Élingues de câbles en acier - Sécurité - Partie 1 : Elingues pour applications générales de levage ; (IC 02.6.420)
- NM EN 13414-2+A2 : 2015 Élingues en câbles d'acier - Sécurité - Partie 2 : spécifications sur les informations à fournir par le fabricant concernant l'utilisation et la maintenance ; (IC 02.6.421)
- NM EN 13414-3+A1 : 2015 Élingues en câbles d'acier - Sécurité - Partie 3 : Estropes et élingues en grelin ; (IC 02.6.422)
- NM EN 528 : 2015 Transtockeurs - Prescriptions de sécurité ; (IC 02.6.423)
- NM EN 1570-1+A1 : 2015 Prescriptions de sécurité des tables élévatrices - Partie 1 : Tables élévatrices desservant jusqu'à 2 niveaux définis ; (IC 02.6.424)
- NM EN 81-43 : 2015 Règles de sécurité pour la construction et l'installation des élévateurs - Élévateurs particuliers destinés au transport des personnes et des matériaux - Partie 43 : Élévateurs pour appareils de levage à charge suspendue ; (IC 02.6.425)
- NM EN 81-31 : 2015 Règles de sécurité pour la construction et l'installation des élévateurs - Élévateurs pour le transport d'objets seulement - Partie 31 : Monte-charge accessibles ; (IC 02.6.426)
- NM EN 81-40 : 2015 Règles de sécurité pour la construction et l'installation des élévateurs - Élévateurs spéciaux pour le transport des personnes et des charges - Partie 40 : ascenseurs et plates-formes élévatrices inclinées à l'usage des personnes à mobilité réduite ; (IC 02.6.427)
- NM EN 81-41 : 2015 Règles de sécurité pour la construction et l'installation des élévateurs - Élévateurs spéciaux pour le transport des personnes et des charges - Partie 41 : plate-formes élévatrices verticales à l'usage des personnes à mobilité réduite ; (IC 02.6.428)
- NM EN 12077-2+A1 : 2015 Sécurité des appareils de levage à charge suspendue - Prescriptions relatives à l'hygiène et à la sécurité - Partie 2 : dispositifs limiteurs et indicateurs ; (IC 02.6.429)
- NM EN 1459+A3 : 2015 Sécurité des chariots de manutention - Chariots automoteurs à portée variable ; (IC 02.6.430)
- NM EN 15000 : 2015 Sécurité des chariots de manutention - Chariots automoteurs à portée variable - Spécifications, exigences de performance et d'essai pour les indicateurs de moment de charge longitudinal et limiteurs de moment de charge longitudinal ; (IC 02.6.431)
- NM EN 1755+A2 : 2015 Sécurité des chariots de manutention - Fonctionnement en atmosphères explosibles - Utilisation dans des atmosphères inflammables dues à la présence de gaz, de vapeurs, brouillards ou poussières inflammables ; (IC 02.6.432)

- NM EN 12053+A1: 2015 Sécurité des chariots de manutention - Méthodes d'essai pour le mesurage des émissions de bruit ; (IC 02.6.433)
- NM EN 13059+A1: 2015 Sécurité des chariots de manutention - Méthodes d'essai pour mesurer les vibrations ; (IC 02.6.434)
- NM EN 1526+A1 : 2015 Sécurité des chariots de manutention - Prescriptions complémentaires pour les fonctions automatiques des chariots ; (IC 02.6.435)
- NM EN 1175-1+A1 : 2015 Sécurité des chariots de manutention - Prescriptions électriques - Partie 1 : prescriptions générales des chariots alimentés par batterie ; (IC 02.6.436)
- NM EN 1175-2+A1 : 2015 Sécurité des chariots de manutention - Prescriptions électriques - Partie 2 : prescriptions générales des chariots équipés d'un moteur thermique ; (IC 02.6.437)
- NM EN 1175-3+A1 : 2015 Sécurité des chariots de manutention - Prescriptions électriques - Partie 3 : prescriptions particulières des systèmes à transmission électrique des chariots équipés d'un moteur thermique ; (IC 02.6.438)
- NM EN 13249 : 2015 Géotextiles et produits apparentés - Caractéristiques requises pour l'utilisation dans la construction des routes et autres zones de circulation (à l'exclusion des voies ferrées et des couches de roulement ; (IC 09.8.013)
- NM EN 13250 : 2015 Géotextiles et produits apparentés - Caractéristiques requises pour l'utilisation dans la construction des voies ferrées ; (IC 09.8.014)
- NM EN 13251 : 2015 Géotextiles et produits apparentés - Caractéristiques requises pour l'utilisation dans les travaux de terrassement, fondations et structures de soutènement ; (IC 09.8.015)
- NM EN 13252 : 2015 Géotextiles et produits apparentés - Caractéristiques requises pour l'utilisation dans les systèmes de drainage ; (IC 09.8.016)
- NM EN 13253 : 2015 Géotextiles et produits apparentés - Caractéristiques requises pour l'utilisation dans les ouvrages de lutte contre l'érosion (protection côtière et revêtement de berge) ; (IC 09.8.017)
- NM EN 13254 : 2015 Géotextiles et produits apparentés - Caractéristiques requises pour l'utilisation dans la construction de réservoirs et de barrages ; (IC 09.8.018)
- NM EN 13255 : 2015 Géotextiles et produits apparentés - Caractéristiques requises pour l'utilisation dans la construction de canaux ; (IC 09.8.019)
- NM EN 13256 : 2015 Géotextiles et produits apparentés - Caractéristiques requises pour l'utilisation dans la construction de tunnels et de structures souterraines ; (IC 09.8.020)
- NM EN 13257 : 2015 Géotextiles et produits apparentés - Caractéristiques requises pour l'utilisation dans les ouvrages d'enfouissement des déchets solides ; (IC 09.8.021)
- NM EN 13265 : 2015 Géotextiles et produits apparentés - Caractéristiques requises pour l'utilisation dans les projets de confinement de déchets liquides ; (IC 09.8.022)
- NM EN 15381 : 2015 Géotextiles et produits apparentés - Caractéristiques requises pour l'utilisation dans les chaussées et couches de roulement en enrobés ; (IC 09.8.028)
- NM 09.8.046 : 2015 Utilisation des géotextiles et produits apparentés - Murs inclinés et talus raidis en sols renforcés par nappes géosynthétiques - Justification du dimensionnement et éléments de conception ;
- NM 09.8.047 : 2015 Géosynthétiques - Géotextiles et produits apparentés - Stabilisation d'une couche de sol mince sur pente - Justification du dimensionnement et éléments de conception.

Rectificatif au «Bulletin officiel» n° 6378 du 29 ramadan 1436 (16 juillet 2015)

Arrêté conjoint du ministre de l'agriculture et de la pêche maritime, du ministre de l'intérieur et du ministre de la santé n° 1348-15 du 3 regeb 1436 (22 avril 2015) modifiant et complétant l'arrêté conjoint du ministre de l'agriculture et de la pêche maritime, du ministre de l'intérieur et du ministre de la santé n° 2768-12 du 12 ramadan 1433 (1^{er} août 2012) fixant le code de l'activité et le code de la préfecture ou de la province devant figurer dans la numérotation des autorisations et des agréments sur le plan sanitaire .

Page 3238 :**Au lieu de :**

✓ fabrication de conserves d'autres produits végétaux et d'origine végétale : fabrication levures fraîches, fabrication similaires.	
---	-------

Lire :

✓ fabrication de conserves d'autres produits végétaux et d'origine végétale : fabrication levures fraîches ou séchées, fabrication similaires.	
--	-------

Page 3240 :**Au lieu de :**

• fabrication de biscuits,.....et pattes fraîchessimilaires.	
.....	

Lire

• Fabrication de biscuits,..... .et pâtes fraîches similaires.	
.....	

Page 3241 :**Au lieu de :**

• Entreposage similaires.	ESPA
---------------------------------	-------------

Lire

• Entreposage similaires.	ES
---------------------------------	-----------

TEXTES PARTICULIERS

**Décret n° 2-15-607 du 26 kaada 1436 (11 septembre 2015)
portant modification du cahier des charges de la société
«Gulfsat Maghreb» annexé au décret n° 2-00-809 du
6 kaada 1421 (31 janvier 2001).**

LE CHEF DU GOUVERNEMENT,

Vu la loi n° 24-96 relative à la poste et aux télécommunications promulguée par le dahir n° 1-97-162 du 2 rabii II 1418 (7 août 1997), telle qu'elle a été modifiée et complétée ;

Vu le décret n° 2-97-813 du 27 chaoual 1418 (25 février 1998) portant application des dispositions de la loi n° 24-96 relative à la poste et aux télécommunications en ce qui concerne l'Agence nationale de réglementation des télécommunications ;

Vu le décret n° 2-00-809 du 6 kaada 1421 (31 janvier 2001) portant attribution d'une licence pour l'établissement et l'exploitation d'un réseau public de télécommunications par satellites de type VSAT à la société «Gulfsat Maghreb», tel qu'il a été modifié et complété ;

Vu le décret n° 2-05-1468 du 22 rabii I 1427 (21 avril 2006) portant prorogation de la durée de licence de la société « Gulfsat Maghreb » ;

Vu le décret n° 2-13-827 du 7 moharrem 1435 (11 novembre 2013) relatif aux attributions du ministre de l'industrie, du commerce, de l'investissement et de l'économie numérique ;

Vu l'avis de l'Agence nationale de réglementation des télécommunications ;

Après examen par le conseil du gouvernement, réuni le 11 kaada 1436 (27 août 2015),

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. – Le cahier des charges de la société «Gulfsat Maghreb» annexé au décret susvisé n° 2-00-809 du 6 kaada 1421 (31 janvier 2001) est modifié conformément à l'annexe jointe au présent décret.

ART. 2. – Le ministre de l'économie et des finances et le ministre de l'industrie, du commerce, de l'investissement et de l'économie numérique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Bulletin officiel*.

Fait à Rabat, le 26 kaada 1436 (11 septembre 2015).

ABDEL-ILAH BENKIRAN.

Pour contreséing :

*Le ministre de l'économie
et des finances,*

MOHAMMED BOUSSAID.

*Le ministre de l'industrie, du
commerce, de l'investissement
et de l'économie numérique,*

MOULAY HAFID ELALAMY.

*

* *

ANNEXE

**«Modification du cahier des charges
«de la licence pour l'établissement et l'exploitation
«d'un réseau public de télécommunications
«par satellites de type VSAT attribuée
«à la société «Gulfsat Maghreb»**

« Article 7. – Forme juridique de «Gulfsat Maghreb» et actionnariat

7.1. «Gulfsat Maghreb» doit être constitué et demeurer sous la forme d'une société de droit marocain.

7.2. Toute modification de la répartition de l'actionnariat de «Gulfsat Maghreb» et/ou tout changement de contrôle d'un actionnaire de «Gulfsat Maghreb» est notifiée à l'ANRT.

7.3. Toute modification de l'actionnariat de «Gulfsat Maghreb» impliquant l'entrée d'un nouvel actionnaire ou toute modification de l'actionnariat de «Gulfsat Maghreb» entraînant un changement de contrôle de «Gulfsat Maghreb» est soumise à l'approbation préalable de l'ANRT.

«Gulfsat Maghreb» notifie à cet effet à l'ANRT l'opération envisagée en portant à sa connaissance toute information utile. A défaut de réponse dans un délai d'un (1) mois suivant la notification à l'ANRT du projet de modification de l'actionnariat de «Gulfsat Maghreb», l'autorisation est réputée acquise.

7.4. Interdiction de prise d'intérêt dans un exploitant marocain concurrent de «Gulfsat Maghreb».

Toute personne qui possède, directement ou indirectement, une participation dans «Gulfsat Maghreb», ne pourra posséder, directement ou indirectement quelque intérêt que ce soit dans un autre exploitant marocain concurrent, étant précisé toutefois que la détention, directe ou indirecte, par toute personne d'une participation n'excédant pas dix pour cent (10%) dans le capital d'une société qui possède directement ou indirectement, un intérêt dans un autre exploitant marocain concurrent ne sera pas considérée comme un manquement à cette obligation.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du « Bulletin officiel » n° 6398 du 10 hija 1436 (24 septembre 2015).

Décret n° 2-15-608 du 26 kaada 1436 (11 septembre 2015) portant modification du cahier des charges de la société «Cimecom S.A.» annexé au décret n° 2-00-810 du 6 kaada 1421 (31 janvier 2001).

LE CHEF DU GOUVERNEMENT,

Vu la loi n° 24-96 relative à la poste et aux télécommunications promulguée par le dahir n° 1-97-162 du 2 rabii II 1418 (7 août 1997), telle qu'elle a été modifiée et complétée ;

Vu le décret n° 2-97-813 du 27 chaoual 1418 (25 février 1998) portant application des dispositions de la loi n° 24-96 relative à la poste et aux télécommunications en ce qui concerne l'Agence nationale de réglementation des télécommunications ;

Vu le décret n° 2-00-810 du 6 kaada 1421 (31 janvier 2001) portant attribution de la licence d'établissement et d'exploitation d'un réseau public de télécommunications par satellites de type VSAT à la société « Argos S.A. », tel qu'il a été modifié et complété,

Vu le décret n° 2-01-2076 du 13 chaabane 1422 (30 octobre 2001) portant cession de la licence d'établissement et d'exploitation d'un réseau public de télécommunications par satellites de type VSAT attribuée à la société « Argos S.A. » en faveur de la société « Cimecom S.A. » ;

Vu le décret n° 2-05-1469 du 22 rabii I 1427 (21 avril 2006) portant prorogation de la durée de la licence de la société «Cimecom S.A.» ;

Vu le décret n° 2-13-827 du 7 moharrem 1435 (11 novembre 2013) relatif aux attributions du ministre de l'industrie, du commerce, de l'investissement et de l'économie numérique ;

Vu l'avis de l'Agence nationale de réglementation des télécommunications ;

Après examen par le conseil du gouvernement, réuni le 11 kaada 1436 (27 août 2015),

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. – Le cahier des charges de la société «Cimecom S.A.» annexé au décret susvisé n° 2-00-810 du 6 kaada 1421 (31 janvier 2001), tel qu'il a été modifié et complété, est modifié conformément à l'annexe jointe au présent décret.

ART. 2. – Le ministre de l'économie et des finances et le ministre de l'industrie, du commerce, de l'investissement et de l'économie numérique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Bulletin officiel*.

Fait à Rabat, le 26 kaada 1436 (11 septembre 2015).

ABDEL-ILAH BENKIRAN.

Pour contreseing :

*Le ministre de l'économie
et des finances,*

MOHAMMED BOUSSAID.

*Le ministre de l'industrie, du
commerce, de l'investissement
et de l'économie numérique,*

MOULAY HAFID ELALAMY.

*

* *

ANNEXE

**«Modification du cahier des charges
«de la licence pour l'établissement et l'exploitation
«d'un réseau public de télécommunications
«par satellites de type VSAT attribuée
«à la société «Cimecom S.A.»**

« Article 7. – Forme juridique de «Cimecom S.A.» et actionnariat

7.1. «Cimecom S.A.» doit être constitué et demeurer sous la forme d'une société de droit marocain.

7.2. Toute modification de la répartition de l'actionnariat de «Cimecom S.A.» et/ou tout changement de contrôle d'un actionnaire de Cimecom S.A. est notifiée à l'ANRT.

7.3. Toute modification de l'actionnariat de «Cimecom S.A.» impliquant l'entrée d'un nouvel actionnaire ou toute modification de l'actionnariat de «Cimecom S.A.» entraînant un changement de contrôle de «Cimecom S.A.» est soumise à l'approbation préalable de l'ANRT.

«Cimecom S.A.» notifie à cet effet à l'ANRT l'opération envisagée en portant à sa connaissance toute information utile. A défaut de réponse dans un délai d'un (1) mois suivant la notification à l'ANRT du projet de modification de l'actionnariat de «Cimecom S.A.», l'autorisation est réputée acquise.

7.4. Interdiction de prise d'intérêt dans un exploitant marocain concurrent de «Cimecom S.A.»

Toute personne qui possède, directement ou indirectement, une participation dans «Cimecom S.A.», ne pourra posséder, directement ou indirectement quelque intérêt que ce soit dans un autre exploitant marocain concurrent, étant précisé toutefois que la détention, directe ou indirecte, par toute personne d'une participation n'excédant pas dix pour cent (10%) dans le capital d'une société qui possède directement ou indirectement, un intérêt dans un autre exploitant marocain concurrent ne sera pas considérée comme un manquement à cette obligation.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du « Bulletin officiel » n° 6398 du 10 hija 1436 (24 septembre 2015).

Décret n° 2-15-609 du 26 kaada 1436 (11 septembre 2015) portant modification du cahier des charges de la société «SpaceCom» annexé au décret n° 2-00-811 du 6 kaada 1421 (31 janvier 2001).

LE CHEF DU GOUVERNEMENT,

Vu la loi n° 24-96 relative à la poste et aux télécommunications promulguée par le dahir n° 1-97-162 du 2 rabii II 1418 (7 août 1997), telle qu'elle a été modifiée et complétée ;

Vu le décret n° 2-97-813 du 27 chaoual 1418 (25 février 1998) portant application des dispositions de la loi n° 24-96 relative à la poste et aux télécommunications en ce qui concerne l'Agence nationale de réglementation des télécommunications ;

Vu le décret n° 2-00-811 du 6 kaada 1421 (31 janvier 2001) portant attribution d'une licence pour l'établissement et l'exploitation d'un réseau public de télécommunications par satellites de type VSAT à la société «SpaceCom», tel qu'il a été modifié et complété ;

Vu le décret n° 2-05-1470 du 22 rabii I 1427 (21 avril 2006) portant prorogation de la durée de licence de la société «Space Com» ;

Vu le décret n° 2-13-827 du 7 moharrem 1435 (11 novembre 2013) relatif aux attributions du ministre de l'industrie, du commerce, de l'investissement et de l'économie numérique ;

Vu l'avis de l'Agence nationale de réglementation des télécommunications ;

Après examen par le conseil du gouvernement, réuni le 11 kaada 1436 (27 août 2015),

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. – Le cahier des charges de la société «SpaceCom» annexé au décret susvisé n° 2-00-811 du 6 kaada 1421 (31 janvier 2001) est modifié conformément à l'annexe jointe au présent décret.

ART. 2. – Le ministre de l'économie et des finances et le ministre de l'industrie, du commerce, de l'investissement et de l'économie numérique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Bulletin officiel*.

Fait à Rabat, le 26 kaada 1436 (11 septembre 2015).

ABDEL-ILAH BENKIRAN.

Pour contrescing :

*Le ministre de l'économie
et des finances,*

MOHAMMED BOUSSAID.

*Le ministre de l'industrie,
du commerce, de l'investissement
et de l'économie numérique,*

MOULAY HAfid ELALAMY.

*

* *

ANNEXE

«Modification du cahier des charges de la licence «pour l'établissement et l'exploitation d'un réseau public «de télécommunications par satellites de type VSAT «attribuée à la société «SpaceCom»

« Article 7. – Forme juridique de «SpaceCom» et actionnariat

7.1. «SpaceCom» doit être constitué et demeurer sous la forme d'une société de droit marocain.

7.2. Toute modification de la répartition de l'actionnariat de «SpaceCom» et/ou tout changement de contrôle d'un actionnaire de «SpaceCom» est notifiée à l'ANRT.

7.3. Toute modification de l'actionnariat de «SpaceCom» impliquant l'entrée d'un nouvel actionnaire ou toute modification de l'actionnariat de «SpaceCom» entraînant un changement de contrôle de «SpaceCom» est soumise à l'approbation préalable de l'ANRT.

«SpaceCom» notifie à cet effet à l'ANRT l'opération envisagée en portant à sa connaissance toute information utile. A défaut de réponse dans un délai d'un (1) mois suivant la notification à l'ANRT du projet de modification de l'actionnariat de «SpaceCom», l'autorisation est réputée acquise.

7.4. Interdiction de prise d'intérêt dans un exploitant marocain concurrent de «SpaceCom».

Toute personne qui possède, directement ou indirectement, une participation dans «SpaceCom», ne pourra posséder, directement ou indirectement quelque intérêt que ce soit dans un autre exploitant marocain concurrent, étant précisé toutefois que la détention, directe ou indirecte, par toute personne d'une participation n'excédant pas dix pour cent (10%) dans le capital d'une société qui possède directement ou indirectement, un intérêt dans un autre exploitant marocain concurrent ne sera pas considérée comme un manquement à cette obligation.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du

« Bulletin officiel » n° 6398 du 10 hija 1436 (24 septembre 2015).

Arrêté du ministre de l'économie et des finances n° 2395-15 du 13 ramadan 1436 (30 juin 2015) approuvant le transfert du portefeuille « sinistres » de l'entreprise d'assurances et de réassurance « New Hampshire Insurance Company », ex « New Hampshire Fire Insurance Cy » à l'entreprise d'assurances et de réassurance « Atlanta ».

LE MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES.

Vu la loi n° 17-99 portant code des assurances promulguée par le dahir n° 1-02-238 du 25 regeb 1423 (3 octobre 2002), telle qu'elle a été modifiée et complétée et notamment ses articles 231 et 232 ;

Vu le décret n° 2-04-355 du 19 ramadan 1425 (2 novembre 2004) pris pour l'application de la loi n° 17-99 précitée, tel qu'il a été modifié et complété et notamment son article 28 ;

Vu l'arrêté du sous-secrétaire d'Etat aux finances du 30 juin 1958 portant approbation du transfert de la totalité du portefeuille des contrats d'assurances avec ses droits et obligations de l'entreprise d'assurances « Pacific National Fire Insurance Cy » à l'entreprise d'assurances et de réassurance « New Hampshire Fire Insurance Cy » ;

Vu l'arrêté du sous-secrétaire d'Etat aux finances n° 289-64 du 10 juin 1964 portant approbation du transfert de la totalité du portefeuille des contrats d'assurances avec ses droits et obligations de l'entreprise d'assurances « Hanover Insurance Company » à l'entreprise d'assurances et de réassurance « New Hampshire Insurance Company » ;

Vu l'arrêté du ministre des finances n° 261-75 du 12 safar 1395 (24 février 1975) portant approbation du transfert du portefeuille des contrats d'assurances afférents à certaines catégories d'assurances et de réassurance « New Hampshire Insurance Company » à la « Compagnie américaine d'assurances ».

Vu l'arrêté du ministre des finances n° 1103-82 du 13 kaada 1402 (2 septembre 1982) autorisant l'entreprise d'assurances et de réassurance « New Hampshire Insurance Company » à reprendre la liquidation de son portefeuille sinistres précédemment transféré à la « Compagnie américaine d'assurances » par l'arrêté précité n° 261-75 du 12 safar 1395 (24 février 1975) ;

Vu la convention de transfert du portefeuille « sinistres » signée le 12 juin 2013 entre l'entreprise d'assurances et de réassurance « New Hampshire Insurance Company » et l'entreprise d'assurances et de réassurance « Atlanta » ;

Vu la demande d'approbation du transfert du portefeuille « sinistres » présentée, le 24 janvier 2014, par l'entreprise « New Hampshire Insurance Company » ;

Vu l'avis publié au « Bulletin officiel » n° 5289 du 12 mars 2014 ;

Considérant qu'aucune observation n'a été présentée au sujet de l'opération de transfert demandée ;

Après avis du Comité consultatif des assurances,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. – Est approuvé dans les conditions prévues par les articles 231 et 232 de la loi n° 17-99 susvisée, le transfert du portefeuille « sinistres » de l'entreprise d'assurances

et de réassurance « New Hampshire Insurance Company », ex, « New Hampshire Fire Insurance Cy » dont le siège social principal est à 175, Water Street, New York, NY 10038, USA et le siège spécial est à 11, avenue de l'Armée Royale, Casablanca, à l'entreprise d'assurances et de réassurance « Atlanta » dont le siège social est à 181, Boulevard d'Anfa, Casablanca, agréée par l'arrêté du ministre des finances et de la privatisation n° 53-06 du 5 hija 1426 (6 janvier 2006).

ART. 2. – Le présent arrêté est publié au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 13 ramadan 1436 (30 juin 2015).

MOHAMMED BOUSSAID.

Arrêté du ministre de l'économie et des finances n° 2396-15 du 13 ramadan 1436 (30 juin 2015) portant retrait des agréments accordés à l'entreprise d'assurances et de réassurance « New Hampshire Fire Insurance Cy », nouvellement dénommée « New Hampshire Insurance Company ».

LE MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES.

Vu la loi n° 17-99 portant code des assurances promulguée par le dahir n° 1-02-238 du 25 regeb 1423 (3 octobre 2002), telle qu'elle a été modifiée et complétée et notamment ses articles 231 et 232 ;

Vu le décret n° 2-04-355 du 19 ramadan 1425 (2 novembre 2004) pris pour l'application de la loi n° 17-99 précitée, tel qu'il a été modifié et complété et notamment son article 9 ;

Vu les arrêtés du directeur des finances du 2 mars 1949, du 2 avril 1951, du 2 juillet 1953 et l'arrêté du sous-secrétaire d'Etat aux finances du 30 juin 1958, portant agrément de l'entreprise d'assurances et de réassurance « New Hampshire Fire Insurance Cy » ;

Vu l'arrêté du ministre de l'économie et des finances n° 2395-15 du 13 ramadan 1436 (30 juin 2015) portant approbation du transfert de portefeuille « sinistres » de l'entreprise d'assurances et de réassurance « New Hampshire Insurance Company », ex « New Hampshire Fire Insurance Cy » à l'entreprise d'assurances et de réassurance « Atlanta » ;

Après avis du Comité consultatif des assurances,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. – Sont retirés les agréments accordés par les arrêtés du directeur des finances du 2 mars 1949, du 2 avril 1951, du 2 juillet 1953 et l'arrêté du sous-secrétaire d'Etat aux finances du 30 juin 1958 susvisés, à l'entreprise d'assurances et de réassurance « New Hampshire Fire Insurance Cy », nouvellement dénommée « New Hampshire Insurance Company » dont le siège social principal est à 175, Water Street, New York, NY 10038, USA et le siège spécial est à 11, avenue de l'Armée Royale, Casablanca.

ART. 2. – Le présent arrêté est publié au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 13 ramadan 1436 (30 juin 2015).

MOHAMMED BOUSSAID.

Arrêté du ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de la formation des cadres n° 2733-15 du 4 chaoual 1436 (21 juillet 2015) complétant l'arrêté n° 2797-95 du 20 jomada II 1416 (14 novembre 1995) fixant la liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme d'architecte de l'Ecole nationale d'architecture.

LE MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET DE LA FORMATION DES CADRES,

Vu l'arrêté du ministre de l'enseignement supérieur, de la formation des cadres et de la recherche scientifique n° 2797-95 du 20 jomada II 1416 (14 novembre 1995) fixant la liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme d'architecte de l'Ecole nationale d'architecture, tel qu'il a été complété ;

Sur proposition du ministre de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire national ;

Après avis du Conseil national de l'Ordre national des architectes ;

Après avis de la commission sectorielle des sciences, techniques, ingénierie et architecture du 28 mai 2015,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. – L'article premier de l'arrêté susvisé n° 2797-95 du 20 jomada II 1416 (14 novembre 1995) est complété comme suit :

« Article premier. – La liste des diplômes reconnus « équivalents au diplôme d'architecte de l'Ecole nationale « d'architecture visé à l'article 4 de la loi susvisée n° 016-89, « assortis du baccalauréat, série scientifique ou technique ou « d'un diplôme reconnu équivalent, est fixée ainsi qu'il suit :

«

« – Diploma of master architect, in speciality « architecture of buildings and constructions, délivré « par Kharkiv national University of civil engineering « and architecture - Ukraine - le 30 juin 2014, assorti « du diploma of bachelor of architecture, délivré par la « même université - le 1^{er} février 2013.»

ART. 2. – Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 4 chaoual 1436 (21 juillet 2015).

LAHCEN DAOUDI

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du « Bulletin officiel » n° 6399 du 14 hija 1436 (28 septembre 2015).

Arrêté du ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de la formation des cadres n° 2734-15 du 4 chaoual 1436 (21 juillet 2015) complétant l'arrêté n° 2797-95 du 20 jomada II 1416 (14 novembre 1995) fixant la liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme d'architecte de l'Ecole nationale d'architecture.

LE MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET DE LA FORMATION DES CADRES,

Vu l'arrêté du ministre de l'enseignement supérieur, de la formation des cadres et de la recherche scientifique n° 2797-95 du 20 jomada II 1416 (14 novembre 1995) fixant la liste des diplômes reconnus équivalents au diplôme d'architecte de l'Ecole nationale d'architecture, tel qu'il a été complété ;

Sur proposition du ministre de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire national ;

Après avis du Conseil national de l'Ordre national des architectes ;

Après avis de la commission sectorielle des sciences, techniques, ingénierie et architecture du 19 mars 2015,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. – L'article premier de l'arrêté susvisé n° 2797-95 du 20 jomada II 1416 (14 novembre 1995) est complété comme suit :

« Article premier. – La liste des diplômes reconnus « équivalents au diplôme d'architecte de l'Ecole nationale « d'architecture visé à l'article 4 de la loi susvisée n° 016-89, « assortis du baccalauréat, série scientifique ou technique ou « d'un diplôme reconnu équivalent, est fixée ainsi qu'il suit :

«

« – Diploma of master architect, in speciality « architecture of buildings and constructions, délivré « par Kharkiv national University of civil engineering « and architecture - Ukraine - le 30 juin 2014, assorti « du diploma of bachelor of architecture, délivré par la « même université - le 1^{er} février 2013.»

ART. 2. – Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 4 chaoual 1436 (21 juillet 2015).

LAHCEN DAOUDI

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du « Bulletin officiel » n° 6399 du 14 hija 1436 (28 septembre 2015).

**Décision du Wali de Bank Al-Maghrib n° 52 du 21 chaoual 1436
(7 août 2015) portant nouvel agrément de la société «Eurosol»
en qualité d'établissement de paiement.**

LE WALI DE BANK AL-MAGHRIB,

Vu la loi n° 103-12 relative aux établissements de crédit et organismes assimilés, promulguée par le dahir n° 1-14-193 du 1^{er} rabii I 1436 (24 décembre 2014), notamment ses articles 15 et 43 ;

Vu la décision du wali de Bank Al Maghrib n°40 du 20 joumada I 1434 (1^{er} avril 2013) portant agrément de la société «Eurosol» suite à la restructuration de son capital ;

Vu la demande d'agrément formulée par la société «Eurosol», en date du 3 juillet 2015, pour la cession de 75% de son capital à la société «Cash Plus» et les documents complémentaires remis en date du 10 juillet 2015 ;

Après avis favorable émis par le Comité des établissements de crédit, en date du 31 juillet 2015,

DÉCIDE :

ARTICLE PREMIER. – La société «Eurosol», dont le siège social est sis à Rabat, Appart n° 3 et 4, résidence Ahssan Dar, Av Hassan II, est agréée en qualité d'établissement de paiement spécialisée dans les opérations de transfert de fonds suite à la restructuration de son capital et son ouverture à «Cash Plus».

ART. 2. – La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 21 chaoual 1436 (7 août 2015).

ABDELLATIF JOUAHRI.

**Décision du Wali de Bank Al-Maghrib n° 53 du 21 chaoual 1436
(7 août 2015) portant nouvel agrément de la société «Maroc
Traitement de Transactions» en qualité d'établissement de
paiement.**

LE WALI DE BANK AL-MAGHRIB,

Vu la loi n° 103-12 relative aux établissements de crédit et organismes assimilés, promulguée par le dahir n° 1-14-193 du 1^{er} rabii I 1436 (24 décembre 2014), notamment ses articles 15 et 43 ;

Vu la décision du gouverneur de Bank Al-Maghrib n°31 du 25 rabii II 1432 (30 mars 2011) portant agrément de la société «Maroc Traitement de Transactions» en qualité d'intermédiaire en matière de transfert de fonds ;

Vu la demande d'agrément formulée par la société «Maroc Traitement de Transactions», en date du 27 avril 2015, pour la cession de 54,74% de son capital à la Banque Centrale Populaire et les documents complémentaires remis en date du 21 juillet 2015 ;

Après avis favorable émis par le comité des établissements de crédit, en date du 31 juillet 2015,

DÉCIDE :

ARTICLE PREMIER. – La société «Maroc Traitement de Transactions», dont le siège sociale est sis à Casablanca, 22 Espace Perla, la Colline, Sidi Maarouf, est agréée en qualité d'établissement de paiement spécialisée dans les opérations de transfert de fonds suite à la restructuration de son capital et son ouverture à la Banque Centrale Populaire.

ART. 2. – La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 21 chaoual 1436 (7 août 2015).

ABDELLATIF JOUAHRI.

ORGANISATION ET PERSONNEL DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

TEXTES PARTICULIERS

ADMINISTRATION DE LA DÉFENSE NATIONALE

Dahir n° 1-15-80 du 18 chaoual 1436 (4 août 2015), relatif au statut particulier des magistrats militaires, et au statut particulier des officiers-greffiers et des sous-officiers commis greffiers et édictant des dispositions particulières.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI)

Que l'on sache par les présentes - puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu la Constitution, notamment ses articles 53 et 107 ;

Vu le dahir n° 1-56-138 du 16 kaada 1375 (25 juin 1956) portant création des Forces armées royales ;

Vu le dahir n° 1-74-383 du 15 rejeb 1394 (5 août 1974) portant approbation du règlement de discipline générale dans les Forces armées royales ;

Vu la loi n° 013-71 du 12 kaada 1391 (30 décembre 1971) instituant un régime de pensions militaires, telle qu'elle a été modifiée et complétée ;

Vu la loi n° 015-71 du 12 kaada 1391 (30 décembre 1971) fixant les limites d'âge des officiers et des militaires non-officiers des Forces armées royales, affiliés au régime des pensions militaires ;

Vu la loi n° 01-12 relative aux garanties fondamentales accordées aux militaires des Forces armées royales, promulguée par le dahir n° 1-12-33 du 16 chaoual 1433 (4 septembre 2012) ;

Vu le dahir n° 1-12-50 du 29 jomada II 1434 (10 mai 2013) formant statut particulier des officiers des Forces armées royales ;

Vu la loi n° 108-13 relative à la justice militaire, promulguée par le dahir n° 1-14-187 du 17 safar 1436 (10 décembre 2014), notamment ses articles 29 et 30 ;

Vu la loi n° 22-01 relative au code de procédure pénale, promulguée par le dahir n° 1-02-255 du 25 rejeb 1423 (3 octobre 2002),

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

Chapitre premier

Dispositions générales

Article premier

Conformément aux dispositions de la Constitution, notamment ses articles 53 et 107, à l'article 16 de la loi n° 01-12, relative aux garanties fondamentales accordées aux militaires des Forces armées royales et aux articles 29 et 30 de la loi n° 108-13 relative à la justice militaire susvisées, le

présent dahir fixe le statut particulier des magistrats militaires et le statut particulier des officiers greffiers et des sous-officiers commis-greffiers et édicte des dispositions particulières.

Article 2

Sous réserve des dispositions du présent dahir, les magistrats militaires et les officiers greffiers sont soumis aux dispositions du dahir susvisé n° 1-12-50 du 29 jomada II 1434 (10 mai 2013).

Article 3

Les magistrats militaires, les officiers greffiers ainsi que les sous-officiers commis-greffiers sont soumis au règlement de discipline générale dans les Forces armées royales approuvé par le dahir n° 1-74-383 du 15 rejeb 1394 (5 août 1974).

Article 4

Les magistrats militaires, les officiers greffiers et les sous-officiers commis greffiers portent la tenue militaire et des insignes distinctifs dont la composition et la description sont fixées par décision du Chef suprême et Chef d'Etat-major général des Forces armées royales.

Chapitre II

Statut des magistrats militaires

Article 5

Les magistrats militaires constituent un corps juridictionnel indépendant à hiérarchie propre qui comprend les magistrats du siège, du parquet et de l'instruction. Il comporte les grades ci-après :

- magistrat général, assimilé au grade de général de brigade ;
- magistrat colonel-major, assimilé au grade de colonel-major ;
- magistrat colonel, assimilé au grade de colonel ;
- magistrat lieutenant-colonel, assimilé au grade de lieutenant-colonel ;
- magistrat commandant, assimilé au grade de commandant.

Article 6

Les magistrats militaires sont nommés dans le corps de la magistrature militaire parmi les officiers des Forces armées royales ayant passé avec succès le concours d'accès au cycle de formation judiciaire cité à l'article 8 ci-dessous, et réussi l'examen de fin de formation dans ce cycle.

Article 7

Le concours d'accès au cycle de formation judiciaire est ouvert aux officiers des Forces armées royales ayant au minimum le grade de commandant et titulaires au moins d'une licence en droit ou d'un diplôme équivalent.

Ledit concours est organisé, autant que les besoins de service l'exigent, par les services compétents des Forces armées royales, conformément aux conditions et modalités fixées par

décision du Chef suprême et Chef d'Etat-major général des Forces armées royales.

Article 8

Les candidats ayant satisfait aux épreuves du concours prévu à l'article 7 ci-dessus suivent une formation judiciaire de deux ans comprenant :

- une formation judiciaire générale à l'Institut de formation des magistrats, comprenant les mêmes modules de formation dispensés aux attachés de justice audit institut ;

une formation judiciaire spécifique, composée de stages pratiques au sein du tribunal militaire.

Article 9

Durant la période de leur formation judiciaire, les officiers militaires continuent à bénéficier des mêmes droits et garanties liés à leur grade militaire, conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Article 10

Les officiers des Forces armées royales subissent, à l'issue de leur formation judiciaire prévue à l'article 8 ci-dessus, un examen de fin de formation dont les modalités d'organisation sont fixées par décision du Chef suprême et Chef d'Etat-major général des Forces armées royales.

Article 11

Conformément aux dispositions de l'article 6 ci-dessus, les officiers militaires ayant satisfait à l'examen de fin de formation en cycle de la magistrature militaire, sont intégrés dans le corps de la magistrature militaire avec le même grade qu'ils détiennent et avec maintien de la même ancienneté. Ils sont nommés, en cette qualité, magistrats militaires auprès du tribunal militaire par dahir.

Les officiers militaires n'ayant pas réussi à cet examen réintègrent leurs corps d'origine.

Article 12

Les magistrats militaires, toutes catégories confondues, exercent leurs fonctions au sein du tribunal militaire, conformément à la loi, notamment la loi n° 108-13 précitée et les textes pris pour son application.

Article 13

Les magistrats militaires ne peuvent être nommés à la Chambre d'appel du tribunal militaire qu'après avoir accompli deux années de service effectif en qualité de magistrat militaire dans l'une des chambres de 1^{ère} instance de ce tribunal.

Article 14

Les magistrats militaires peuvent, à titre exceptionnel et après avoir exercé au moins deux années en tant que magistrat militaire au sein du tribunal militaire, être nommés à des emplois ou occuper des fonctions en dehors dudit tribunal dans les conditions et les modalités prévues par le dahir précité n° 1-12-50.

Article 15

Les fonctions prévues aux articles 12 et 14 ci-dessus sont incompatibles.

Article 16

Les magistrats militaires ne peuvent être traduits devant la commission de traitement des dossiers disciplinaires prévue au chapitre III du Titre IV, du dahir précité n° 1-12-50, que sur ordre de sa Majesté le Roi Chef suprême et Chef d'Etat-major général des Forces armées royales.

Article 17

Il est procédé, dans les mêmes formes prévues aux articles 265, 266 et 267 du code de procédure pénale, à l'égard des magistrats militaires auxquels est imputé un crime ou un délit commis dans ou hors l'exercice de leurs fonctions et ce, comme suit :

- lorsque le fait est imputé au procureur général du Roi près le tribunal militaire, les dispositions de l'article 265 sont appliquées ;
- si le fait est imputé aux substituts du procureur général du Roi près le tribunal militaire, aux magistrats de siège de la chambre délictuelle du tribunal militaire, de la chambre criminelle d'appel du tribunal militaire, de la chambre criminelle de première instance du tribunal militaire, de la chambre délictuelle d'appel du tribunal militaire, aux magistrats d'instructions en ce qui concerne les crimes, au procureur du Roi près le tribunal militaire, il est fait application des dispositions de l'article 266 ;
- si le fait est imputé aux substituts du procureur du Roi près le tribunal militaire, aux magistrats de siège de la chambre délictuelle de première instance du tribunal militaire et aux magistrats d'instruction en ce qui concerne les délits, il est fait application des dispositions de l'article 267.

Article 18

Le traitement, indemnités, primes et avantages alloués aux magistrats militaires sont fixés par voie réglementaire.

Ils sont imputés sur le budget de l'administration de la défense nationale.

Article 19

La limite d'âge des magistrats militaires est fixée à 65 ans. Elle peut être prorogée par décision du Chef suprême et Chef d'Etat-major général des Forces armées royales.

Article 20

En cas de nécessité absolue due à des circonstances exceptionnelles, le corps des magistrats militaires peut être complété par des magistrats civils mis temporairement à la disposition du tribunal militaire, conformément aux dispositions légales en vigueur.

Chapitre III

Statut des officiers greffiers et des sous-officiers commis-greffiers

Section première. – Des officiers greffiers

Article 21

Le cadre des officiers greffiers comporte les grades ci-après :

- lieutenant-colonel greffier, assimilé au grade de lieutenant-colonel ;

- commandant greffier, assimilé au grade de commandant ;
- capitaine greffier, assimilé au grade de capitaine ;
- lieutenant greffier, assimilé au grade de lieutenant ;
- sous-lieutenant greffier, assimilé au grade de sous-lieutenant.

Article 22

Les officiers greffiers sont nommés parmi les officiers des Forces armées royales ayant passé avec succès le concours d'accès au cadre des officiers greffiers et réussi l'examen de fin de formation cité à l'article 23 ci-après.

Article 23

Le concours d'accès au cadre des officiers greffiers est ouvert aux officiers des Forces armées royales ayant au minimum le grade de lieutenant.

Ledit concours est organisé, autant que les besoins de service l'exigent, par les services compétents des Forces armées royales, conformément aux conditions et modalités fixées par décision du Chef suprême et Chef d'Etat-major général des Forces armées royales.

Article 24

Les officiers des Forces armées royales ayant satisfait aux épreuves du concours visé à l'article 22 ci-dessus suivent une formation d'une année au sein du tribunal militaire pendant laquelle ils reçoivent une formation théorique et pratique, dont le programme et les modalités sont fixés par décision du Chef suprême et Chef d'Etat-major général des Forces armées royales.

Article 25

Les officiers des Forces armées royales continuent à bénéficier, durant la période de leur formation, des mêmes droits et garanties liés à leur grade militaire, conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Article 26

Les officiers des Forces armées royales subissent, à la fin de la formation, un examen dont les modalités d'organisation sont fixées par décision du Chef suprême et Chef d'Etat-major général des Forces armées royales.

Article 27

Conformément aux dispositions de l'article 22 ci-dessus, les officiers ayant satisfait à l'examen de fin de formation, sont nommés officiers greffiers au tribunal militaire, avec le même grade qu'ils détiennent et avec maintien de la même ancienneté.

Les officiers militaires n'ayant pas réussi à cet examen réintègrent leur corps d'origine.

Article 28

Par dérogation aux dispositions de l'article 22 ci-dessus, les sous-officiers commis greffiers visés à la section II ci-dessous, promus au rang d'officiers, intègrent automatiquement, le cadre des officiers greffiers, conformément au dahir précité n° 1-12-50.

Article 29

Les officiers greffiers exercent leurs fonctions au sein du tribunal militaire, conformément à la loi, notamment la loi précitée n° 108-13 et les textes pris pour son application.

Ils peuvent, à titre exceptionnel, être nommés à des emplois ou occuper des fonctions en dehors du tribunal militaire dans les conditions prévues par le dahir précité n° 1-12-50.

Les fonctions prévues aux premier et deuxième alinéas du présent article sont incompatibles.

Article 30

L'officier greffier, chef du secrétariat du greffe, assure la gestion administrative des affaires de ce secrétariat et le suivi des actes des greffiers et des commis-greffiers, exerçant sous son autorité, et veille sur la bonne exécution des décisions, mesures et procédures dont est chargé le secrétariat du greffe, et ce conformément aux textes législatifs et réglementaires en vigueur.

Article 31

Les officiers greffiers bénéficient du traitement, indemnités, primes et avantages institués par les textes en vigueur.

Section II. – Des sous-officiers commis greffiers

Article 32

Le cadre des sous-officiers commis greffiers comporte les grades ci-après :

- adjudant-chef commis greffier, assimilé à adjudant-chef ;
- adjudant commis greffier, assimilé à adjudant ;
- sergent-major commis greffier, assimilé à sergent-major ;
- sergent-chef commis greffier, assimilé à sergent-chef ;
- sergent commis greffier, assimilé à sergent.

Article 33

Les sous-officiers commis greffiers sont nommés parmi les sous-officiers des Forces armées royales ayant passé avec succès le concours d'accès au cadre des sous-officiers commis greffiers et réussi l'examen de fin de formation prévu à l'article 37 ci-dessous.

Article 34

Le concours d'accès au cadre des sous-officiers commis greffiers est ouvert aux sous-officiers des Forces armées royales ayant au moins le grade de sergent, âgés au minimum de vingt-cinq (25) ans et ayant servi pendant cinq ans au moins en qualité de sous-officier à la date du concours.

Le concours d'accès est organisé, autant que les besoins de service l'exigent, par les services compétents des Forces armées royales, conformément aux conditions et modalités fixées par décision du Chef suprême et Chef d'Etat-major général des Forces armées royales.

Article 35

Les sous-officiers ayant satisfait aux épreuves du concours visé à l'article 33 ci-dessus suivent une formation d'une année au sein du tribunal militaire, pendant laquelle ils reçoivent une formation théorique et pratique, dont le

programme et les modalités sont fixés par décision du Chef d'Etat-major général des Forces armées royales.

Article 36

Les sous-officiers continuent à bénéficier, durant la période de leur formation, des mêmes droits et garanties liés à leur grade, conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Article 37

Les sous-officiers subissent, à l'issue de la formation, un examen dont les modalités d'organisation sont fixées par décision du Chef d'Etat-major général des Forces armées royales.

Article 38

Conformément aux dispositions de l'article 33 ci-dessus, les sous-officiers ayant satisfait à l'examen de fin de formation, sont nommés sous-officiers commis greffiers au tribunal militaire avec le même grade qu'ils détiennent et avec maintien de la même ancienneté.

Les sous-officiers n'ayant pas réussi à cet examen réintègrent leur corps d'origine.

Article 39

Les sous-officiers commis greffiers exercent leurs fonctions au sein du tribunal militaire, conformément à la loi, notamment la loi n° 108-13 précitée et les textes pris pour son application.

Ils peuvent, à titre exceptionnel, être nommés à des emplois ou occuper des fonctions en dehors du tribunal militaire conformément aux dispositions régissant les sous-officiers des Forces armées royales.

Les fonctions prévues aux premier et deuxième alinéas du présent article sont incompatibles.

Article 40

Les sous-officiers commis greffiers bénéficient du traitement, indemnités, primes et avantages institués par les textes en vigueur.

Article 41

La limite d'âge des sous-officiers commis greffiers est fixée à 55 ans.

Chapitre IV

Dispositions finales et transitoires

Article 42

Le procureur général du Roi près le tribunal militaire veille sur la gestion administrative de ce tribunal et soumet un rapport annuel sur le bilan de ses activités au Chef suprême et Chef d'Etat-major général des Forces armées royales.

Les crédits budgétaires destinés audit tribunal sont imputés sur le budget de l'administration de la défense nationale.

Article 43

Les magistrats militaires de grade de capitaine exerçant leurs fonctions, en cette qualité, à la date d'entrée en vigueur du présent dahir, continuent à faire partie du corps des magistrats militaires jusqu'à leur promotion au grade de magistrat commandant pour se voir appliquer les dispositions du chapitre II du présent dahir.

Article 44

Sont nommés, à compter de la date d'entrée en vigueur du présent dahir, officiers-greffiers, avec le grade militaire qu'ils détiennent, les officiers exerçant effectivement, à cette date, leurs fonctions au sein du tribunal militaire et ayant servi audit tribunal en qualité de sous-officiers commis greffiers.

Article 45

Est abrogé le dahir portant loi n° 1-77-56 du 24 rejeb 1397 (12 juillet 1977) formant statut des magistrats militaires, des officiers greffiers et des sous-officiers commis greffiers du service de la justice militaire.

Les références aux dispositions du dahir portant loi précité n° 1-77-56, figurant dans les textes législatifs et réglementaires en vigueur, sont remplacées par les références aux dispositions correspondantes du présent dahir.

Article 46

Le présent dahir est publié au *Bulletin officiel*.

Fait à Tétouan, le 18 chaoual 1436 (4 août 2015).

Pour contresigner :

Le Chef du gouvernement,

ABDEL-ILAH BENKIRAN.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du « Bulletin officiel » n° 6398 du 10 hija 1436 (24 septembre 2015).